

ABONNEMENTS

Edition Quotidienne	
Canada et Etats-Unis	\$3.00
Union Postale	\$6.00
Edition Hebdomadaire	
Canada	\$1.00
Etats-Unis	\$1.50
Union Postale	\$2.00

LE DROIT

BUREAUX :
88 Rue York - Tél. Rideau 1448
Cassier Postal 554

Petites Annonces

10 sous la ligne ordinaire; trois fois 25 sous
Si vous avez une maison à vendre ou à louer, si vous avez besoin d'un bon serviteur, si vous avez quelque chose à annoncer dans "LE DROIT"

Publié par Le Syndicat D'Oeuvres Sociales, Limitée

L'AVENIR EST A CEUX QUI LUTTENT

A vol d'oiseau

M. Churchill, Premier Lord de l'Angleterre anglaise suggère aux gouvernements européens une trêve d'un an dans la construction des navires de guerre.

Le chef de l'Armée voudrait grouper les canonniers des colonies dans une académie spéciale contrôlée à la fois par le chef d'Etat et par le chef d'Armée.

Les Bulgares sont victorieux à Thessalonique, même lorsqu'ils triomphent à Andrinople.

L'immigration fait plus de 1,000 victimes dans l'Ohio et l'Indiana. Les Etats-Unis ont plusieurs villages à moitié dépeuplés.

M. Buchanan, député de Medicine Hat aux Communes demande un gouvernement d'urgence. L'opposition aux Etats-Unis du genre naturel.

La Chambre vote plusieurs crédits au Département des Finances.

Unberger de Montpellier en France hérite d'une fortune de 1,000,000.

Le Département de la Marine établit un service de surveillance des bateaux dans l'Atlantique.

Le député de Sterling en Angleterre s'oppose à la contribution canadienne au Canada à une marine centrale.

Un nouveau scandale est en perspective à la Chambre des Communes. Le hon M. Laurier doit interdire le Ministère à ce sujet et après.

Le meurtre du général Sanguin, ex-ministre de la Guerre, est un crime politique.

En France, le général Sanguin est un héros.

FRAITE PAIN CHEVA

Louis Verdy, attaché à Brewery a été assassiné le matin par un individu de M. McKay. On a transporté le corps à l'hôpital.

TRANSACTIONS

Le David Kestel a vendu au prix de \$40,000.00, à M. S. J. Walker une propriété située à l'angle des rues Laurier et Nicolas. C'est une propriété qui a une grande valeur commerciale.

La compagnie Lowe Martin Printing a fait l'acquisition d'un terrain de 30 arpents, à St. Nepean.

Une maison à St. Nepean a été vendue au prix de \$10,000.00.

Une maison à St. Nepean a été vendue au prix de \$10,000.00.

Une maison à St. Nepean a été vendue au prix de \$10,000.00.

Une maison à St. Nepean a été vendue au prix de \$10,000.00.

Une maison à St. Nepean a été vendue au prix de \$10,000.00.

Une maison à St. Nepean a été vendue au prix de \$10,000.00.

Une maison à St. Nepean a été vendue au prix de \$10,000.00.

Une maison à St. Nepean a été vendue au prix de \$10,000.00.

Une maison à St. Nepean a été vendue au prix de \$10,000.00.

Une maison à St. Nepean a été vendue au prix de \$10,000.00.

Notre Programme

"Il faut, pour guérir les maux de notre temps, employer des moyens appropriés à ses habitudes. C'est pourquoi aux écrits opposons les écrits; aux erreurs propagées ça et là, la vérité; aux journaux dont l'influence pernicieuse se fait sentir tous les jours, au moins le bon journal mettre de côté semblables moyens, c'est se condamner à n'avoir aucune influence sur le peuple et ne rien comprendre au caractère de son temps." (Pie X à l'Archevêque de Québec, 2 juin 1907.)

Ces enseignements du Souverain Pontife répétés à plusieurs reprises depuis 1907 et formulés récemment d'une manière plus explicite encore aux Evêques d'Italie, forment tout un programme pour le monde catholique et s'appliquent tout aussi bien au domaine national qu'aux principes religieux.

C'est avec le journal que, de nos jours, on renverse les gouvernements et que l'on consolide les empires. C'est par lui que l'on façonne l'opinion publique et que l'on sème dans le peuple les idées bonnes ou mauvaises. Le journal est l'armement invincible des nations et des individus. Il donne de la vie à leurs idées, mieux leurs énergies, et il les fait valoir.

Malgré sa simplicité et sa modestie, il est le plus grand des instruments de la civilisation. C'est pourquoi, nous croyons que le journal doit être un journal de la vérité, un journal de la justice, un journal de la paix, un journal de la fraternité.

C'est pourquoi, nous croyons que le journal doit être un journal de la vérité, un journal de la justice, un journal de la paix, un journal de la fraternité.

C'est pourquoi, nous croyons que le journal doit être un journal de la vérité, un journal de la justice, un journal de la paix, un journal de la fraternité.

C'est pourquoi, nous croyons que le journal doit être un journal de la vérité, un journal de la justice, un journal de la paix, un journal de la fraternité.

C'est pourquoi, nous croyons que le journal doit être un journal de la vérité, un journal de la justice, un journal de la paix, un journal de la fraternité.

C'est pourquoi, nous croyons que le journal doit être un journal de la vérité, un journal de la justice, un journal de la paix, un journal de la fraternité.

C'est pourquoi, nous croyons que le journal doit être un journal de la vérité, un journal de la justice, un journal de la paix, un journal de la fraternité.

C'est pourquoi, nous croyons que le journal doit être un journal de la vérité, un journal de la justice, un journal de la paix, un journal de la fraternité.

C'est pourquoi, nous croyons que le journal doit être un journal de la vérité, un journal de la justice, un journal de la paix, un journal de la fraternité.

Les Commissions Scolaires

Les 27 février, 3 et 10 mars, tous les Commissaires des écoles bilingues du Nord-Ontario et des Comités du Russell et Prescott étaient respectivement convoqués en Conférence spéciale par l'Association d'Education.

Le but de ces réunions était de donner des explications à uniformes du règlement 17; le cas qu'on doit en faire; répondre aux objections des parents et les instruire des obligations qui incombent à chacun d'eux, et ce d'après le règlement ou l'acte des Ecoles Séparées, à titre de représentants des parents et enfin comme contribuables.

La grande majorité des parents présents ont été représentés.

Les parents ont été très satisfaits de la manière dont les Commissaires ont répondu à leurs questions et ont exprimé leur confiance dans les intentions de l'Association d'Education.

Les parents ont été très satisfaits de la manière dont les Commissaires ont répondu à leurs questions et ont exprimé leur confiance dans les intentions de l'Association d'Education.

Les parents ont été très satisfaits de la manière dont les Commissaires ont répondu à leurs questions et ont exprimé leur confiance dans les intentions de l'Association d'Education.

Les parents ont été très satisfaits de la manière dont les Commissaires ont répondu à leurs questions et ont exprimé leur confiance dans les intentions de l'Association d'Education.

Les parents ont été très satisfaits de la manière dont les Commissaires ont répondu à leurs questions et ont exprimé leur confiance dans les intentions de l'Association d'Education.

Les parents ont été très satisfaits de la manière dont les Commissaires ont répondu à leurs questions et ont exprimé leur confiance dans les intentions de l'Association d'Education.

Les parents ont été très satisfaits de la manière dont les Commissaires ont répondu à leurs questions et ont exprimé leur confiance dans les intentions de l'Association d'Education.

Les parents ont été très satisfaits de la manière dont les Commissaires ont répondu à leurs questions et ont exprimé leur confiance dans les intentions de l'Association d'Education.

Les parents ont été très satisfaits de la manière dont les Commissaires ont répondu à leurs questions et ont exprimé leur confiance dans les intentions de l'Association d'Education.

Les parents ont été très satisfaits de la manière dont les Commissaires ont répondu à leurs questions et ont exprimé leur confiance dans les intentions de l'Association d'Education.

A MEDITER

Oh l'on ne respecte pas les droits de Christ on ne respecte aucun devoir.

Oh l'on ne respecte pas le devoir, on ne respecte pas les droits de peuple.

Si l'impie commence à vaincre, tremble, car elle finira par l'attendre.

Si tu sais te battre, défends le droit de Christ; tu verras qu'on respectera le tien.

P. PALAU, S. J.

NOTRE JOURNAL

Nous sommes heureux de présenter au public un nouveau journal qui va se consacrer aux intérêts de la langue et des écoles bilingues dans cette partie du Nord-Ontario.

Nous sommes heureux de présenter au public un nouveau journal qui va se consacrer aux intérêts de la langue et des écoles bilingues dans cette partie du Nord-Ontario.

Nous sommes heureux de présenter au public un nouveau journal qui va se consacrer aux intérêts de la langue et des écoles bilingues dans cette partie du Nord-Ontario.

Nous sommes heureux de présenter au public un nouveau journal qui va se consacrer aux intérêts de la langue et des écoles bilingues dans cette partie du Nord-Ontario.

Nous sommes heureux de présenter au public un nouveau journal qui va se consacrer aux intérêts de la langue et des écoles bilingues dans cette partie du Nord-Ontario.

Nous sommes heureux de présenter au public un nouveau journal qui va se consacrer aux intérêts de la langue et des écoles bilingues dans cette partie du Nord-Ontario.

Nous sommes heureux de présenter au public un nouveau journal qui va se consacrer aux intérêts de la langue et des écoles bilingues dans cette partie du Nord-Ontario.

Nous sommes heureux de présenter au public un nouveau journal qui va se consacrer aux intérêts de la langue et des écoles bilingues dans cette partie du Nord-Ontario.

Nous sommes heureux de présenter au public un nouveau journal qui va se consacrer aux intérêts de la langue et des écoles bilingues dans cette partie du Nord-Ontario.

Sur le Chevalet

Qu'on ne se laisse pas tromper par les hommes qui ont l'air honnête et sont en réalité des hypocrites.

Il est quelque chose que d'être un principe dans une époque d'impudence.

Il est quelque chose que d'être un principe dans une époque d'impudence.

Il est quelque chose que d'être un principe dans une époque d'impudence.

Il est quelque chose que d'être un principe dans une époque d'impudence.

Il est quelque chose que d'être un principe dans une époque d'impudence.

Il est quelque chose que d'être un principe dans une époque d'impudence.

Il est quelque chose que d'être un principe dans une époque d'impudence.

Il est quelque chose que d'être un principe dans une époque d'impudence.

Il est quelque chose que d'être un principe dans une époque d'impudence.

Il est quelque chose que d'être un principe dans une époque d'impudence.

Il est quelque chose que d'être un principe dans une époque d'impudence.

Il est quelque chose que d'être un principe dans une époque d'impudence.

Il est quelque chose que d'être un principe dans une époque d'impudence.

Il est quelque chose que d'être un principe dans une époque d'impudence.

Il est quelque chose que d'être un principe dans une époque d'impudence.

Il est quelque chose que d'être un principe dans une époque d'impudence.

Il est quelque chose que d'être un principe dans une époque d'impudence.

Il est quelque chose que d'être un principe dans une époque d'impudence.

Il est quelque chose que d'être un principe dans une époque d'impudence.

Il est quelque chose que d'être un principe dans une époque d'impudence.

Il est quelque chose que d'être un principe dans une époque d'impudence.

Il est quelque chose que d'être un principe dans une époque d'impudence.

Il est quelque chose que d'être un principe dans une époque d'impudence.

Il est quelque chose que d'être un principe dans une époque d'impudence.

Il est quelque chose que d'être un principe dans une époque d'impudence.



NOTRE ANNONCEUR

Nous recommandons aux gens qui voudraient nous aider dans notre entreprise de jeter un coup d'oeil sur les annonces publiées dans nos colonnes et d'annoncer dans toute la mesure du possible par eux-mêmes, par leurs familles et leurs amis, ceux qui ont besoin de nos services.

Congrès de Paincourt

La destruction partielle de l'Eglise de Paincourt et par conséquent de la seule salle paroissiale, le Congrès annoncé pour le 2 avril n'aura pas lieu.

Toutes les commissions sociales de comté de Kent sont priées d'envoyer leurs représentants au congrès de Tecumseh le 4 avril. Ce congrès sera pour les deux comtés. Rendons-nous en foule.

PAR ORDRE

Voyez l'annonce de J. J. LETELLIER Sur la dernière page Il vend des terrains

L'avenir est à ceux qui lisent

Nouveau chef de la sureté à Montréal

"Service particulier" Montréal, 27.—M. Joseph Charpentier, depuis de nombreuses années chef de la sûreté de cette ville, a été nommé chef, par démission de son prédécesseur.



P. LAURIN
SUCCESSION DE J. LAURIN & FILS
Statuaire et Manufacturier de Monuments
Etabli en 1900
ATELIER DE
MONUMENTS
LE PLUS
Considérable dans Ontario
Une Expérience Appréciée au point de donner des Conseils
Pratiques dans la Construction des Monuments.
Nos Ouvrages sont Réputés dans toutes les Parties du Canada
95 Rue Georges, OTTAWA, Ont.
Téléphone Rideau 612

Les 80 ans du journal *LeDroit*

L'avenir est à ceux qui luttent... et qui lisent

80 ans après l'adoption du Règlement 17 interdisant d'enseigner les français en Ontario, les droits scolaires des francophones, maintenant reconnus par le plus haut tribunal du pays, font encore l'objet de négociations ardues entre les différents paliers de gouvernement. Il a fallu 14 ans aux francophones pour obtenir, en 1927, le retrait du Règlement 17. Ce n'était qu'un premier pas dans le tortueux cheminement des droits scolaires. Encore récemment, les pages du *Droit* faisaient état des difficultés d'implantation d'un réseau d'enseignement collégial pour les francophones de l'Ontario. L'histoire de la fondation de ce journal mérite donc encore qu'on la rappelle.

En 1912, le gouvernement ontarien, dirigé à l'Éducation par Howard Ferguson lançait le Règlement 17 à la figure des Franco-Ontariens: interdiction d'enseigner le français, interdiction pour les enseignants de communiquer en français avec leurs élèves! La réplique ne tarda pas: au cours d'une assemblée de 1200 personnes au Monument national, à Ottawa, le père Charles Charlebois, o.m.i., proposa de créer un journal. Sans force politique à Queen's Park, les Canadiens français allaient s'appuyer sur le pouvoir de la presse.

L'Association d'éducation, les paroisses d'Ottawa, de Rockland, de Chelmsford, de Windsor, de partout, religieux, notables et simples citoyens amassent, à coups de quêtes et de dons, le capital de 100 000 \$ requis pour lancer un quotidien.

Un garage, rue York

C'est au père Arthur Joyal que revient le mérite de l'avoir baptisé *LeDroit*. Ses fondateurs, qui portent le nom d'Onésime Guibord, Esdras Terrien, Aurélien Bélanger, C.S.O. Boudreault, Samuel Genest, et bien d'autres, lui choisissent une devise frondeuse: «L'avenir est à ceux qui luttent».

Dans un local de 60 pieds par 18, au-dessus d'un garage rue York, une presse, un atelier, une salle des nouvelles et l'administration arriveront à cohabiter grâce à l'ingéniosité d'Eugène Beaudry — «un type qui connaît tout et ce qu'il ne connaît pas, il l'invente» — qui a quitté le *Toronto Star* pour vivre l'aventure du *Droit*.

Et le 27 mars 1913, une feuille de quatre pages était offerte pour la modique somme d'un sou aux Canadiens français d'Ottawa, une feuille qui allait au cours des années rayonner sur tout l'Ontario et l'Ouest du Québec.

La première édition du *Droit* proposait à ses lecteurs un journal de combat, catholique, indépendant en politique, voué à une lutte sans quartiers contre le Règlement 17, mais aussi un journal d'actualité, qui consacre déjà ses colonnes à l'orage qui gronde en Europe comme à celui qui a causé des inondations à Pointe-Gatineau.

Après une seule publication, il ne reste que quelques centaines de dollars en caisse... mais cela ne découragera pas l'équipe de pionniers qui apprendra à travailler dans l'ombre du huissier.

Mobilisation générale

La Première Grande Guerre allait permettre au *Droit* de prendre son essor, puisque le Règlement 17 nuisait à l'effort de guerre canadien et envenimerait la première crise de la conscription. Pourquoi les Canadiens français iraient-ils défendre les minorités opprimées d'Europe alors que le gouvernement ontarien faisait fi des droits des Franco-Ontariens?

LeDroit mobilise citoyens, commissions scolaires et les grandes personnalités de l'époque, dont Henri Bourassa, contre le règlement scolaire: 130 enseignants d'Ottawa travaillent 18 mois sans salaire, d'autres paient des amendes de 500 \$ pour avoir enseigné le catéchisme en français! Des millions d'enfants défilent dans les rues, les mères armées d'épingles à chapeaux défendent les écoles franco-ontariennes contre les inspecteurs d'école envoyés par le gouvernement Ferguson. Au beau milieu de la bataille, *LeDroit* réussit à amasser 45 000 \$ pour bâtir un nouvel édifice en

1915, angle Dalhousie et George, édifice toujours existant (Tigre géant). Les clients peuvent d'ailleurs voir le logo du *Droit* sur le plancher de marbre, à l'entrée rue George. Cette campagne de financement relevait presque du miracle, si l'on considère le peu de moyens de l'époque. La pauvreté du père Charlebois l'obligeait à marcher de la paroisse Notre-Dame, à Hull, jusqu'à son lieu de travail et le président du conseil d'administration de l'époque, Onésime Guibord, avait dû hypothéquer sa maison pour obtenir 20 000 \$ dont le journal avait grand besoin et que la banque refusait de prêter.

«En ce temps-là, racontait Edmond Lemieux, un des premiers employés, dans une entrevue au père Laurent Tremblay, auteur du volume *Entre deux livraisons*, nous ramassions les bouts de ficelle et les vieux papiers d'emballage pour les utiliser de nouveau dans nos paquets de livraison.» Les efforts portent fruits: après quatre ans d'existence, *LeDroit* a plus de 9000 abonnés.

Les années 20 allaient apporter au *Droit* de grandes victoires, mais la décennie a commencé par une grève — la seule jusqu'à 1982 — où l'union «neutre» (internationale) fut vite remplacée par un syndicat catholique. La publication ne fut pas interrompue, et la future CSN venait de prendre pied en Ontario.

Victoire!

Le Règlement 17 toujours en vigueur allait donner de nouvelles munitions au *Droit* qui, dès 1921, ameuta le pays tout entier au sort d'Alfred Longpré et Jeanné Lajoie, de Pembroke, persécutés pour avoir ouvert une école française libre. Les quêtes en leur faveur, en Ontario et au Québec, permirent éventuellement de financer la construction d'un édifice de trois étages.

En 1927, la complicité du père Charlebois, du *Droit*, et du député franco-ontarien Aurélien Bélanger, dont les attaques incessantes à Queen's Park devinrent légendaires, eurent finalement raison de Ferguson, qui suspendit l'application du Règlement 17.

Cette page d'histoire ainsi que les autres que vous retrouverez dans ce cahier sont l'oeuvre de Pierre Allard qui a débuté sa carrière de journaliste au *Droit*, en 1969, et qui a été chef des nouvelles jusqu'à son départ, en 1991.

L'avenir est à ceux qui lisent!

LeDroit

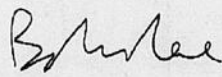
Un porte-parole important

C'est avec grand plaisir que je félicite les éditeurs, les lectrices et lecteurs, ainsi que l'équipe du journal *LeDroit*, à l'occasion de son 80e anniversaire.

Étant le seul quotidien de langue française à desservir tant l'Ontario que le Québec, *LeDroit* est devenu un porte-parole important de la communauté franco-ontarienne. Au cours des huit dernières décennies, votre journal a apporté une énorme contribution à l'édification d'un Canada fort et uni.

Je vous félicite de votre apport important au journalisme en Ontario et au Québec, et je vous souhaite un franc succès dans toutes vos entreprises à venir.

Bob Rae




Le talent et la conviction de générations d'artisans

L'avenir du Canada se prépare partout où des hommes et des femmes mettent leurs talents et leurs convictions au service de leurs concitoyens et concitoyennes, comme l'ont fait des générations d'artisans du journal *LeDroit*.

Depuis 80 ans, *LeDroit* reflète fidèlement la fierté et exprime courageusement les aspirations des francophones de l'Est ontarien et de l'Outaouais.

À tous ceux et celles qui maintiennent cette tradition exemplaire, j'offre mes sincères félicitations et mes meilleurs voeux.



Brian Mulroney

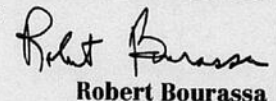


Un témoin privilégié

Au nom du gouvernement du Québec, il m'est très agréable de souligner le 80e anniversaire du journal *LeDroit*.

Tout au long de son histoire, ce quotidien s'est révélé un témoin privilégié de l'actualité, en plus d'acquiescer une réputation des plus enviables dans le milieu de la presse écrite. Reflet fidèle des besoins et aspirations de la communauté qu'il dessert, il remplit un rôle de premier plan auprès des francophones des deux rives de l'Outaouais et s'avère un précieux instrument dans leur recherche du progrès. Inspirés par le thème *L'avenir est à ceux qui lisent*, les lecteurs de cette publication peuvent se réjouir du succès avec lequel elle a poursuivi au fil des ans son importante mission.

À tous les artisans de cette tradition d'excellence, j'adresse mes chaleureuses félicitations et mes meilleurs voeux dans la poursuite de leurs objectifs.



Robert Bourassa



LeDroit a pris le virage du 21e siècle

Ce sont les quarts de siècle que choisissent habituellement les entreprises pour souligner la durée de leur existence. On fête son vingt-cinquième, son cinquantième, son soixante-quinzième, etc. Mais son quatre-vingtième?

Nous avons au moins deux bonnes raisons de déroger à la coutume et de vouloir fêter le quatre-vingtième anniversaire de fondation du quotidien *LeDroit*. Malgré des préparatifs soignés, nous avons raté le soixante-quinzième parce que le journal était en grève le 27 mars 1988. Et puis, *LeDroit* a connu tellement de changements ces dernières années qu'il aurait été inconvenant d'en reléguer le récit à son centième anniversaire de parution!

Ce journal n'est-il pas d'ailleurs le doyen de tous les médias francophones de la région de la capitale nationale? Celui qui a été de toutes les luttes des Franco-Ontariens dans leur quête, encore inachevée, d'une reconnaissance d'égalité, et des Québécois «de l'ouest», méconnus et trop souvent oubliés de leur lointaine capitale? Avec les années, *LeDroit* est devenu l'institution qu'ont partagée les deux communautés francophones régionales, l'institution qui a cimenté leurs rapports, la voix qui a raconté leur histoire et clamé leurs opinions au jour le jour depuis quatre-vingts ans. Les changements qui ont profondément marqué la structure d'édition du journal, depuis quelques années, n'ont fait qu'assurer la poursuite dynamique de son rôle de leader régional d'information et d'opinion.

Rétrospective des changements

L'année 1987 inaugurait déjà quelques changements significatifs: la création d'un service des communications pour rendre le journal plus présent à la communauté, une refonte de la présentation graphique du journal (y compris le nouveau logo *LeDroit* qui coiffe maintenant la publication) et, surtout, la réorganisation

complète de la distribution pour assurer la livraison à domicile tôt le matin. Ce dernier changement inscrivait *LeDroit* dans la tendance nord-américaine des journaux quotidiens et mettait fin, en même temps, à 74 ans de livraison par de jeunes camelots.

L'année suivante, 1988, devait s'avérer plus sombre. Un conflit de travail empêcha la publication du journal pendant près de trois mois, annulant ainsi les gains réalisés par le dynamisme de l'année précédente. Le 11 mai, *LeDroit* reparut transformé en format tabloïd, un changement qui devait rapidement plaire à ses lecteurs.

À l'automne 1989, *LeDroit* amorça son virage le plus important en annonçant la fermeture de ses ateliers de fabrication, son départ de la rue Rideau, à Ottawa, où le journal était publié depuis les années cinquante et l'installation d'une technologie informatique de pointe qui en ferait, à ce titre, le journal le plus moderne en Amérique du Nord.

Cette restructuration, complétée le 1er janvier 1990, ramena *LeDroit* à son quartier d'origine du marché By, à Ottawa. En même temps, l'Outaouais québécois accueillait une partie importante des activités du journal qui était désormais imprimé chez Quali-

max (une propriété d'UniMédia) dans le parc industriel, à Hull, tandis que le service de tirage ouvrait ses portes au centre commercial Les Promenades de l'Outaouais, à Gatineau.

D'autres changements suivirent en 1991 et 1992: le lancement d'éditions québécoise et ontarienne, et un accord de distribution conjointe avec le quotidien *The Ottawa Citizen*.

Des résultats significatifs

Les transformations et le dynamisme des dernières années ont augmenté et rajeuni la clientèle du journal. L'étude de Nad-

bank (1992) a révélé une augmentation de 21% de ses lecteurs dont l'âge moyen a maintenant baissé à 40 ans. C'est actuellement dans le groupe d'âge des 35 à 49 ans que *LeDroit* compte le plus de lecteurs et de lectrices.

En 1992, année de dure récession, *LeDroit* a été l'un des rares quotidiens canadiens à connaître une augmentation de son volume publicitaire. L'entreprise, désormais en situation de profit, a remporté de nombreux prix d'excellence au cours des trois dernières années.

La qualité des relations et du climat de travail est au coeur de la vitalité actuelle du journal. Il suffit de passer quelques moments dans les bureaux du journal pour sentir le goût de bien servir le public et la volonté de réussite qui animent le personnel.

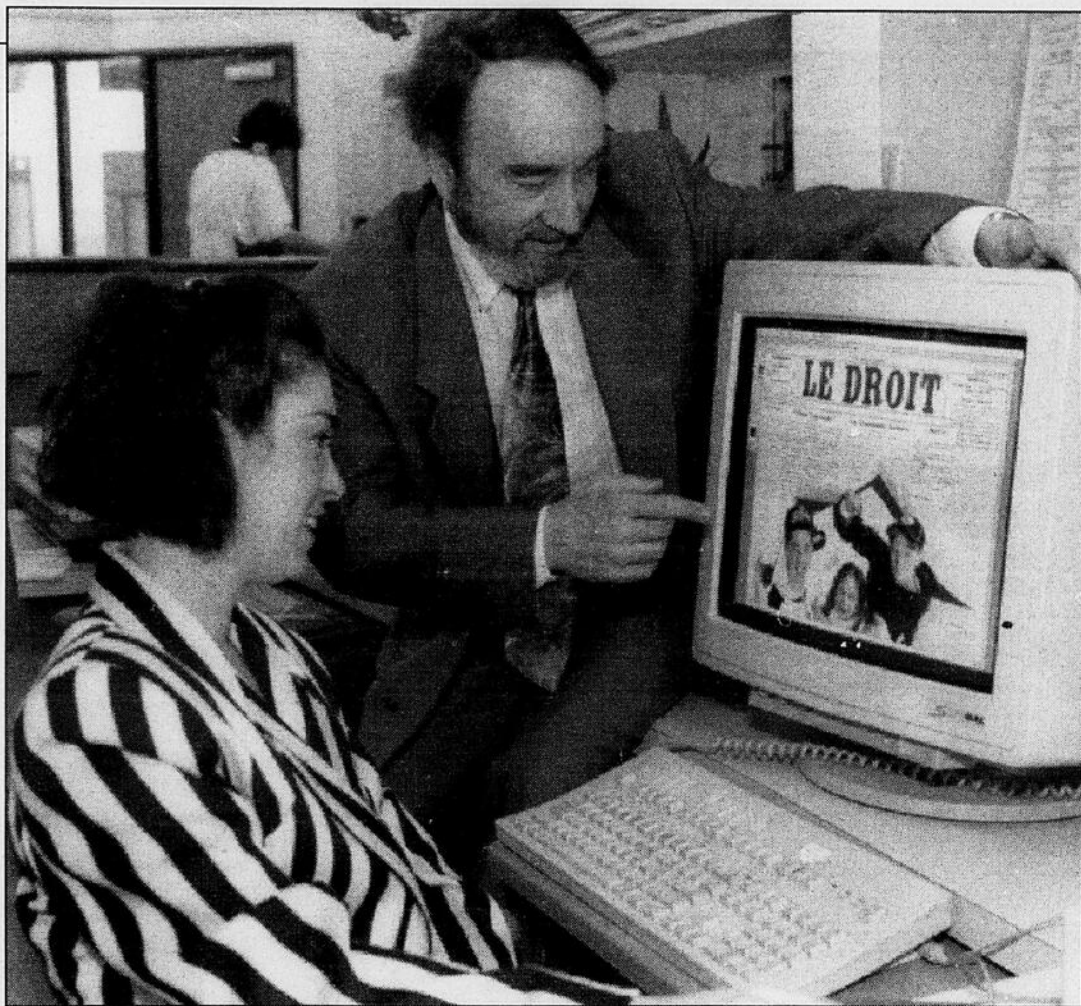
Le cap est maintenu

Les bouleversements des dernières années n'ont pas modifié la mission originale du *Droit*: il reste résolument attaché à la défense des intérêts des francophones. Sa politique éditoriale demeure fédéraliste et non partisane. Ses positions s'inspirent des valeurs morales d'une société juste, généreuse, ouverte et progressive.

La célébration du 80e anniversaire ne fait pas entrer *LeDroit* dans une ère de calme consolidation. L'évolution se poursuivra. Le changement est la loi de la vie. Les idées et les nouveaux projets abondent: exploration d'alliances nouvelles pour enrichir le contenu, synergie avec d'autres entreprises, mise au point de services électroniques connexes à l'édition, développement de produits publicitaires nouveaux, technologies avancées de transmission d'information, etc.

Une chose ne changera pas: la volonté de fournir une information vivante et de qualité à nos lecteurs et lectrices, et un véhicule performant à nos annonceurs.

L'éditeur
Gilbert Lacasse



Gilbert Lacasse: «il suffit de passer quelques moments dans les bureaux du journal pour sentir le goût de bien servir le public et la volonté de réussite qui animent le personnel.»



Monsieur Pierre Des Marais II Président et chef de la direction de Groupe UniMédia Inc.

C'est avec beaucoup de satisfaction et de fierté que je salue le 80e anniversaire de fondation du quotidien *LeDroit*.

Je félicite son équipe de direction, son personnel et ses collaborateurs. Leur travail, leur ingéniosité et leur souci de l'excellence nous ont donné raison de croire en l'avenir de ce journal, et de prendre le pari d'en faire l'une des entreprises de presse les plus modernes au pays.

Il me fait plaisir aussi de saluer les lecteurs et les annonceurs du journal. Leur fidélité témoigne de la valeur qu'ils accordent à cette publication depuis si longtemps.



80 ans d'histoire... pas toujours sérieuse

La dernière chose qu'il faut faire, c'est d'aller croire tout ce qui est raconté, dans la série télévisée *Scoop*, sur la petite histoire d'une salle de rédaction d'un quotidien.

Mais reste que la série écrite par Réjean Tremblay, si elle ne prétend pas être basée uniquement sur des faits vécus, est inspirée par la vraie vie, dans une vraie salle de rédaction de journal.



**ADRIEN
CANTIN**

LeDroit

La plupart du temps, cependant, lorsque des incidents résultent de la tension parfois extraordinaire qui prévaut dans une salle comme celle du *Droit* ou des autres quotidiens, c'est le cocasse, beaucoup plus que le dramatique, qui ressort.

Bien sûr, on a eu droit, ici aussi, à des situations frôlant le désastre. Terribles engueulades (oui, avec menaces de violence physique) lorsque la tombée allait être ratée ou que l'égo d'un tel était trop brusquement froissé, machines à écrire et autres outils du métier se fracassant sur les murs, volées de coups de pied à un téléscripteur en panne, mobilier renversé, pleurs et grincements de dents.

Mais cela est quand même assez exceptionnel et les souvenirs, lointains comme récents, sont plutôt constitués de bizarre et de comique.

Comme celui de ce chef des nouvelles beuglant à qui mieux mieux devant une salle vide, en cette soirée du milieu des années 1970, parce que personne n'était disponible pour aller couvrir le feu qui s'était déclaré dans un bar, juste en face de l'ancien emplacement du journal, rue Rideau.

Paul Terrien et André Guibord étaient en poste, ce soir-là, mais restaient introuvables, malgré de multiples appels téléphoniques. Mais où étaient donc passés ces deux-là, rageait Jean-Louis Delésleuc.

Il eut sa réponse lorsqu'il jeta un coup un coup d'oeil sur les épreuves des photos de l'incendie que rapporta plus tard le photographe François Roy. Il y vit ses deux journalistes assis au bar, finissant tranquillement leur consommation, surveillant d'un regard ennuyé les pompiers qui, autour d'eux, tentaient frénétiquement d'éteindre le feu.

Il ne serait pas approprié, dans un journal qui s'adresse à toute la famille, d'y décrire la réaction du chef de nouvelles en question et le discours qu'il tint après avoir recouvré la voix.

Six mois

En plus de devenir un peu cyniques avec le temps, les journalis-



La plupart de nos visiteurs réclament une photo, Antonio voulait le photographe. C'est ainsi que Michel Lafleur s'est retrouvé en un clin d'oeil, et sans trop savoir comment, dans les bras du Grand Antonio, homme fort bien connu.

tes deviennent aussi parfois un peu méchants. Surtout à l'endroit de leurs jeunes collègues qui en sont à leurs premières affectations. Un reporter du *Droit*, à sa première journée au Palais de justice d'Ottawa, l'apprit à ses dépens.

Se présentant en Cour, il demande à ses collègues du *Citizen* et du *Journal* où il doit s'asseoir. Voulant sans doute briser le rythme d'une journée qui s'annonçait monotone, ceux-ci lui désignent le box des accusés où se trouve déjà la fournie habituelle de braves citoyens ayant maille à partir avec la justice.

Le juge règle le cas de chacun et notre jeune reporter, qui n'avait pas encore tout à fait saisi toute la subtilité des procédures qui se déroulaient devant lui, se retrouve

seul au banc.

« Et vous, qu'est-ce que vous faites là? » demande le juge.

« Moi, je suis journaliste au *Droit* », répond-il, non sans un brin de fierté.

« Journaliste au *Droit*? Six mois de prison! » de lancer son honneur, pince-sans-rire, en laissant tomber son marteau avec fracas.

Crise d'octobre

Les grands événements provoquent, bien entendu, beaucoup d'agitation dans une salle de rédaction et la Crise d'octobre 1970 n'a pas fait exception.

Un des journalistes du *Droit* à l'époque, André Lavoie, fut arrêté par la police en pleine salle de rédaction, alors qu'il était assis à sa

machine à écrire. (Non, jurèrent ses patrons du temps, le texte n'avait absolument rien de subversif). Il fut bien sûr relâché sans que des accusations soient portées, comme des centaines d'autres.

Mais son collègue, Benoît Baril, aurait pourtant dû savoir qu'on ne joue pas avec la Loi sur les mesures de guerre.

Il avait décidé de se déguiser en guérillero pour la fête de l'Halloween organisée par la rédaction, quelque part à Hull. Ainsi accoutré et transportant une demi-douzaine de petites bières dans un sac de papier brun, le collègue monte donc dans un autobus, dans le secteur Alta Vista, à Ottawa, en prenant bien soin de demander sa correspondance.

Les chauffeurs d'autobus d'OC Transpo, c'est bien connu, ne

sont pas des gars qui s'énervent. Gardant son sang-froid et sans doute un oeil attentif via le rétroviseur sur le petit colis que transporte notre guérillero, il arrête enfin son véhicule juste devant le poste de police, sur la rue Waller à l'époque, verrouille les portes en descendant et informe les forces de l'ordre qu'il a à bord un passager bien étrange. Le pauvre Benoît a manqué le party.

Ah oui! Il y a aussi cet étudiant de l'Université d'Ottawa qui s'appelle Bernard Lortie, toujours pendant la Crise d'octobre.

Voulant éviter qu'on le prenne pour l'autre, qui était recherché par la police, il passe à la salle de rédaction et insiste, malgré les tentatives du journaliste qui l'écoute de l'en dissuader, pour qu'on publie sa photo et un court texte tirant les choses bien au clair.

Le Bernard Lortie qu'on recherche, ce n'est pas lui, veut-il faire savoir au reste de l'humanité. Lui, c'est le Bernard Lortie qui bosse à l'université, qui ne fait pas honte à ses parents et qui n'a pas d'autre ambition immédiate que d'avoir de bonnes notes. Il fut arrêté le lendemain.

Charlotte Whitton

Bizarres, les journalistes, direz-vous? Un peu nonos, même? Pas autant qu'un grand nombre de personnes et de personnalités qu'ils ont à couvrir tous les jours.

Marcel Desjardins, l'actuel directeur de l'information à *La Presse*, a travaillé au bureau du *Droit* à l'hôtel de ville d'Ottawa, à l'époque du maire Charlotte Whitton.

Il rappelle les chicanes épiques dont il a été témoin entre Mme Whitton et un certain Robert Campeau, la plupart du temps sur des questions de zonage. Le conseiller Paul Tardif était parfois impliqué dans ces discussions qui parfois tournaient mal.

C'est au cours d'une de ces «terribles chicanes», raconte Marcel Desjardins, que Mme Whitton avait semé tout un émoi dans la salle du conseil en brandissant un pistolet jouet en direction de Tardif pour le faire taire.

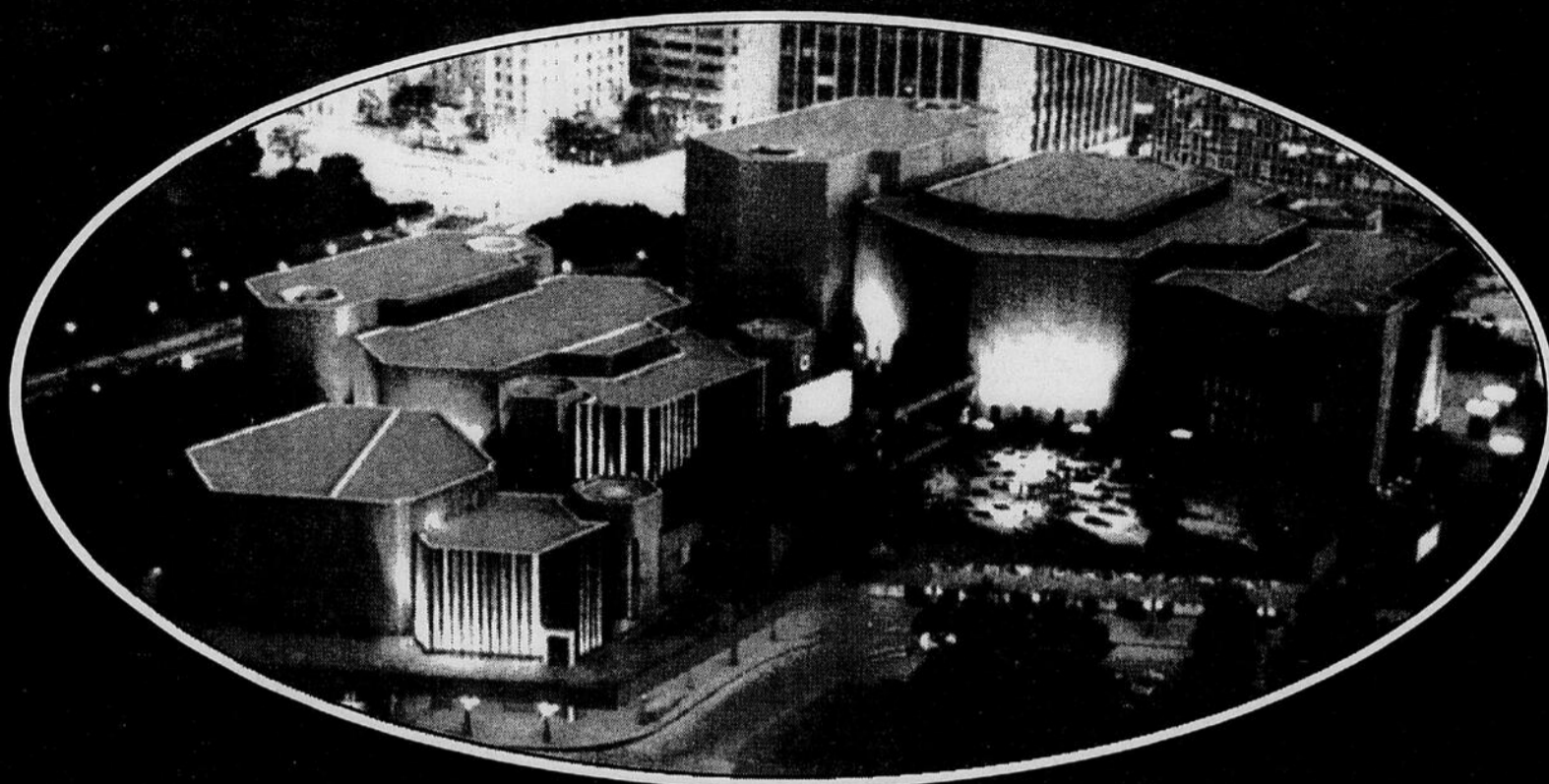
«Garçon!»

Impossible de parler de la petite histoire du *Droit* sans lancer une flèche amicale à notre ex-collègue Alain Dexter, aujourd'hui à la station CJRC.

Toujours fier de sa personne, Alain, alors éditorialiste au *Droit*, avait décidé de porter son tuxedo lors d'un «garden party» offert par l'Ambassade de France à Ottawa, un 14 juillet.

Comme on était en plein coeur d'un bel été humide typique de la région de l'Outaouais, il était évidemment le seul à être vêtu de façon aussi formelle... sauf les serveurs.

Il a donc passé l'après-midi à se faire demander à boire par les invités de M. l'ambassadeur.



*Le Centre national des Arts
désire profiter de cette occasion pour souligner
la grande contribution du journal **Le Droit**
aux arts de la scène.*



*Unique quotidien francophone de l'Outaouais,
Le Droit est devenu un outil indispensable.
La chronique des arts et spectacles toujours présente
nous permet non seulement de rejoindre efficacement notre
auditoire francophone, mais mieux encore, de le développer.*



Merci et
LONGUE VIE AU JOURNAL
LeDroit!

Centre national des Arts



National Arts Centre



Historiens, animateurs radio, députés ou artistes Nos camelots ont fait du chemin

Jusqu'en 1987, le sort de la presse écrite en Outaouais reposait entre les mains de jeunes gens âgés de 10 à 15 ans.

En galoches l'hiver, en godasses l'été, sac du quotidien *LeDroit* en bandoulière, ces jeunes porteurs arpentaient les rues de la région.

Tempête de neige ou pas, orage ou non, il fallait que la «gazette» soit glissée dans les boîtes aux lettres des abonnés.

C'était l'époque où on se tapait *LeDroit* avant l'heure du dernier repas de la journée, mais la



MARC ANDRÉ JOANNISSE

LeDroit

roue a tourné. Maintenant, c'est au lever de Galarneau qu'on épluche le seul quotidien francophone de l'Outaouais.

Autre temps autres moeurs, la nouvelle circulant plus rapidement — elle peut faire le tour de la planète en un clin d'oeil — les entreprises de presse ont dû revoir leur mode de livraison.

«Puisqu'on avait pris la décision de livrer le journal le matin, on ne pouvait plus recourir aux jeunes porteurs, explique le chef du tirage au *Droit*, Carroll Legault. On veut que le journal soit livré entre 7 h et 7 h 30. Il a donc fallu remettre ça entre les mains d'adultes.»

Avant de changer son mode de livraison, le quotidien *LeDroit* a déjà eu jusqu'à 1100 jeunes porteurs sur le territoire de l'Outaouais. «À une époque, se souvient M. Legault, nos agents de tirage pouvaient compter sur une liste d'attente de 300 noms.»

Un gros \$14 par semaine

Pour la majorité de ces jeunes porteurs, le «job» de camelot a été leur premier travail rémunéré.

C'a été le cas pour Guy A. Lepage du groupe d'humoristes Rock et Belles Oreilles, Jean-Robert Gauthier, député d'Ottawa-est à la Chambre des communes, Richard Proulx, «morning man» à CJRC et Pierre-Louis Lapointe, des Archives du Québec.

Chacun a sa part de souvenirs. D'anecdotes aussi drôles les unes que les autres. Chacun a aussi ses



exemplaires la semaine et 180, le samedi. Et j'étais le seul camelot

petites pertes de mémoire. «Le salaire, ça c'est une colle», ont répondu sans se consulter les Lepage, Gauthier et Lapointe. Pas de problème du côté de Richard Proulx, toutefois. «Avec les tips, un gros 14 \$ par semaine. C'était au début des années 50 et *LeDroit* coûtait 5 cents. Je livrais 165

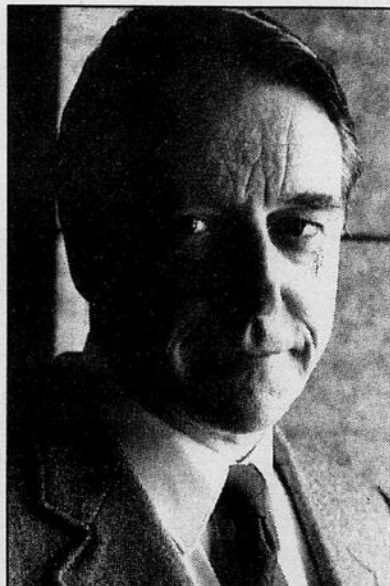
dans Aylmer. L'hiver, c'était long, mais l'été, je pouvais compter sur mon bicycle «balloune». J'ai fait ça pendant huit ans et avec l'argent, je me payais une entrée au cinéma Pix d'Aylmer où mon père était gérant. J'achetais aussi des modèles à coller.»

Vif comme l'éclair

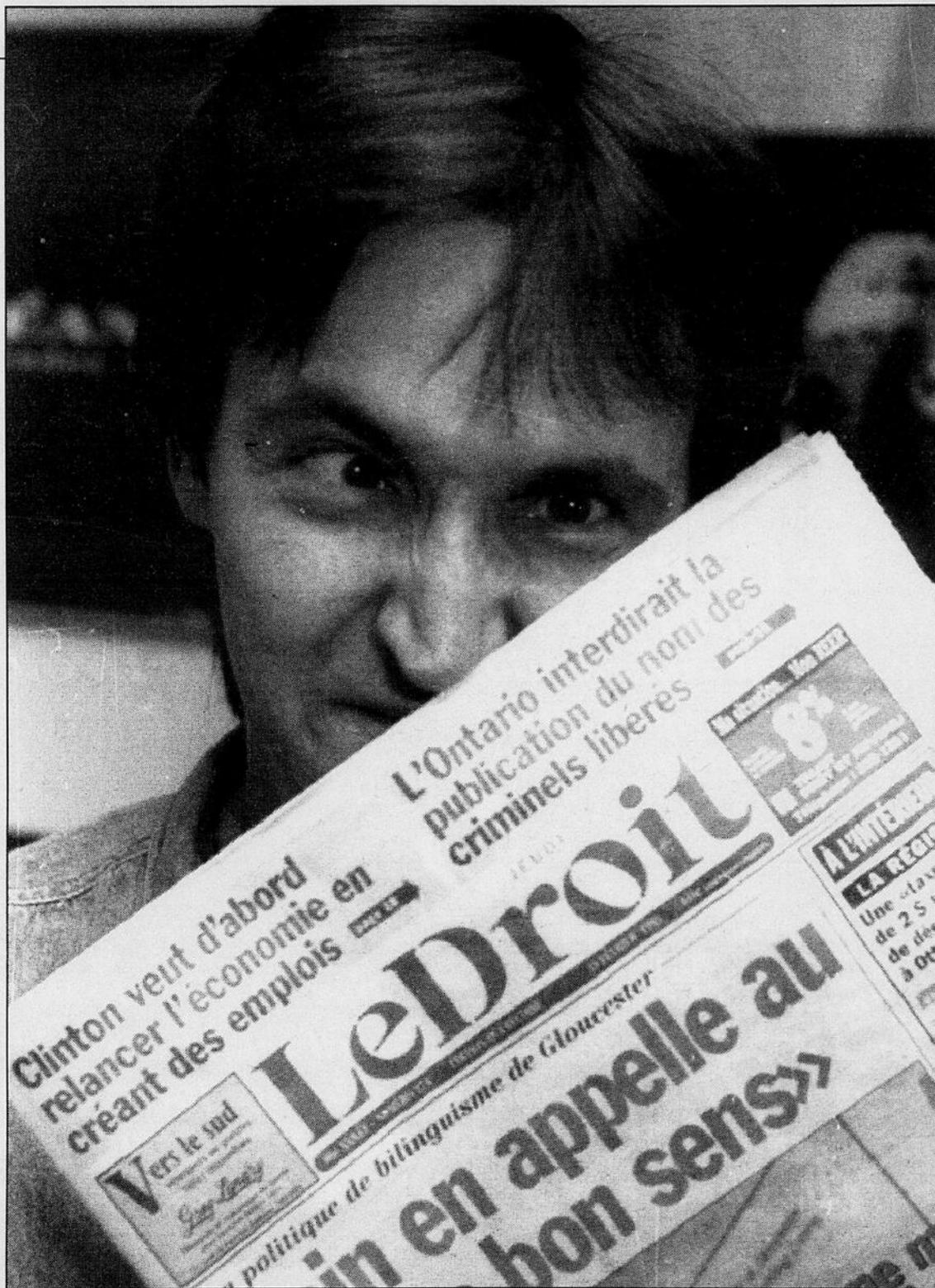
Si Richard Proulx consacrait trois heures à compléter sa livraison, Guy A. Lepage lui, terminait la sienne en un temps record. «J'ai fait ça en 1971 et 1972, s'est rappelé le membre de Rock et Belles Oreilles. Mon père avait été muté dans l'Outaouais. J'avais dix ans. C'était facile, 105 exemplaires et la majorité devaient être livrés dans les gros blocs à appartements du boulevard Fournier. Je faisais ça en un temps record. Avec l'argent, je me payais toutes sortes de bebelles.»

Jean Robert Gauthier : une question de survie

Pour le député Jean-Robert Gauthier, il n'était pas question de s'acheter des bebelles. «Ma soeur et moi, on était orphelins, et je devais me débrouiller pour payer nos chambres, 8 \$ chacune par semaine. Je livrais *LeDroit* sur la Côte-de-Sable en plus du *Globe*



on disait: «tiens v'la les oreilles qui s'en viennent.»



Que sont devenus nos camelots après avoir livré leur dernier journal *LeDroit*? **Guy A. Lepage, ci-dessus, est devenu drôle à en faire rire la province, Jean-Robert Gauthier, à droite, a choisi la politique fédérale et Richard Proulx, après une brève carrière de chanteur, est maintenant l'une des voix les plus connues à la radio dans la région.**

and Mail et de l'ancien *Ottawa Journal*. Mieux, ma soeur et moi, on faisait du recyclage. On demandait aux abonnés de nous remettre les vieilles copies de journaux qu'on vendait ensuite aux marchands du marché By, 10 cents le rouleau. Le samedi, s'il restait un peu d'argent, je donnais 10 cents à ma petite soeur pour qu'elle puisse aller au «P'tit Théâtre» de la rue Besserer et voir un film. C'était entre 1945 et 1948 et à cette époque-là, je ne pensais pas à la politique.»

Le porteur devenu archiviste

Pierre-Louis Lapointe vivait à Ottawa quand il a livré son premier exemplaire du *Droit*, en 1955. «Je garde des souvenirs extraordinaires de cette époque. Il y avait un monsieur Cloutier qui travaillait au *Droit*. Un être merveilleux et doué pour la musique. J'ai toujours son visage sympathique en mémoire.»

L'archiviste conserve aussi des souvenirs inoubliables du temps qu'il était porteur du *Droit* dans la paroisse Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa. Il faut dire également qu'il faisait le même travail pour l'*Ottawa Journal*.

«On allait faire notre dépôt dans le garage du salon funéraire Gauthier, s'est rappelé Pierre-Louis Lapointe. Il fallait nous voir, jeunots, les samedis matins entre les rangées de cercueils neufs. M. Saint-Jacques, l'entrepreneur de pompes funèbres était un gai luron, un pince-sans-rire. Le salaire n'était pas énorme, mais intéressant pour l'époque.»

Abonnés «célebres»

Revenons à Richard Proulx. Sur son parcours, l'animateur de radio comptait sur des abonnés «célebres» ou devenus célèbres. Entre autres, la famille Lamont et les Jennings, dont un des leurs, Peter mène une carrière fulgurante à la télévision américaine.

«Chez les Jennings, il était de mise de placer *LeDroit* sous le *Citizen* et le *Journal*. Aussi, ils ne «tipaient» pas beaucoup.»

À les entendre, ils ne sont pas prêts d'oublier leur première «véritable» expérience sur le marché du travail. «J'étais p'tit dans ce temps-là, se souvient Richard Proulx. Tellement que lorsqu'on me voyait arriver, on disait: «tiens v'la les oreilles qui s'en viennent.»



Un journal qui a toujours su miser sur les jeunes

29 mai 1989: journée d'élections complémentaires dans l'Ouataouais québécois. Il y avait déjà quelques semaines déjà que je sillonnais la région de la capitale nationale en quête de nouvelles pour *LeDroit*.

En rentrant au bureau, mon patron me demande de recueillir, en soirée, les réactions des députés de la région et, vers 21 h, de... Jacques Parizeau!



**JOËL-DENIS
BELLAVANCE**

LeDroit

«Il va t'appeler au journal en soirée», promet-il, sans autre explication.

Jacques Parizeau... Le président du Parti québécois. C'est un homme important pour un journaliste en herbe comme moi, âgé à peine de 21 ans. J'avais la trouille.

À 21 h sonnante, le téléphone sonne. C'est bien Jacques Parizeau. Je n'étais pas gros dans mes culottes. Heureusement, il ne pouvait pas voir qui l'interrogeait...

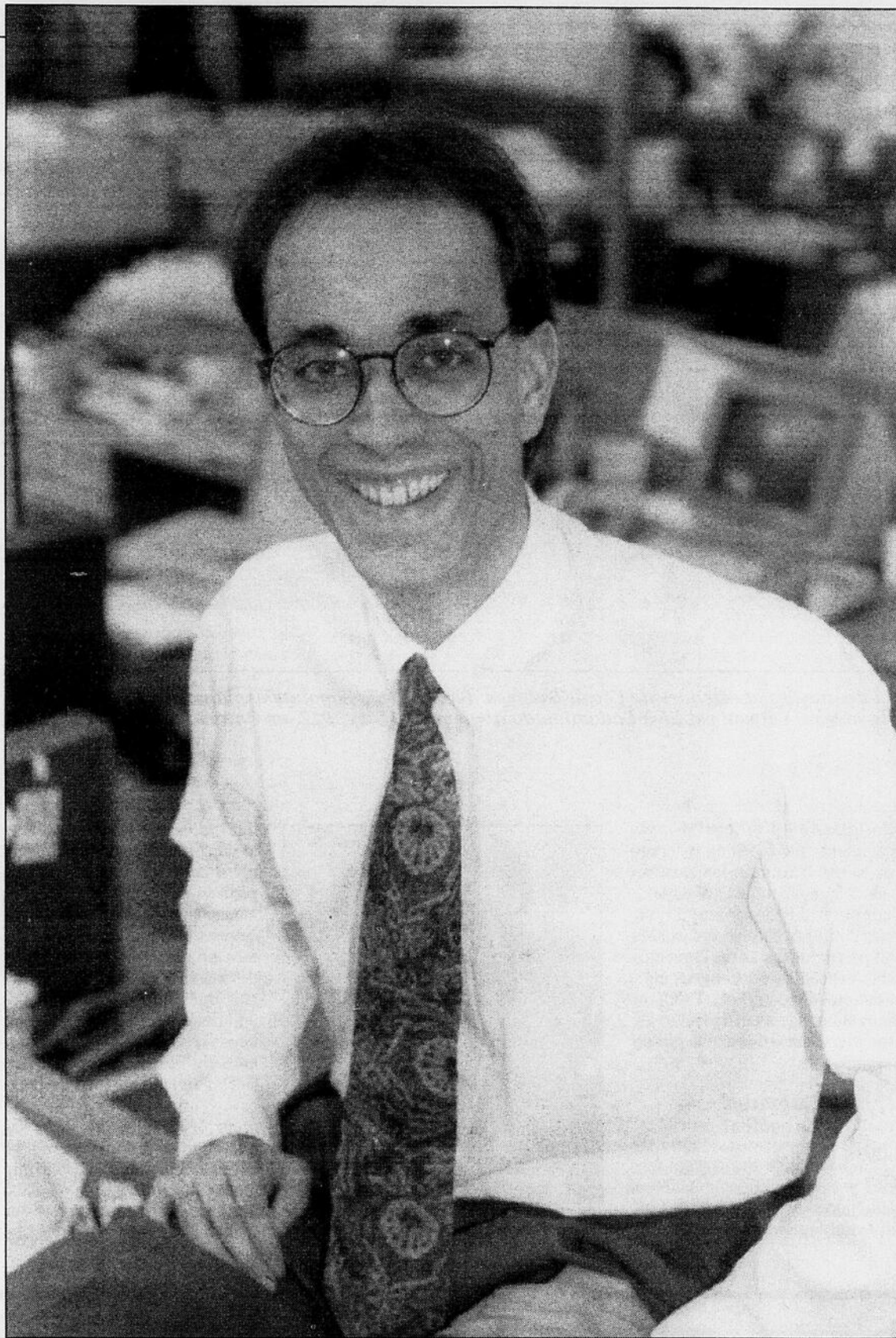
L'entrevue dura une quinzaine de minutes et se déroula finalement très bien.

En déposant le combiné, j'étais fier. Fier d'avoir bien réussi ce qu'on m'avait confié comme travail. Reconnaisant aussi que la direction d'un journal m'ait fait confiance, malgré mon jeune âge.

Le temps a passé et je suis toujours, à 25 ans, une jeune recrue du service d'information du *Droit*. Mais j'ai compris, depuis, que le travail dans une salle de rédaction comme celle du *Droit* me donnerait accès à une foule de personnalités que je n'aurais connues autrement que par la télévision. J'ai connu nos politiciens municipaux, d'autres politiciens provinciaux et j'ai même couvert un discours soi-disant historique du premier ministre Brian Mulroney à Buckingham en décembre 1990.

L'ambassadeur de France

Et pour épater ceux qui sont encore impressionnés pas les diplomates..., disons que j'ai fait une entrevue, en juillet dernier, avec le nouvel ambassadeur de France,



MARTIN ROY, LeDroit

Joël-Denis Bellavance: «Pour un frais diplômé universitaire qui arrive au Droit, c'est la grande aventure de l'informatique et de la mise en page électronique.»

ce, Alfred Siefer-Gaillardin. Comme mes collègues plus âgés, j'ai

maintenant compris que les hommes et les personnages publi-

ques, les vedettes et les athlètes sont des gens comme les autres.

Il suffit de leur poser des vraies questions pour avoir des réponses intéressantes.

La découverte du merveilleux monde de l'information a été et continue d'être une expérience magnifique pour de nombreux autres jeunes journalistes et photographes qui passent par la salle de rédaction du *Droit*.

Moins de 40 ans

L'âge moyen des employés de ce quotidien, où l'on ne craint pas d'investir dans la jeunesse, se situe juste au dessous de 40 ans. C'est un phénomène rare dans les entreprises de presse d'aujourd'hui, où la moyenne d'âge est beaucoup plus près de la cinquantaine que de la quarantaine, au Québec, et même au Canada.

Claude-Sylvie Lemery, la directrice de l'information du *Droit* (me permettra-t-elle de le dire?) vient tout juste de franchir le cap de la trentaine.

En fait, la majorité des journalistes du *Droit* n'ont pas véritablement connu «l'époque» des machines à écrire.

Les nostalgiques de la vieille Underwood sont de moins en moins nombreux.

Pour un frais gradué universitaire qui arrive au *Droit*, c'est la grande aventure de l'informatique et de la mise en page électronique.

Révolu le temps où il fallait dessiner sur une feuille de papier le plan de page de l'édition du lendemain. Tout se fait sur ordinateur: le titre qui coiffe l'article, la photo qui illustre ce que le texte explique.

Il s'agit de dessiner quelques boîtes sur l'écran à l'aide de la souris, d'aller chercher les textes et les photos en ayant recours à quelques commandes et le tour est joué.

Résultat: on voit sur écran tout ce que le lecteur lira dans son journal le lendemain matin, en sirotant son café. Pour un jeune journaliste, qui sort tout juste de l'adolescence, c'est presque aussi amusant que le super Nintendo.

P.S. les employés du Droit sont vraiment jeunes... trois d'entre eux convoleront en justes noces cette année, dont l'auteur de ces lignes...!

RGA
Regroupement
des gens d'affaires

LeDroit, un partenaire du **Gala de l'excellence** du RGA, qui se tiendra le vendredi 2 avril 1993 à l'Hôtel Westin

Pour informations et réservations: **232-7034**

FÉLICITATIONS!

Au quotidien
LeDroit à l'occasion de son

80e anniversaire.

C'EST
ENSEMBLE
QU'ON FAIT DES
AFFAIRES



Les raisons du Règlement 17

Pourquoi l'Ontario avait-elle interdit l'usage du français?

Pierre-Louis Lapointe
collaboration spéciale

Il est essentiel de replacer dans son contexte l'adoption, en 1912, du Règlement 17 par le gouvernement ontarien. Cette défense d'utiliser le français comme langue d'enseignement avait été commandée par des pressions en provenance des milieux irlandais catholiques et anglo-protestants. Cette drôle d'alliance se comprend très bien si on fait un léger retour en arrière. Les anglo-protestants, qui avaient très mal digéré le règlement de l'épineuse question des biens des Jésuites, par le gouvernement québécois d'Honoré Mercier, fondèrent, en 1889, à Toronto, la Equal Rights Association qui se donna comme mandat de faire disparaître tous les privilèges détenus par les catholiques au Canada.

L'un d'eux, le bouillant D'Alton Mc Carthy, mena une campagne bien orchestrée pour l'abolition des écoles séparées au Manitoba et pour l'élimination de l'enseignement en langue française à l'extérieur des frontières du Québec. Le succès couronna ses efforts. Le Manitoba, dès 1890, mettait fin au financement des écoles catholiques tandis que le droit à des écoles séparées était aboli, en 1905, lors de la mise sur pied des provinces d'Alberta et de Saskatchewan.

Une majorité d'Irlandais catholiques, inspirés par Mgr Fallon, jouèrent un rôle de premier plan dans les circonstances qui menèrent à l'adoption du célèbre Règlement 17. Ils puisaient leur motivation dans la conviction qu'ils avaient une mission, celle de convertir l'Amérique anglo-saxonne au catholicisme. Pour eux, l'Église catholique se devait d'utiliser l'anglais seulement dans sa mission évangélicatrice. C'était



Ci-dessus, les gardiennes de l'école Guigues. Pierre-Louis Lapointe explique que la naissance du journal LeDroit est lié à l'adoption du Règlement 17 en 1912, en Ontario.

une question d'efficacité... et, également, une façon de réserver aux seuls Irlandais les postes-clés de la hiérarchie catholique... L'adoption du Règlement 17 fut pour eux une victoire qui survint peu de temps après la mémorable rencontre du Congrès eucharistique de Montréal, (1910) où Henri Bourassa avait croisé le fer avec Mgr Bourne, archevêque de Westminster.

Un journal de combat

La naissance du journal *LeDroit* est indissolublement liée à l'adoption du Règlement 17. C'était avant tout un journal de com-



Pierre-Louis Lapointe

bat. Sa devise en est d'ailleurs le vibrant témoignage. *L'avenir est à ceux qui luttent* était un pied de nez lancé à la face des «Equalrighters», grands défenseurs de l'égalité de tous... à être anglais... et pourfendeurs des Canadiens français, privilégiés qui osaient éduquer leurs enfants dans la langue de Molière. Les pionniers de ces années de luttes, appuyés financièrement par le Québec français, vont relever le défi de créer et de faire prospérer un quotidien de langue française à Ottawa. Ce n'était pas là une mince affaire. Les quotidiens de langue française n'avaient jamais eu la vie facile à Ottawa. Il y

avait bien eu *Le Canada* (1865-1898), trihebdomadaire puis quotidien, *Le Courrier d'Outaouais* ou *d'Ottawa* (1870-1876), bilingue, et *Le Temps* (1894-1916).

Journal de combat

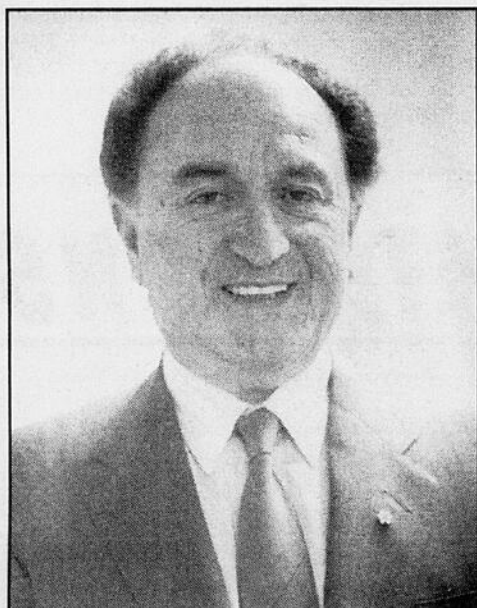
Ce dernier, comme la plupart des journaux de cette époque, ne devait sa survie financière qu'au «patronage» officiel des gouvernements et des partis au pouvoir. Un jeune journal de combat comme *LeDroit* ne pouvait s'attendre à recevoir des appuis de cet ordre. Il allait devoir son existence à la solidarité, au dévouement et aux sacrifices des nôtres.

La presse de langue française avait toujours été moins importante et, plus éphémère que celle de langue anglaise.

Ce phénomène s'explique en grande partie par des facteurs d'ordre économique et culturel. Le niveau de vie des nôtres, généralement moins favorable, les obligeait à consacrer l'essentiel de leurs énergies à des activités de subsistance et les enfants entraient sur le marché du travail plus rapidement en moyenne que leurs camarades de langue et de culture anglaises.

La tradition livresque était par ailleurs beaucoup plus forte chez les anglo-protestants que chez les catholiques. L'importance de la Bible chez les Protestants rendait prioritaire l'apprentissage de la lecture et, par voie de conséquence, constituait un vaste réservoir de lecteurs potentiels pour la presse écrite.

Les statistiques de la fin du siècle dernier et du début du XXe siècle, viennent d'ailleurs confirmer cette donnée fondamentale: l'analphabétisme des Canadiens français est le double et parfois même le triple de celui des Canadiens anglais.



M. David Azrieli

Félicitations pour vos 80 années!

M. David Azrieli C.M., propriétaire des Centres Commerciaux **Les Promenades de l'Outaouais** et **Les Galeries Gatineau** désire offrir ses meilleurs voeux de succès à toute l'équipe du quotidien *LeDroit* ainsi qu'à son éditeur et son président directeur général, Gilbert Lacasse.

Bon anniversaire

Gilles Loiseau, Jules Léger, Paul Terrien, Michel Gratton Le journalisme mène à tout, surtout au *Droit*

Adrien Cantin
LeDroit

Le journalisme mène à tout, dit-on, à condition d'en sortir. Mais on pourrait ajouter que passer quelques années à la rédaction du *Droit* peut en effet mener à de grandes carrières, souvent sans avoir à quitter le journalisme.

Le rédacteur en chef du *Droit*, Gilbert Lavoie, n'a donc pas été étonné, en début d'année, lorsque son chroniqueur parlementaire, Michel Hébert, lui a annoncé son départ pour la Presse Canadienne.

Depuis toujours, en effet, les patrons de médias d'information de langue française relèquent la salle de rédaction du *Droit* lorsqu'ils sont à la recherche de journalistes compétents et aguerris pour renflouer leurs effectifs à des postes importants.

Ceux-ci, lorsqu'ils se laissent persuader (et ce n'est pas toujours le cas, loin de là), rejoignent les rangs d'une grande confrérie d'anciens du *Droit* dont on trouve des membres dans toutes les rédactions de langue française au pays, et même, dans certains cas, de langue anglaise.

Marcel Desjardins

«J'ai appris l'écriture journalistique au *Carillon* (à Hawkesbury), dit Marcel Desjardins, directeur de l'information à *La Presse* depuis 1988, mais c'est au *Droit* que j'ai fait des pas de géant en journalisme (...) où j'ai reçu un enseignement extraordinaire, en particulier avec des gars comme (les anciens chefs de nouvelles) Edouard Deslauriers et Lionel Marleau». Après avoir travaillé presque huit ans au *Droit*, de 1962 à 1970, où il a à peu près tout fait, à partir du «beat» général jusqu'à la colline parlementaire, en passant par le judiciaire et le municipal à Ottawa à l'époque de la colorée Charlotte Whitton, Marcel Desjardins est passé à *La Presse*, au *Montréal-Matin*, à Radio-Canada



Marcel Desjardins

où il fut rédacteur en chef des informations télévisées et du magazine *Le Point*, avant de retourner à *La Presse* comme patron de la rédaction.

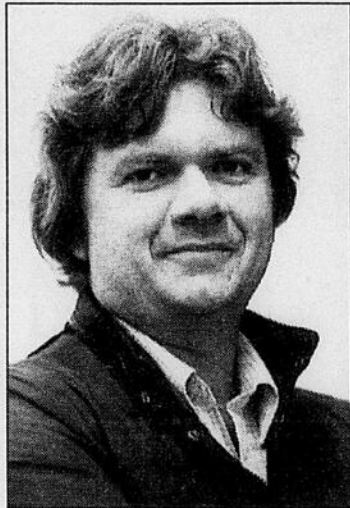
«C'était (lors de son séjour au *Droit*) à l'époque du bilinguisme et du nationalisme à la moderne. Jean Lesage venait d'être élu, en 1960, et cela avait des répercussions jusque du côté ontarien», se rappelle-t-il. «*LeDroit* était au cœur de ces questions-là, autant par sa page éditoriale que par les couvertures que l'on faisait».

«J'ai beaucoup de souvenirs qui se rattachent à l'esprit d'équipe qu'il y avait à ce moment-là (...), aux moments de camaraderie, aux veillées d'armes intéressantes à tout point de vue, surtout le vendredi soir où on travaillait plus fort qu'à l'habitude pour sortir le journal du samedi».

M. Desjardins se rappelle aussi, avec un plaisir évident, la chronique («de potins», comme il dit) «*D'une rive à l'autre*», qu'il a tenue pendant un certain temps («J'en ai conservé un certain nombre», dit-il) et qui fut reprise par la suite par Edgard Demers.

Retrouvailles

En retournant à *La Presse* comme directeur de l'informa-



Paul Terrien

tion, en 1988, Marcel Desjardins rencontre un autre ancien du *Droit*, Gilbert Brunet, qui devient d'ailleurs son adjoint avant d'être nommé éditeur du *Nouvelliste* de Trois-Rivières en 1990, un poste qu'il occupe toujours.

Gilbert Brunet

Gilbert Brunet arrive au *Droit* en 1973. Malgré son tout jeune âge (24 ans), il devient éditorialiste l'année suivante, puis adjoint à l'éditorialiste en chef.

C'est pendant son séjour de trois ans que *LeDroit* acquiert ses nouvelles presses offset, qui ne manquent pas d'émerveiller le jeune. «C'était un bon journal, un beau journal, nous avions 20 ans d'avance sur tout le monde», dit-il en ne cachant son préjugé favorable au journal de grand format qu'était *LeDroit* à l'époque, avec ses quatre cahiers. «Je me souviens des photos dignes de calendriers de François Roy (aujourd'hui chef des nouvelles au *Droit*); c'était, je pense, une belle époque».

L'éditeur du *Nouvelliste* a également gardé un souvenir indélébile du chroniqueur aux affaires internationales Fulgence Charpentier, avec lequel il a eu à travailler étroitement à titre



Gilbert Brunet

d'adjoint à l'éditorialiste en chef. «Ses pèlerinages quotidiens (à la salle de rédaction) sont un de mes bons souvenirs; on avait 60 ans d'écart d'âge, mais il s'était développé malgré cela un respect mutuel», dit-il.

Jean-Marc Poliquin

Jean-Marc Poliquin, un ancien président de la Tribune de la presse parlementaire, a été correspondant parlementaire du *Droit* pendant de nombreuses années. Willie Chevalier est passé à *La Presse* après y avoir amorcé sa carrière. Jacques Bouchard, un autre ancien du *Droit*, a terminé sa longue carrière dans la presse écrite comme éditeur de la *Voix de l'est*, à Granby, après être passé à *La Presse* et à la Délégation du Québec à Paris.

Une bonne douzaine de journalistes formés au *Droit* signent quotidiennement, à l'heure actuelle, leurs articles dans *Le Devoir*, *La Presse*, et d'autres journaux de langue française du pays, et une ex-correspondante parlementaire, Patricia Poirier, est au bureau de Montréal du *Globe and Mail*.

Michel Gratton, bien sûr, natif de Vanier, qui a travaillé au *Droit* à deux reprises au cours de

sa carrière, avant et après un séjour au bureau du premier ministre Mulroney, est actuellement chroniqueur politique de la chaîne des «*Sun*» (Ottawa, Toronto et Calgary).

D'autres ont choisi les médias électroniques, comme l'éditorialiste et correspondant du *Droit* à Queen's Park au cours des années 1970-80, Alain Dexter, aujourd'hui à la station radiophonique CJRC, de Gatineau.

Affaire de famille

Une des plus belles plumes du journalisme de langue française au Canada, Paul Terrien, a passé plusieurs années au *Droit*, à titre de reporter, d'adjoint au rédacteur en chef et de chroniqueur parlementaire avant, lui aussi, de faire le saut au bureau du premier ministre Mulroney comme rédacteur de discours et adjoint spécial aux communications.

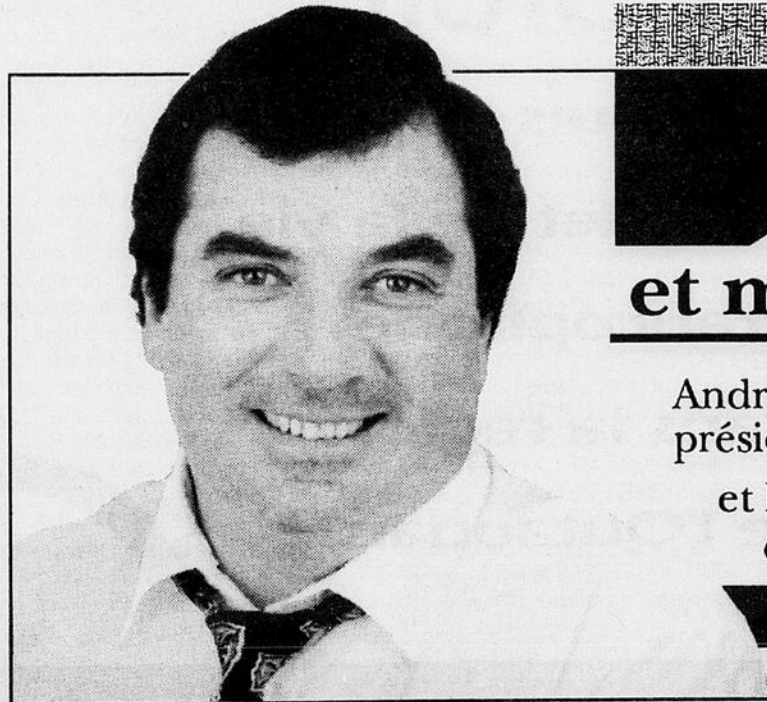
Il est le petit-fils d'Esdras Terrien, le premier directeur laïc du *Droit*.

Jules Léger

Parmi les autres anciens du *Droit* qui ont quitté le journalisme, présumément pour de plus grandes carrières, soulignons l'ex-gouverneur général Jules Léger et le président du Conseil du Trésor du Canada, Gilles Loiseau, qui fut jadis commis aux dépêches à la salle de rédaction.

Desroches, Guibord et Tremblay

D'autres encore, comme l'ancien chef des nouvelles, Gérard Desroches, sont à la direction des communications de ministères fédéraux, et certains ont penché du côté de l'entreprise privée. C'est le cas, notamment, d'André Guibord et de Claude Tremblay, deux ex-journalistes et ex-patrons de la rédaction, au *Droit*, qui sont aujourd'hui respectivement président et vice-président de la maison de communications hulloise Innovacom.



Félicitations...
et merci de votre collaboration

André Guibord,
président
et l'équipe
d'INNOVACOM

innovacom
MARKETING & COMMUNICATION

La publicité axée sur les meilleurs résultats !

72, RUE LAVAL, HULL (QUÉBEC) J8X 3H3 (819) 771-6237



Les raisons du Règlement 17

Pourquoi l'Ontario avait-elle interdit l'usage du français?

Pierre-Louis Lapointe
collaboration spéciale

Il est essentiel de replacer dans son contexte l'adoption, en 1912, du Règlement 17 par le gouvernement ontarien. Cette défense d'utiliser le français comme langue d'enseignement avait été commandée par des pressions en provenance des milieux irlandais catholiques et anglo-protestants. Cette drôle d'alliance se comprend très bien si on fait un léger retour en arrière. Les anglo-protestants, qui avaient très mal digéré le règlement de l'épineuse question des biens des Jésuites, par le gouvernement québécois d'Honoré Mercier, fondèrent, en 1889, à Toronto, la Equal Rights Association qui se donna comme mandat de faire disparaître tous les privilèges détenus par les catholiques au Canada.

L'un d'eux, le bouillant D'Alton Mc Carthy, mena une campagne bien orchestrée pour l'abolition des écoles séparées au Manitoba et pour l'élimination de l'enseignement en langue française à l'extérieur des frontières du Québec. Le succès couronna ses efforts. Le Manitoba, dès 1890, mettait fin au financement des écoles catholiques tandis que le droit à des écoles séparées était aboli, en 1905, lors de la mise sur pied des provinces d'Alberta et de Saskatchewan.

Une majorité d'Irlandais catholiques, inspirés par Mgr Fallon, jouèrent un rôle de premier plan dans les circonstances qui menèrent à l'adoption du célèbre Règlement 17. Ils puisaient leur motivation dans la conviction qu'ils avaient une mission, celle de convertir l'Amérique anglo-saxonne au catholicisme. Pour eux, l'Église catholique se devait d'utiliser l'anglais seulement dans sa mission évangélicatrice. C'était



Ci-dessus, les gardiennes de l'école Guigues. Pierre-Louis Lapointe explique que la naissance du journal LeDroit est lié à l'adoption du Règlement 17 en 1912, en Ontario.

une question d'efficacité... et, également, une façon de réserver aux seuls Irlandais les postes-clés de la hiérarchie catholique... L'adoption du Règlement 17 fut pour eux une victoire qui survint peu de temps après la mémorable rencontre du Congrès eucharistique de Montréal, (1910) où Henri Bourassa avait croisé le fer avec Mgr Bourne, archevêque de Westminster.

Un journal de combat

La naissance du journal *LeDroit* est indissolublement liée à l'adoption du Règlement 17. C'était avant tout un journal de com-



Pierre-Louis Lapointe

bat. Sa devise en est d'ailleurs le vibrant témoignage. *L'avenir est à ceux qui luttent* était un pied de nez lancé à la face des «Equalrighters», grands défenseurs de l'égalité de tous... à être anglais... et pourfendeurs des Canadiens français, privilégiés qui osaient éduquer leurs enfants dans la langue de Molière. Les pionniers de ces années de luttés, appuyés financièrement par le Québec français, vont relever le défi de créer et de faire prospérer un quotidien de langue française à Ottawa. Ce n'était pas là une mince affaire. Les quotidiens de langue française n'avaient jamais eu la vie facile à Ottawa. Il y

avait bien eu *Le Canada* (1865-1898), trihebdomadaire puis quotidien, *Le Courrier d'Outaouais* ou *d'Ottawa* (1870-1876), bilingue, et *Le Temps* (1894-1916).

Journal de combat

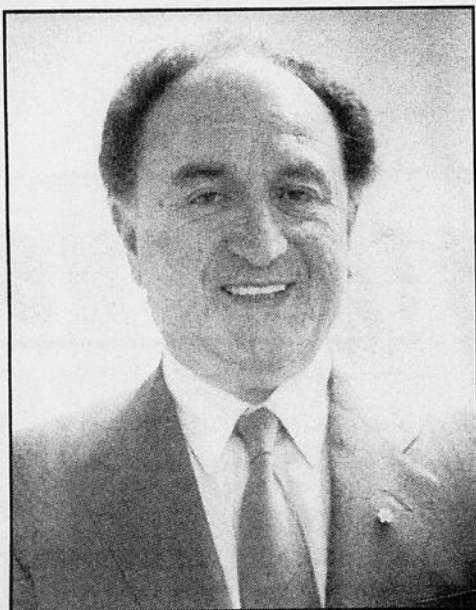
Ce dernier, comme la plupart des journaux de cette époque, ne devait sa survie financière qu'au «patronage» officiel des gouvernements et des partis au pouvoir. Un jeune journal de combat comme *LeDroit* ne pouvait s'attendre à recevoir des appuis de cet ordre. Il allait devoir son existence à la solidarité, au dévouement et aux sacrifices des nôtres.

La presse de langue française avait toujours été moins importante et, plus éphémère que celle de langue anglaise.

Ce phénomène s'explique en grande partie par des facteurs d'ordre économique et culturel. Le niveau de vie des nôtres, généralement moins favorable, les obligeait à consacrer l'essentiel de leurs énergies à des activités de subsistance et les enfants entraient sur le marché du travail plus rapidement en moyenne que leurs camarades de langue et de culture anglaises.

La tradition livresque était par ailleurs beaucoup plus forte chez les anglo-protestants que chez les catholiques. L'importance de la Bible chez les Protestants rendait prioritaire l'apprentissage de la lecture et, par voie de conséquence, constituait un vaste réservoir de lecteurs potentiels pour la presse écrite.

Les statistiques de la fin du siècle dernier et du début du XXe siècle, viennent d'ailleurs confirmer cette donnée fondamentale: l'analphabétisme des Canadiens français est le double et parfois même le triple de celui des Canadiens anglais.



M. David Azrieli

Félicitations pour vos 80 années!

M. David Azrieli C.M., propriétaire des Centres Commerciaux **Les Promenades de l'Outaouais** et **Les Galeries Gatineau** désire offrir ses meilleurs voeux de succès à toute l'équipe du quotidien *LeDroit* ainsi qu'à son éditeur et son président directeur général, Gilbert Lacasse.

Bon anniversaire

Gilles Loisel, Jules Léger, Paul Terrien, Michel Gratton Le journalisme mène à tout, surtout au *Droit*

Adrien Cantin
LeDroit

Le journalisme mène à tout, dit-on, à condition d'en sortir. Mais on pourrait ajouter que passer quelques années à la rédaction du *Droit* peut en effet mener à de grandes carrières, souvent sans avoir à quitter le journalisme.

Le rédacteur en chef du *Droit*, Gilbert Lavoie, n'a donc pas été étonné, en début d'année, lorsque son chroniqueur parlementaire, Michel Hébert, lui a annoncé son départ pour la Presse Canadienne.

Depuis toujours, en effet, les patrons de médias d'information de langue française relèquent la salle de rédaction du *Droit* lorsqu'ils sont à la recherche de journalistes compétents et aguerris pour renflouer leurs effectifs à des postes importants.

Ceux-ci, lorsqu'ils se laissent persuader (et ce n'est pas toujours le cas, loin de là), rejoignent les rangs d'une grande confrérie d'anciens du *Droit* dont on trouve des membres dans toutes les rédactions de langue française au pays, et même, dans certains cas, de langue anglaise.

Marcel Desjardins

«J'ai appris l'écriture journalistique au *Carillon* (à Hawkesbury), dit Marcel Desjardins, directeur de l'information à *La Presse* depuis 1988, mais c'est au *Droit* que j'ai fait des pas de géant en journalisme (...) où j'ai reçu un enseignement extraordinaire, en particulier avec des gars comme (les anciens chefs de nouvelles) Edouard Deslauriers et Lionel Marleau». Après avoir travaillé presque huit ans au *Droit*, de 1962 à 1970, où il a à peu près tout fait, à partir du «beat» général jusqu'à la colline parlementaire, en passant par le judiciaire et le municipal à Ottawa à l'époque de la colorée Charlotte Whitton, Marcel Desjardins est passé à *La Presse*, au *Montréal-Matin*, à Radio-Canada



Marcel Desjardins

où il fut rédacteur en chef des informations télévisées et du magazine *Le Point*, avant de retourner à *La Presse* comme patron de la rédaction.

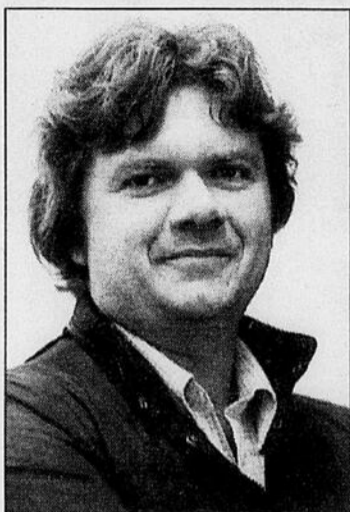
«C'était (lors de son séjour au *Droit*) à l'époque du bilinguisme et du nationalisme à la moderne. Jean Lesage venait d'être élu, en 1960, et cela avait des répercussions jusque du côté ontarien», se rappelle-t-il. «*LeDroit* était au coeur de ces questions-là, autant par sa page éditoriale que par les couvertures que l'on faisait».

«J'ai beaucoup de souvenirs qui se rattachent à l'esprit d'équipe qu'il y avait à ce moment-là (...), aux moments de camaraderie, aux veillées d'armes intéressantes à tout point de vue, surtout le vendredi soir où on travaillait plus fort qu'à l'habitude pour sortir le journal du samedi».

M. Desjardins se rappelle aussi, avec un plaisir évident, la chronique («de potins», comme il dit) «*D'une rive à l'autre*», qu'il a tenue pendant un certain temps («J'en ai conservé un certain nombre», dit-il) et qui fut reprise par la suite par Edgard Demers.

Retrouvailles

En retournant à *La Presse* comme directeur de l'informa-



Paul Terrien

tion, en 1988, Marcel Desjardins rencontre un autre ancien du *Droit*, Gilbert Brunet, qui devient d'ailleurs son adjoint avant d'être nommé éditeur du *Nouvelliste* de Trois-Rivières en 1990, un poste qu'il occupe toujours.

Gilbert Brunet

Gilbert Brunet arrive au *Droit* en 1973. Malgré son tout jeune âge (24 ans), il devient éditorialiste l'année suivante, puis adjoint à l'éditorialiste en chef.

C'est pendant son séjour de trois ans que *LeDroit* acquiert ses nouvelles presses offset, qui ne manquent pas d'émerveiller le jeune. «C'était un bon journal, un beau journal; nous avions 20 ans d'avance sur tout le monde», dit-il en ne cachant son préjugé favorable au journal de grand format qu'était *LeDroit* à l'époque, avec ses quatre cahiers. «Je me souviens des photos dignes de calendriers de François Roy (aujourd'hui chef des nouvelles au *Droit*); c'était, je pense, une belle époque».

L'éditeur du *Nouvelliste* a également gardé un souvenir indélébile du chroniqueur aux affaires internationales Fulgence Charpentier, avec lequel il a eu à travailler étroitement à titre



Gilbert Brunet

d'adjoint à l'éditorialiste en chef. «Ses pèlerinages quotidiens (à la salle de rédaction) sont un de mes bons souvenirs; on avait 60 ans d'écart d'âge, mais il s'était développé malgré cela un respect mutuel», dit-il.

Jean-Marc Poliquin

Jean-Marc Poliquin, un ancien président de la Tribune de la presse parlementaire, a été correspondant parlementaire du *Droit* pendant de nombreuses années. Willie Chevalier est passé à *La Presse* après y avoir amorcé sa carrière. Jacques Bouchard, un autre ancien du *Droit*, a terminé sa longue carrière dans la presse écrite comme éditeur de la *Voix de l'est*, à Granby, après être passé à *La Presse* et à la Délégation du Québec à Paris.

Une bonne douzaine de journalistes formés au *Droit* signent quotidiennement, à l'heure actuelle, leurs articles dans *Le Devoir*, *La Presse*, et d'autres journaux de langue française du pays, et une ex-correspondante parlementaire, Patricia Poirier, est au bureau de Montréal du *Globe and Mail*.

Michel Gratton, bien sûr, natif de Vanier, qui a travaillé au *Droit* à deux reprises au cours de

sa carrière, avant et après un séjour au bureau du premier ministre Mulroney, est actuellement chroniqueur politique de la chaîne des «*Sun*» (Ottawa, Toronto et Calgary).

D'autres ont choisi les médias électroniques, comme l'éditorialiste et correspondant du *Droit* à Queen's Park au cours des années 1970-80, Alain Dexter, aujourd'hui à la station radiophonique CJRC, de Gatineau.

Affaire de famille

Une des plus belles plumes du journalisme de langue française au Canada, Paul Terrien, a passé plusieurs années au *Droit*, à titre de reporter, d'adjoint au rédacteur en chef et de chroniqueur parlementaire avant, lui aussi, de faire le saut au bureau du premier ministre Mulroney comme rédacteur de discours et adjoint spécial aux communications.

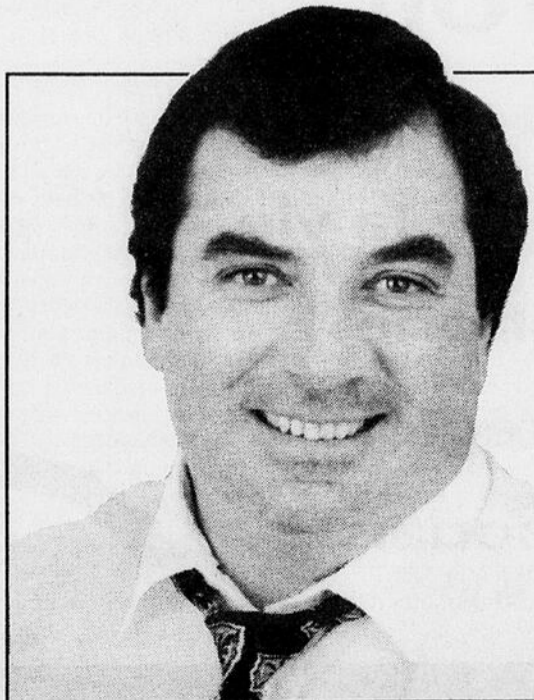
Il est le petit-fils d'Esdras Terrien, le premier directeur laïc du *Droit*.

Jules Léger

Parmi les autres anciens du *Droit* qui ont quitté le journalisme, présumément pour de plus grandes carrières, soulignons l'ex-gouverneur général Jules Léger et le président du Conseil du Trésor du Canada, Gilles Loisel, qui fut jadis commis aux dépêches à la salle de rédaction.

Desroches, Guibord et Tremblay

D'autres encore, comme l'ancien chef des nouvelles, Gérard Desroches, sont à la direction des communications de ministères fédéraux, et certains ont penché du côté de l'entreprise privée. C'est le cas, notamment, d'André Guibord et de Claude Tremblay, deux ex-journalistes et ex-patrons de la rédaction, au *Droit*, qui sont aujourd'hui respectivement président et vice-président de la maison de communications hulloise Innovacom.



Félicitations...

et merci de votre collaboration

André Guibord,
président

et l'équipe
d'INNOVACOM

innovacom
MARKETING & COMMUNICATION

La publicité axée sur les meilleurs résultats !

72, RUE LAVAL, HULL (QUÉBEC) J8X 3H3 (819) 771-6237



Le CNA et le Cahier des arts sont des jumeaux

Une société sans journal quotidien est une société à qui il manque un moyen capital: celui de se percevoir. Elle mesure avec d'autant plus de difficulté ses progrès et dérapages qu'elle est mal servie par une mémoire approximative.



MURRAY MALTAIS

LeDroit

Ce constat s'applique aussi à la communauté artistique d'une région. Elle doit se reconnaître dans son journal. Que ce dernier dise d'elle du bien ou du mal, il reste le témoin privilégié de ses succès comme de ses échecs.

Lors de mon arrivée au Droit, on édifiait le Centre national des Arts. En compagnie d'autres confrères, je regardais ce grandiose monument à la culture avec un sentiment où s'entremêlaient scepticisme et soulagement.

Dans une ville où tout spectacle d'envergure devait être présenté dans l'ancien cinéma Capitol (aujourd'hui démoli), le CNA

était devenu une nécessité. Les gouvernements disposaient alors de beaucoup d'argent; pour qui avait le moindre d'audace, tout devenait possible.

On était à la veille de la décennie 70. Le CNA devait marquer l'histoire d'Ottawa et, dans une moindre mesure, de l'Outaouais québécois. LeDroit se devait de jouer un rôle marquant dans le cadre de ce nouveau culturel, sa clientèle s'attendant à ce que son quotidien fasse, lui aussi, peau neuve.

À l'époque, beaucoup con-

L'inauguration du CNA... un hommage du peuple à tous les Canadiens, d'un littoral à l'autre



Hamilton Southam, était d'une autre école et d'un avis différent. Il déclarait à qui voulait l'entendre que la mission du CNA était de présenter d'abord les meilleurs spectacles au monde... destinés, tout naturellement, à ceux qui avaient appris à en apprécier «l'excellence» comme il le disait: l'élite.

Une telle philosophie n'avait rien pour attirer dans ce temple de la culture ceux qu'on qualifie aujourd'hui de «vrai monde».

À la section «Cinéma - théâtre - concerts» du Droit, nous trouvions ce discours trop méprisant envers les contribuables-citoyens pour ne pas le combattre, discours d'ailleurs âprement défendu dans certains milieux avec la meilleure des consciences.

Nous voulions que LeDroit se donne pour mission d'expliquer, de décortiquer, de populariser et de diffuser la culture «cultivée», séparée de la population par un mur de préjugés. Heureusement, il se lézardait. Pour l'abattre au niveau régional, la parution d'un Cahier

des arts, publié chaque samedi, nous paraissait l'instrument idéal. Il nous fallut toutefois persévérance et arguments massue pour faire admettre à la direction de l'information la nécessité d'en faire au moins l'essai. Le surplus de travail qu'il nécessitait au pupitre paraissait plus évident que la crédibilité accrue dont le journal bénéficierait.

Je m'en souviens comme si c'était hier: Guy Béland, jeune homme entreprenant qui avait toujours des comptes à régler avec la routine, était le chef des nouvelles. Un jour, il me dit: «C'est un projet qui a du bon sens. On va en bénéficier au plan du tirage et de la publicité». Je me mis à l'ouvrage avec enthousiasme. Depuis, le Cahier paraît chaque samedi.

Sorte de journal dans le journal, le Cahier a connu plus de hauts que de bas. Il a contribué et contribue encore à mieux faire comprendre le rôle des artistes dans une société qui subit mutation après mutation, et dont les valeurs oscillent au gré des modes, des fantaisies et des opérations de marketing.

Informateur et guide, le Cahier est écrit pour instruire et pour plaire. Il regarde une société qui se reconnaît à travers ses artistes dont les excès, les craintes et les espoirs lui ressemblent. Sans le Cahier, ils ne seraient peut-être pas devenus ce qu'ils sont. Et sans eux, le Cahier ne serait certainement pas devenu ce qu'il est!

sidéraient les arts comme une sorte de mal nécessaire, dont les manifestations étaient surtout réservées à des privilégiés. J'en veux pour preuve que les gouvernements ne cessaient de parler de «démocratisation de l'art». Mais le directeur-général du CNA,

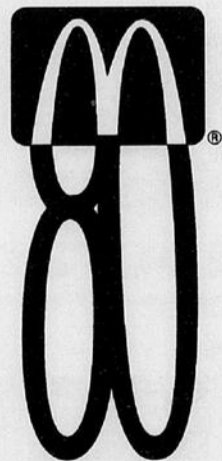


Centre Diocésain
180, boul. Mont-Bleu
Hull, Qc. J8Z 3J5
Tél. : (819) 771-8391

80 ans, ça se fête !

L'archidiocèse de Gatineau-Hull désire s'associer à la population de l'Outaouais pour souligner la 80^{ème} année d'existence du Droit. La présence active de ce journal a contribué au développement de notre région. De plus, ce média d'informations a permis aux gens de chez-nous de communiquer et de transmettre leurs préoccupations religieuses, humaines, sociales, politiques et économiques.

Nos félicitations à toute l'équipe du journal.



A N S

ET TOUJOURS COMPLICES

La qualité et le service, on ne peut pas y résister!

Ville de Hull



Félicitations au journal

LeDroit

qui depuis 80 ans

est le reflet de la vie

francophone

dans la région

de l'Outaouais.



LeDroit... comme dans le vestiaire du Canadien avec le chandail sur le dos

Ah! Si je m'en souviens... Comme si c'était hier. Pourtant 20 ans ont passé. Deux décennies depuis ce 2 avril fatidique de 1973, où je mettais les pieds dans la salle des nouvelles du *Droit* avec le titre, sans lettres de noblesse, de «journaliste».



Je l'avais déjà vue, cette glorieuse salle des nouvelles, alors que je n'étais qu'enfant. Et, adolescent, j'y avais même travaillé comme employé, les samedis, où je répondais aux «plaintes» des clients. Mais, je n'étais pas «journaliste».

J'en rêvais. Peut-être parce que ma mère m'avait souvent dit combien elle aurait aimé l'être elle-même... comme sa consœur de classe Darquise Timmerman. Tout à coup, je me retrouvais là, avec Darquise. Pour moi, c'était comme entrer dans le vestiaire du Canadien avec un uniforme sur le dos.

Mon premier texte, un bas de vignette sur un barbu qui piochait une guitare. Rien de génial. Ma mère l'avait découpé. Mon nom ne s'y voyait nulle part, mais elle savait que je l'avais écrit, que j'avais été «publié». Je l'ai gardé, la photo avec la légende. Quand j'ai besoin d'une dose d'humilité, je la ressors. C'est là qu'on comprend que tout commence petit, très petit.

Ma première affectation, ah, si je m'en souviens. Le chef de pupitre Gérard Desroches, qui était à la race humaine ce que les pitbulls sont aux chiens, m'avait envoyé «couvrir» ce qu'il appelait «une exposition agricole».

Je me suis retrouvé devant une collection illustre d'épis de maïs, avec un groupe de fermiers de l'Est ontarien qui voulaient tous être dans la photo. François Roy, alors photographe, les a organisés en me tassant rapidement, disant que je «ne connaissais pas ça!» Aujourd'hui, François est chef des nouvelles. Il l'a toujours eu.

Je suis revenu à la salle des nouvelles en état de choc. Qu'est-ce qu'on voulait que je fasse avec des épis de blé d'Inde? Comme ça semble m'être arrivé souvent dans ma vie, j'ai alors rencontré un homme de sagesse. Guy Bédard était correspondant parlementaire, un gars dont l'enthousiasme du métier ou même, du moment, ne plaisait pas à tout le monde. Mais, c'était un vrai. Il m'a dit qu'on reconnaissait un bon journaliste quand il pouvait écrire, raconter une histoire qui n'était pas évidente. C'est le plus beau conseil qu'on m'ait donné.

Puis, 48 heures plus tard, est venue une nouvelle qui s'écrivait toute seule: une tempête de neige en avril. Pour une raison qui



Michel Gratton avec sa vieille machine à écrire et ses chats. Au début de son article, l'en-tête de sa chronique du *Droit* de l'époque. Une époque qu'il n'a pas oubliée, pitbulls compris.

m'échappe encore, j'étais le seul journaliste dans la salle ce matin-là pour boucler ce qu'on appelait alors «la deuxième édition».

Desroches, le pitbull, était poigné avec une recrue pour faire le job. Je ne voulais que l'impressionner quand j'ai offert comme «lead» quelque chose comme: «Dame Nature a joué un vilain tour...» Gérard, impatient, est venu voir au-dessus de mon épaule. Il a bougé ensuite avec une vitesse qui ferait rougir Jean-Claude van Damme, en tirant le feuillet de ma machine à écrire avec tellement de force que le rouleau aurait pu faire état de génératrice. En bougonnant qu'on n'avait pas le temps pour «Dame Nature» ce matin-là, il est allé à son pupitre écrire le texte lui-même.

L'angoisse de m'être joliment coupé le cou m'a presque détruit pendant les moments qui ont suivi. J'étais fait. Puis, une fois la deuxième édition bâclée, Desroches m'a emmené prendre un café, au sous-sol du 375 Rideau. Il m'a dit, en ses propres mots, de ne pas trop m'en faire. Lui aussi, un vrai.

Je suis allé aux pages sportives quelques semaines plus tard. C'est pour ça qu'on m'avait embauché. Là, je travaillais avec une légende du nom de Marcel Fortin, qui tapait à deux doigts aussi vite qu'une mitrailleuse, et mon «chum» d'école Gilles Pilon, pour qui tout semblait si facile. Je l'enviais.

«Mac», comme on le surnommait, nous faisait traduire et éditer les «communiqués des courses», c'est-à-dire les dépêches qui nous arrivaient du relationniste du Parc Connaught ou Carleton. A mon premier essai, j'ai réussi à mêler les noms des jockeys et des chevaux. On donne de drôles de

noms aux chevaux, vous savez.

«Mac» était furieux. Le lendemain, j'ai eu droit à l'une des rares colères d'un des hommes les plus doux qu'il m'ait été donné de rencontrer dans ma vie, Jean-Louis Deléséleuc, originaire des Cantons de l'Est, mais fils adoptif de ma ville, Vanier.

«C'est pas un hippodrome, c'est une piste de course!» qu'il m'a dit. «Et c'est pas des pur-sang, c'est même pas des chevaux! C'est des chiens!» Et, il s'est mis à rire. Que ça fait bon de se souvenir.

Après... bien après, j'ai grandi. J'ai compris surtout. J'ai com-

pris qu'un journal ça commence beaucoup plus avec le cœur que la tête. Parce que les meilleurs que j'ai vus à l'oeuvre c'était des gars, des filles, qui marchaient, écrivaient d'abord avec leur cœur. Le reste, ça s'apprend.

Parce que lorsque la poussière retombe et que le temps «se claire», ce qu'on voit ce sont des visages, pas des textes. Et, mon Dieu que c'est beau!

LeDroit a changé. Moi aussi. Tout change, tout passe. J'écris en anglais maintenant, une chose dont j'ignorais être capable il n'y a pas si longtemps. Et la plus jeune de mes trois filles, Brigitte, 11 ans, a vu une de ses lettres publiées dans le journal l'autre jour. Je l'ai fait encadrer. Ma mère l'aurait fait pour moi.

Mon frère cadet - le cinquième de cinq - Denis, est journaliste au *Droit* aussi. Il est bon, le p'tit maudit. Il y a des jours où je me sens un peu comme le «gunslinger» qui a finalement rencontré son homme quand je lis ce qu'il écrit.

Mais, non. J'ai appris à la bonne école, au *Droit*, un vrai journal. Les 20 ans de métier que j'ai, je les dois à ceux qui m'ont fait confiance en ce 2 avril 1973, à Desroches, Bédard, «Mac», Gilles, Jean-Louis et, avant que j'oublie, Jean-Guy Bruneau.

En ce 80e anniversaire, je ne peux que vous souhaiter, comme Mister Spock, longue vie et prospérité. Ça fait peut-être fleur bleue, mais, comme disait toujours ma grand-mère, c'est de bon cœur.

MESSAGE DU MINISTRE DÉLÉGUÉ AUX AFFAIRES FRANCOPHONES DE L'ONTARIO

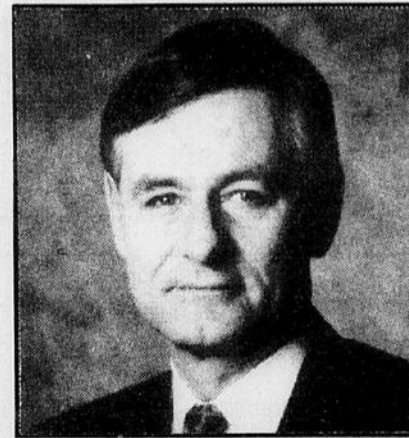
Quand *Le Droit* a vu le jour en 1913, la communauté francophone de l'Ontario était alors aux prises avec le règlement 17, qui prohibait l'emploi du français comme langue d'enseignement et de communication au-delà de la première année d'école.

L'Ontario a bien changé depuis. Le français est maintenant une des langues officielles des systèmes judiciaire et d'éducation de la province. La Loi de 1986 sur les services en français garantit le droit de toute personne à recevoir, en français, les services du gouvernement de l'Ontario dans vingt-deux régions désignées. Ce ne sont là que quelques faits marquants qui illustrent comment la francophonie ontarienne a évolué au cours des quatre-vingt dernières années.

Le Droit a été le rapporteur fidèle de tous ces événements. Les francophones de l'Ontario se tournent toujours vers leur unique quotidien de langue française lorsqu'ils sentent que leurs intérêts sont menacés. À ce titre, *Le Droit* occupe une place de choix au sein du patrimoine vivant et actuel de l'Ontario français et continuera d'être des nôtres, je l'espère, pour de nombreuses années à venir.

Bravo et bonne fête!

Gilles Pouliot



L'honorable Gilles Pouliot



Une page d'histoire Le virage des années 30 et l'arrivée en sol québécois

Sans le père Charlebois et le spectre du Règlement 17, *LeDroit* amorcé dans les années 30 un virage qui le rapprochera des quotidiens d'aujourd'hui. Le monde change profondément autour de lui: la dépression et le chômage massif ont porté un petit caporal autrichien, Adolf Hitler, au pouvoir en Allemagne. Une autre guerre se prépare et tous y seront entraînés.

L'auto, l'avion et la radio marquent une révolution technologique qui n'a pas fini de bouleverser la planète. Aussi, en 1941, *LeDroit*, qui a franchi le cap des 15 000 abonnés, se porte-t-il acquéreur de la station de radio CKCH, de Hull, qui sera longtemps «le grand réseau français de la région outaouaise». D'abord installé rue Notre-Dame on passera rapidement à l'immeuble actuel, angle Laval et Hôtel-de-Ville.

Cette incursion du *Droit* en terre québécoise tombait comme un fruit mûr. Sans pour autant délaisser la cause franco-ontarienne, le quotidien de la Basse-Ville s'intéresse de plus en plus aux problèmes de sa clientèle québécoise toujours croissante,



Aurèle Groulx, à droite, reçoit des visiteuses dans les studios du poste de radio CKCH, de Hull, en 1960.

qui deviendra d'ailleurs majoritaire dans l'après-guerre, alors que les ventes du *Droit* montent en flèche: plus de 23 000 copies vendues à tous les jours en 1947.

Tripots, buvettes et tueries

Déjà, entre 1930 et 1940, le journaliste Henri Lessard - chef du bureau de Hull du *Droit* pendant près de 30 ans - mène une campagne déterminante pour assainir les mœurs à Hull, reconnue pour ses «tripots, buvettes et tueries». Appuyées par la communauté, les colonnes du *Droit* renversent deux administrations municipales et obligent la police à rétablir l'ordre.

Le journaliste Lessard marquera son époque, au point où deux villes, Hull et Pointe-Gatineau, ont nommé une rue à sa mémoire. La période d'avant-guerre est également, pour *LeDroit*, celle du plan d'urbanisme de Jacques Gréber, des jumelles Dionne, de l'avènement de Duplessis. La ville d'Ottawa connaît des années turbulentes, et un ancien (et futur) journaliste du *Droit*, Fulgence Charpentier, est élu d'abord échevin, puis membre du Bureau des commissaires.

Grâce aux Juifs

Les pages du *Droit* se diversifient et se «modernisent». La publicité, le nerf de la guerre dans un quotidien du XXe siècle, se fait plus abondante, notamment grâce aux grands commerçants juifs d'Ottawa.

Charles Bruyère, un ancien rédacteur-en-chef du journal, confiait à ce sujet, en 1962: «Dès le début, les riches commerces juifs, comme Freiman, Larocque, et autres, nous ont confié leur publicité, nous ont permis de vivre».

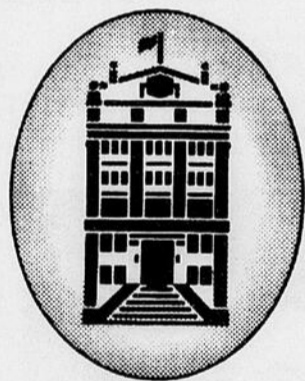
Des problèmes

Certaines de ces publicités ne vont pas sans causer des problèmes au très catholique quotidien, qui surveillera de près les images de «corsets, pyjamas et autres accessoires féminins», et certaines annonces de cinéma qui auraient pu offenser la moralité publique...

La fin de la Deuxième Grande Guerre, et l'arrivée d'Aurèle Gratton à la direction du *Droit* en 1946 (il y sera jusqu'en 1972), marqueront le début de l'époque moderne du journal dont le fait saillant sera le déménagement au nouvel édifice de la rue Rideau en 1955.

LeDroit est bien en selle et les années 50 - qui voient apparaître un autre puissant média, la télévision - ont des airs de prospérité. La clientèle dépasse les 30 000 à la fin de la décennie.

**Félicitations
au journal LeDroit
pour ses 80 ans
de reportages de qualité**



HÔPITAL CIVIC D'OTTAWA
1053, avenue Carling
Ottawa (Ontario) K1Y 4E9
(613) 761-4193

**Collège de
l'Outaouais**



*"LeDroit, un lien quotidien
vital qui nous rassemble et qui
nous ressemble"*
Bravo!

Le Collège célèbre aussi un anniversaire important, son 25^{ème} et organise des Grandes Retrouvailles qui auront lieu le samedi 17 avril 1993, au Palais des congrès de Hull.

Date limite d'inscription pour le souper : 2 avril 1993.

Des inscriptions pour la soirée seulement seront exceptionnellement acceptées à la porte.

Information : 770-4012 poste 332, ligne sans frais 1-800-567-2690
télécopieur 770-3855.

• VOYAGES OTTAWA • VOYAGES ALGONQUIN •



VOYAGES OTTAWA
OTTAWA CENTRE
200, rue Kent...238-7500
197, rue Sparks...563-0744
Centre Rideau...237-6340
85, ave University #030...569-5252

OTTAWA OUEST
Mail Carlingwood...725-1086
Mail Meadowlands...723-5888

OTTAWA EST
Place d'Orléans...824-9345
Centre St-Laurent...744-2680

OTTAWA SUD
1355, rue Bank...731-0555
Mail Herongate...731-8553

HULL
Galerie de Hull...778-3711
Place du Centre...770-4441



VOYAGE ALGONQUIN
OTTAWA OUEST
Centre Pinecrest...596-4161
Mail Merivale...226-1422
Mail Hazeldean...592-3450

OTTAWA CENTRE
90, rue Sparks...237-9200

OTTAWA EST
Centre Elmvale...521-7281
Centre Gloucester...748-3600
18, rue Beechwood...745-5522

OTTAWA SUD
Alta Vista...733-7070

DEEP RIVER
25, rue Champlain...584-3663

CORNWALL
Place Cornwall...938-6260

PEMBROKE
1100, rue Pembroke E...732-1177

KINGSTON
Centre Kingston...545-1880
277, ch. Bath...549-8550
Centre Catarqui...384-9230

**Joyeux 80^e
anniversaire**

**De vos amis chez
VOYAGES OTTAWA ET
VOYAGES ALGONQUIN**

Les spécialistes du voyage... à votre service

- VOYAGES D'AGRÉMENT • VOYAGES D'AFFAIRES
- CROISIÈRES • VACANCES EN CONDO • ASSURANCE

**RÉSERVEZ SANS TARDER ET NOUS VOUS REMETTRONS
EN PRIME
UN PASSEPORT-GOURMET
D'UNE VALEUR POUVANT ALLER JUSQU'À 250 \$
EN SOUPERS DANS DES RESTAURANTS LOCAUX**

• VOYAGES OTTAWA • VOYAGES ALGONQUIN •

Plusieurs entreprises de la région ont grandi en même temps que *LeDroit*

Plusieurs entreprises de la région ont autant d'histoire que *LeDroit* et l'ont accompagné dans sa traversée du vingtième siècle.



CHARLES THÉRIAULT

LeDroit

Certaines d'entre elles sont devenues de véritables institutions ayant traversé toutes les crises, mais d'autres n'ont pas survécu à la tourmente de la crise économique des années 30 ou ont été absorbées par des concurrents.

À la une de la toute première édition du *Droit*, en 1913, on retrouvait une publicité des monuments Laurin, un commerce alors situé rue George, dans le quartier du marché à Ottawa. L'entreprise existe toujours aujourd'hui, presque au même endroit où elle se trouvait lorsque *LeDroit* a ouvert ses portes.

Non loin de là, un marchand de souliers établi en 1898, M. Letellier, a connu les années fastes où la rue Rideau était le point de mire des consommateurs. Il a survécu aux sombres années 1980 où la construction du Centre Rideau et l'aménagement des verrières devant les commerces ont causé un exode



MARTIN ROY, LeDroit

Ci-dessus, l'édifice actuel des monuments Laurin, sur la rue George, à Ottawa. En haut, à droite, la publicité de l'entreprise à la une de la première édition du journal *LeDroit*, en 1913.

des consommateurs de la rue Rideau.

Du côté de Hull, les grandes entreprises comme Woods et Canada Packers ne sont plus que des souvenirs mais E.B. Eddy, qui a vendu une partie de ses installations hulloises à la papetière à Scott, est toujours au pied des chutes Chaudière où son fondateur, Ezra Butler Eddy, a commencé à produire des allumettes au siècle dernier.

Le marchand de bois Jos Pi-

lon, qui a débuté ses activités en 1898, a créé l'empire PAL et étendu ses tentacules à travers le Québec et l'Ontario. Dans un domaine connexe, la construction, une autre entreprise familiale, Ed Brunet et fils, a vu le jour avec le siècle et elle tient encore le coup aujourd'hui, tout comme la quincaillerie Kelly-Leduc, au centre-ville de Hull.

En 1913, les lecteurs du *Droit* étaient sans doute peu nombreux à posséder une automobile mais

peu de temps après, en 1916, J. Baillot et fils s'est installé à l'entrée du pont Alexandra (interprovincial) à Hull, à l'endroit où se trouve aujourd'hui le Musée canadien des civilisations.

Lorsque *LeDroit* fête son centenaire, en 2013, que restera-t-il de ces grandes entreprises qui ont marqué l'histoire de la région? Bien malin qui pourrait le prédire. Combien de révolutions technologiques verrons-nous durant les deux prochaines décennies?

L'industrie du bois et celle du papier, qui ont carrément donné naissance à la région, n'ont plus la même importance et c'est le gouvernement fédéral qui est devenu le principal employeur.

Mais là aussi, les choses peuvent changer. Cette fourmière de fonctionnaires; cette gigantesque entreprise de services publics aura-t-elle la même importance dans 20 ans?

Qui vivra verra...



Nous sommes fiers de nous associer à une entreprise professionnelle.

Beauvais, Truchon et Associés

55, rue d'Auteuil, C.P. 1000
Québec, Qué., G1R 4T4

Téléphone : (418) 692-4180
Télécopieur : (418) 692-1599

Bonjour dimanche

Sincères félicitations

LeDroit

LeDroit

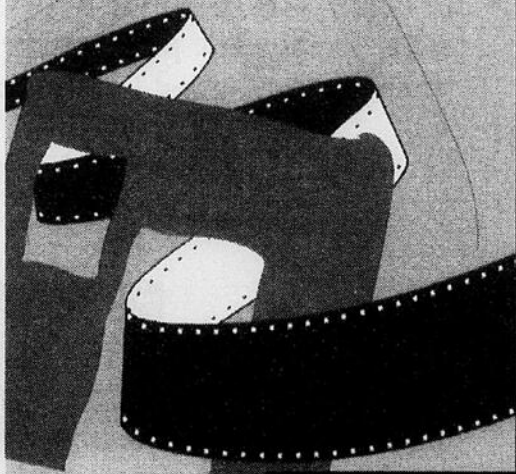
au rendez-vous depuis



L'Office national du film est fier de lui rendre hommage pour un bilan remarquable.

Meilleurs vœux!

LE NOUVEAU CENTRE
ONE À OTTAWA



(Au service de l'Est ontarien et de l'Outaouais québécois)

Office national du film du Canada / National Film Board of Canada



La révolution technologique dans l'information

Aussi grande que celle du poêle à bois au four à micro-onde

Jean-Guy Gauthier
LeDroit

De la machine à écrire manuelle Underwood jusqu'à l'ordinateur, l'outil du journaliste s'est considérablement transformé au cours des derniers vingt ans.

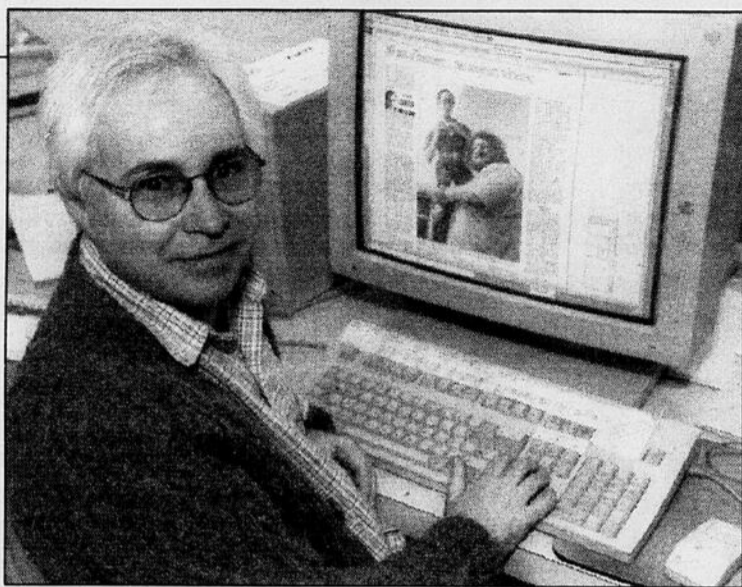
À première vue, le clavier est semblable, les lettres sont sous les mêmes doigts. Mais l'écran cathodique et les puces qui ont leur nid dans la petite boîte beige en dessous sont aussi différents d'une vieille machine à écrire qu'un poêle à bois peut l'être d'un four à micro-ondes.

Au *Droit* comme ailleurs, les journalistes qui ont deux ou trois décennies de travail dans ce métier n'en finissent plus de raconter les anecdotes qui ont marqué ces transformations radicales de la profession. L'informatique n'a pas été accueillie avec le sourire dans les salles de rédaction.

Pourtant, la technologie précédente n'était pas parfaite. Mais elle était d'un maniement relativement simple...

1956

«Maudite machine!» Mécontent de sa Underwood, un journaliste traverse la salle des nouvel-



À l'aise avec son clavier à puces à écran panoramique, l'auteur de ces lignes se sentirait bien dépourvu si, pour une raison quelconque, il devait remettre les doigts sur une vieille Underwood manuelle.

les et lance par la fenêtre la lourde masse de métal noir et de chrome qui va s'écraser sur le trottoir de la rue George, un étage plus bas. Puis, passant devant ses collègues statufiés, il enfle un feuillet dans le rouleau d'une autre Underwood et tape son texte à toute vitesse comme si rien ne s'était passé.

Selon la légende, ce journaliste se nommait Charles Daoust.

L'apprentissage de cette technologie était tellement plus simple...

1969

Bureau du directeur de l'information du *Droit*: «Je t'engage. Mais tu commences à travailler demain, à 9 h», dit le directeur à l'auteur de ces lignes, fraîchement émoulu de l'université. «J'accepte naturellement, mais je ne sais pas taper très vite à la dactylo». «C'est pas grave, regarde dans la salle ceux qui écrivent actuellement... dans trois semaines tu écriras aussi rapidement qu'eux». L'époque de la vieille Underwood était toutefois condamnée depuis longtemps dans les sphères de la haute techno-

logie. Ce n'était plus qu'une question de temps...

1973

Soir de tempête. Il entre en coup de vent dans la salle des nouvelles, enlève son manteau, se dirige vers son bureau. «Où est ma vieille Underwood?» Le journaliste jette un coup d'oeil autour de lui et s'aperçoit, horreur, que la dernière bonne vieille et solide machine manuelle de la salle a disparu à son tour, comme toutes les autres. On l'a remplacée par une «électrique». Une époque vient de se terminer. Les journalistes ont changé d'outil.

Même la grandiose de Manic et de la Baie James n'auront pu sauver la machine à écrire électrique de l'existence éphémère qui l'a caractérisée. Le monde de l'informatique prenait les commandes...

1985

Immobile depuis un bon moment, un journaliste s'arrache les poils du menton devant son écran où seul le curseur clignote. Il est incapable d'écrire. Le chef de pupitre s'impatiente; l'heure de tombée approche. Le journaliste finit par avouer: «je ne sais pas ce qui se passe... je n'arrive pas à écrire... c'est trop silencieux ici».

Ce jour-là, tous ont pris conscience que le *clac clac ding* des machines à écrire, hier omniprésent, ne résonnait plus dans la salle. Il n'y a jamais été réentendu depuis. Depuis ce temps, il faut dresser l'oreille pour deviner le discret cliquetis des touches de

l'ordinateur à travers la sonnerie incessante du téléphone et les conversations des journalistes et photographes.

1993

Le gros ordinateur central, devenu désuet en quelques années à peine, a été remplacé par de puissants micro-ordinateurs reliés en réseau. L'outil du journaliste est devenu plus qu'un simple appareil à rédiger des articles.

Au bout du doigt, il a accès au fil de presse de la Presse Canadienne, une vaste fenêtre constamment mise à jour sur le pays et le monde. Grâce à l'ordinateur, devenu indispensable, il peut également consulter des banques de données électroniques, dont celle du journal *LeDroit*, et y faire des recherches par sujet ou mot clé.

Presque trop tard

Une merveille miniaturisée, l'ordinateur portatif, est à la disposition de celui qui doit composer son texte sur le lieu de l'événement, comme par exemple le journaliste sportif qui couvre un match de hockey des Sénateurs ou des Olympiques. Son texte, une fois rédigé, est envoyé par ligne téléphonique jusqu'au journaliste chargé de la mise en page. Aussitôt fait, il téléphone au pupitre des sports pour s'assurer que la transmission s'est faite sans accroc. «Tu as dépassé l'heure limite de tombée», lui répond inévitablement le pupitre de service, impitoyable.

Une tradition de compassion, d'excellence et de progrès pour mieux répondre à vos besoins futurs...

Les Soeurs de la Charité d'Ottawa (SCO) présentent leurs hommages au journal *LeDroit* pour les services rendus à la région au cours des 80 dernières années.

La Corporation des SCO est également fière de jouer un rôle vital pour la collectivité locale grâce à ses établissements de santé d'Ottawa-Carleton. Elle a récemment mis sur pied le Service de santé intégré (SSI), qui réunit officiellement l'Hôpital Saint-Vincent, la Résidence Saint-Louis et le Centre de santé Élisabeth Bruyère. Les trois établissements sont dorénavant gérés par un seul Conseil, un seul président-directeur général et une seule équipe de cadres supérieurs. Les deux hôpitaux comptent ensemble 837 lits et offrent un milieu bilingue à leurs clientèles. La Résidence Saint-Louis, un foyer pour personnes âgées situé à Orléans, compte 186 lits et dessert une population francophone. Par l'entremise de ses trois institutions, le SSI continuera à jouer un rôle tout particulier auprès, notamment, des adultes handicapés et âgés dans le domaine des soins de longue durée, des soins aux malades chroniques, de la réadaptation et des services internes de soins de relève et de soins palliatifs. En plus des programmes pour patients hospitalisés et pour résidents, les hôpitaux offrent une variété de programmes ambulatoires, (podologie, hôpital de jour, etc.) et des services spécialisés visant à répondre à des besoins spécifiques de santé. Le Centre de santé Élisabeth Bruyère comprend un centre de médecine familiale, et l'Hôpital Saint-Vincent est le seul à offrir aux gens de l'est de l'Ontario et de l'ouest du Québec un programme de réadaptation bilingue pour les victimes de traumatismes cérébraux. Les deux hôpitaux se sont fortement engagés à promouvoir la recherche et l'éducation, puisque ces domaines sont essentiels pour répondre aux besoins changeants de la collectivité en matière de santé.

Pour de plus amples renseignements sur la façon dont les institutions-partenaires du SSI peuvent vous aider à répondre aux besoins complexes en soins de longue durée et en réadaptation des êtres qui vous sont chers, veuillez communiquer avec Kathleen Stokely, vice-présidente SSI, Planification et Relations communautaires, Service de santé intégré, au (613) 782-2777 (Hôpital Saint-Vincent) ou au (613) 560-6331 (Centre de santé Élisabeth Bruyère), ou veuillez communiquer avec l'Administration de la Résidence Saint-Louis au (613) 824-1720.

80^e ANNIVERSAIRE...

Félicitations au Journal *LeDroit* !

Sisca Informatique est fier d'être associé au Journal *LeDroit* par l'implantation de son tout nouveau système informatique de GESTION DE LA PUBLICITÉ, et très bientôt de la GESTION DU TIRAGE.

L'acquisition de ces nouvelles technologies fait foi des intentions de poursuite vers l'excellence de la part de la direction du Journal *LeDroit* et de l'ensemble de son personnel!

Denis Robert Élias, Président



2144, rue King Ouest, bureau 240
Sherbrooke (Québec) J1J 2E8
Téléphone : (819) 564-4003
Télécopieur : (819) 564-0868

Écrire la culture d'ici, c'est la faire vivre

Inlassablement, depuis près de 20 ans, les journalistes du *Droit*, dont Marc-André Joanisse en poste depuis cinq ans, ont fait de la chose culturelle une priorité.



**CLAUDE-SYLVIE
LEMERY**

LeDroit

Jour après jour, ils s'acharnent à présenter aux lecteurs une information complète qui fait état de l'activité culturelle francophone de la région, qui fait état des goûts du jour, du spectacle à ne pas manquer, du disque à se procurer, de l'acteur à admirer, de la pièce de théâtre à voir.

Le produit culturel en étant un de consommation, quand on paie jusqu'à 100 \$ pour un billet de spectacle, un livre, un coffret ou un disque, on aime parfois savoir si c'est sur un navet ou pas qu'il faut jeter ses piastres. Pour cette raison, *LeDroit* se fait autant critique qu'informatif.

Malgré cela les journalistes comme Marc-André Joanisse ne sont pas toujours reconnus à leur juste valeur. Chaque semaine, sans arrêt, avec une rapidité déconcertante, un style personnel et une sensibilité à la vie culturelle qui fait de lui un acteur de grand talent, Marc-André Joanisse donne vie aux artistes, il leur donne la parole, il leur donne une couleur. Sans lui, un tas d'artistes n'auraient pas la visibilité dont ils jouissent dans la région.

Loin d'en faire une question d'orgueil, c'est un constat qui s'im-

pose: les écrits restent, d'autres l'ont mille et une fois souligné avant nous. Ils restent imprimés sur papier et, mieux encore, ils restent gravés dans les mémoires, individuelle ou collective.

La force de l'écrit est d'autant plus palpable dans le domaine de l'information culturelle au *Droit* que le cahier des arts du samedi est un de ses plus beaux fleurons.

L'information du *Droit* est même devenue un outil culturel important: trois éditions spéciales du Cahier des arts, qui n'ont rien à envier à celles des grands quotidiens de la province, font les annales, à tout coup. Le Cahier du Salon du livre, le Cahier du Festival franco-ontarien, le Cahier de la rentrée des arts sont des cahiers que les lecteurs conservent précieusement, s'y référant régulièrement.

Encore mieux, un tout nouveau cahier culturel spécial s'ajoute à ces éditions et ce, dans le but d'instaurer une tradition. Aujourd'hui, Journée mondiale du théâtre, un cahier spécial sur le théâtre fait ses premiers pas, dans l'histoire du *Droit*. Cette année, la thématique est axée sur le théâtre francophone hors Québec.

**Plus de 1000 textes
publiés chaque année**

Écrire la culture d'ici, c'est la faire vivre.

Voilà ce que *LeDroit* fait, voilà ce qu'une très petite équipe de journalistes accomplit, sans relâche. Chaque année, on dénombre au bas mot quelque 1000 textes publiés dans le cahier des arts, textes qui enseignent et qui renseignent.

Et pour souligner de façon concrète son implication dans le milieu artistique d'ici, *LeDroit* a



créé deux prix culturels, prix dorénavant prisés des créateurs d'ici. D'abord, le prix littéraire, créé en 1985 et remis en alternance à une oeuvre de fiction et de non-fiction. Jean-Louis Grosmaire, lauréat de deux prix littéraires du *Droit* dont celui de cette année est catégorique: pour nous, les auteurs, il y a deux choses dans la région qui encouragent la création: Le Salon du livre de l'Outaouais et le prix lit-

téraire du *Droit*, soulignait-il récemment. Qui plus est, *LeDroit* remet ce soir, et pour la première fois de son histoire, le Prix théâtre *LeDroit*, prix qui désire reconnaître l'excellence des artisans du théâtre professionnel d'ici.

C'est au gens d'ici que *LeDroit* remet ses prix, ceux à qui *LeDroit* donne une voix médiatique. Mais la beauté de la chose, c'est que sans l'apport des artistes d'ici, *LeDroit* aurait peu de raison de mettre tant d'énergie dans sa couverture culturelle.

**MA FENÊTRE
SUR LE MONDE!**

La Cité collégiale,
le tout premier collège
d'arts appliqués
et de technologie
de langue française
de l'Ontario,
offre 80 programmes
d'études postsecondaires
menant à un diplôme
ou à un certificat.

RENSEIGNEMENTS :

Cornwall (613) 938-CITÉ Hawkesbury (613) 632-CITÉ Ottawa (613) 786-CITÉ

Ou sans frais de partout au Canada
1-800-267-CITÉ

L'ART DE LA COMMUNICATION

Toutes nos félicitations

au journal *LeDroit*

pour ses 80 années

de succès!

Nous sommes fiers

d'être votre agence!



M E C O M

Le Groupe Communication • Communication Group

Entracte 1970-1980

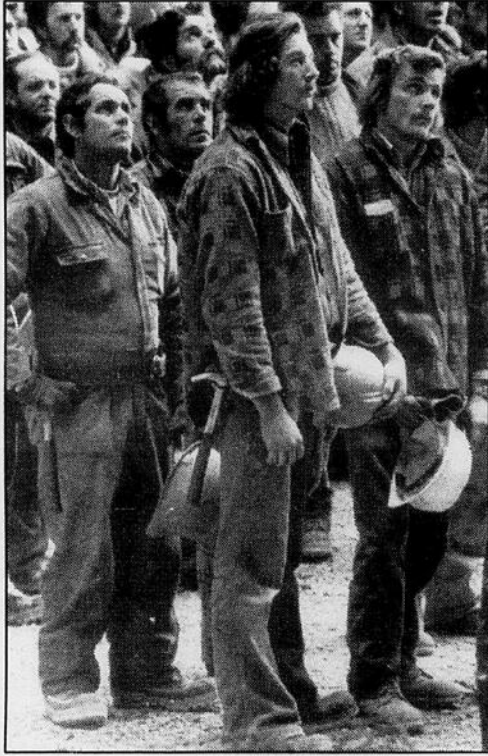


François Roy

Les années 70 auront été des années de grand chambardement pour la population outaouaise. En même temps que de nouveaux contrats sociaux étaient négociés sur la place publique, le cœur des centres-villes se transformaient pour faire place aux défis des années 80 et 90.



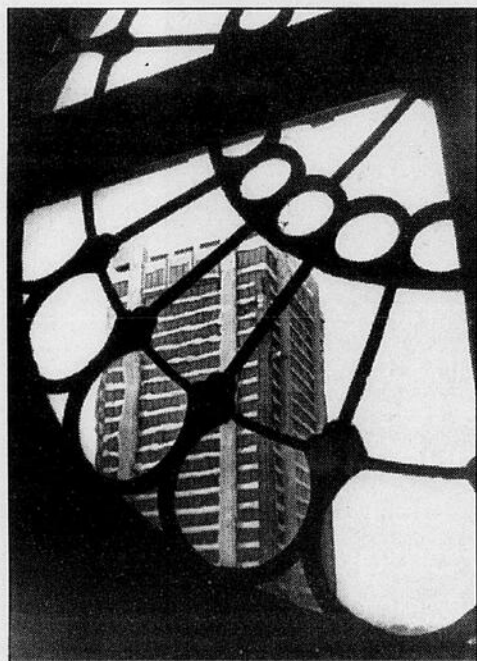
1971, deux hommes au sommet...



Minute de silence après la mort d'un confrère lors de la construction des Terrasses de la Chaudière.



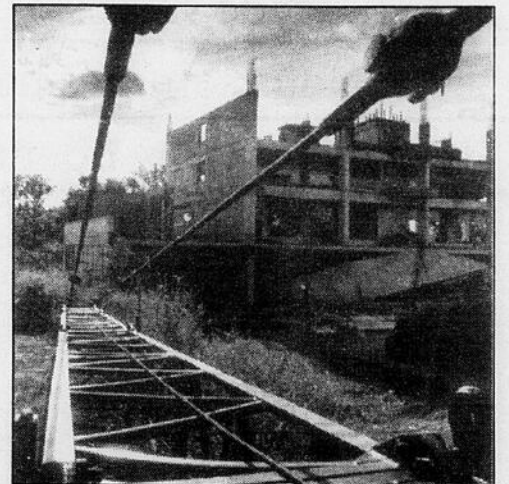
Les cols bleus de la ville de Hull prennent une pause avec les enfants de l'île.



Les édifices fédéraux s'élèvent, au même moment, l'église Notre-Dame incendiée est démolie.



Le chemin de Montréal se transformera à la suite de nombreuses déflagrations.



L'affaire Dasken: les citoyens de Val-Tétreau auront gain de cause en cour suprême. Tout sera rasé.



Même à la retraite Champlain Marcil est encore «le» photographe

Charles Thériault
LeDroit

Pendant 21 ans, le nom de Champlain Marcil a été synonyme de photographie dans *LeDroit*. On voyait son nom partout. Il produisait toutes les photos du journal, ou presque. Aujourd'hui à la retraite dans la «onzième province du Canada», la Floride, il se rappelle ces années avec beaucoup de plaisir.

«Beaucoup d'incendies!»

«Quand j'ai commencé, en 1950, j'étais le seul photographe au *Droit*. Je travaillais tout le temps. En fait, j'étais disponible 24 heures par jour, sept jours sur sept. C'était pire qu'être médecin. Dans ce temps-là, on travaillait beaucoup la nuit», a raconté M. Marcil.

C'était aussi une époque où il y avait beaucoup d'incendies, souvent la nuit.

«Mais l'événement qui m'a le plus impressionné est l'explosion de l'ancien cinéma Odeon, sur la rue Bank, vers la fin des années 1960. Le chef des nouvel-

les m'avait réveillé aux petites heures du matin. C'était vraiment impressionnant. Tout le côté de l'édifice était ouvert, l'eau jaillissait d'une borne-fontaine éventrée par l'explosion et la plupart des vitrines des magasins des environs avaient volé en éclats».

Champlain Marcil raconte aussi qu'on avait oublié de prévoir un espace pour la photographie lors de la construction de l'ancien siège social du *Droit* qui a ouvert ses portes en 1955 sur la rue Rideau.

«Pourtant, c'était très important d'être sur place mais quelqu'un avait oublié cela en dessinant les plans. Heureusement, on a agrandi l'édifice quelques années plus tard et j'ai obtenu mon espace de travail».

«Tiens ! Voilà le photographe»

Même s'il a pris sa retraite il y a quatre ans, Champlain Marcil est encore «le» photographe pour les membres de la petite communauté outaouaise qui passe l'hiver dans la région de St-Petersburg, en Floride.

«Tiens, voilà le photographe!» me disent-ils encore lorsque je les



À la retraite depuis quatre ans, Champlain Marcil est encore «le» photographe pour ses amis qui passent l'hiver dans la région de St-Petersburg, en Floride.

rencontre lors de soirées sociales».

Il faut dire que l'ancien photographe du *Droit* a fait beaucoup plus que des photos de presse. Il a fait des photos de studio, de graduations, d'écoles et il a exécuté jusqu'à tout récemment, des contrats pour l'Université d'Ottawa.

Photographe dans l'âme

Toujours photographe dans l'âme, il ne cache pas son admiration pour l'amélioration de la qualité de reproduction des photos dans les journaux d'aujourd'hui. «Les photos sont très belles», dit-il.

«Le métier a bien changé depuis l'arrivée de la photo couleur, mais les sujets sont les mêmes. Les photographes d'aujourd'hui ne se lèvent plus deux ou trois fois par nuit comme on le faisait dans le temps», dit-il.

M. Marcil garde aussi de très bons souvenirs des journalistes et des directeurs de l'information qu'il a côtoyés.

«J'en ai connu un qui a déchiré la page une, trois fois au cours de la même soirée parce qu'il avait une meilleure nouvelle à y mettre».

«C'est ça le journalisme, chercher la nouvelle la plus intéressante.»

Seulement 25 \$ et Goodyear vous donne un rapport détaillé sur l'état de la voiture.

Vous songez à acheter, vendre ou même conserver une voiture ou une camionnette ? Goodyear propose une évaluation écrite pour vous aider à déterminer les frais de réparation éventuels.

Nos techniciens analysent ces composantes :



HULL
771-7380

425, Boul.
St-Joseph
Place Cartier

- Freins avant et arrière
- Courroie et boyaux du système de refroidissement
- Timonerie et géométrie des roues
- Niveau et état des liquides
- Filtres à air et à l'huile, soupape de recyclage des gaz de carter
- Ressorts et amortisseurs de la suspension
- Batterie, alternateur et démarreur
- Silencieux et tuyaux d'échappement
- Phares, feux et clignotants
- Usure et pression des pneus

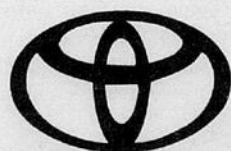
PAS DE ZIGONNAGE

Félicitations

au quotidien **LeDroit** pour son

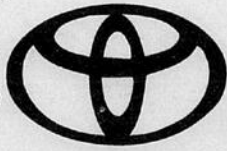
80^e
anniversaire

Toyota Gatineau est fier d'être parmi les clients privilégiés du quotidien LeDroit.



Bonne chance et longue vie!

GATINEAU Le concessionnaire
aux dimensions
GATINEAU humaines



TOYOTA
TOYOTA

93, boul. Gréber, Gatineau • 568-0066

Si vous achetez ailleurs vous payez trop cher

**Un passé riche
Un avenir prometteur!**

**AYLMER
Québec**

maison John McLean, (circa 1840) abrite le Musée d'Aylmer

maison Woods, (1883) architecture de style «pain d'épices»

maison Parker, (circa 1840) maison de pierre à fenêtres à chevilles

l'auberge Symmes, (1831) desservait les passagers des bateaux à vapeur

maison John Murphy, (1847) maison en pièce sur pièce égarée à la hache

La ville d'Aylmer et le journal Le Droit ont en commun ce passé riche et cet avenir prometteur.

Au nom du Conseil, des employés et des citoyens d'Aylmer, tous nos vœux en ce 80^e anniversaire.

Le Maire,
Constance Pronost

photographie: Normand Lacroix, Photo Aylmer
design: Claude Alex-Berthel, CABD, design



Une page d'histoire De la Révolution tranquille jusqu'au début de l'ère spatiale

LeDroit vient de célébrer son cinquantenaire quand les premières bombes du FLQ sautent au Québec. Québec nationalise Hydro-Québec et s'affirme face à Ottawa. Les Franco-Ontariens, insatisfaits des écoles «bilingues», se préparent à revendiquer un réseau complet d'écoles françaises.

Et la messe ne se dira plus en latin... Le journal vient de déclencher une dernière grande offensive ontarienne avec son édition du Nord, imprimée en fin d'après-midi après l'édition locale et transportée sur le train de 17 h pour être livrée le lendemain matin. L'expérience s'avérera un échec et *LeDroit*

fermera ses bureaux dans le Nord, à North Bay, Sudbury et Sturgeon Falls, après quelques années.

Désormais, sa vocation restera régionale, et sa masse de lecteurs (près des deux tiers) demeure maintenant dans l'Outaouais québécois. Pour ces derniers, le cahier «Hull et la région» se lit comme la «une» et le bureau de Hull, désormais logé dans l'édifice de

CKCH prend des allures de mini-salle des nouvelles. D'autre part, en 1960, la Confédération des travailleurs catholiques du Canada est devenue la CSN, plus combative, plus agressive. Les employés du *Droit*, tous affiliés à la CSN à l'époque, s'en ressentent. Dès le milieu des années 60, la tradition de la «bonne entente» en matière de relations de travail est ébranlée et les né-

gociations prennent lentement le sentier tortueux de l'affrontement, jusqu'à l'aboutissement de la grève en 1982. Le cap des 40 000 abonnés est franchi à la fin des années 60, alors que collègues et universités affrontent contestations, pétitions, manifestations et occupations de tous genres. Les journalistes de demain, issus de ce milieu, ont le doigt sur la gachette et, dès 1970, *LeDroit* subit l'assaut des pancartes au nom du «droit du public à l'information».

Nouvelles presses, nouvelle technologie

Sur le plan technologique, le quotidien de la rue Rideau occupe l'avant-scène. En mai 1971, il devient l'un des premiers journaux au Canada à publier sur presses offset, donnant à ses abonnés un graphisme impeccable et des couleurs resplendissantes. *LeDroit* gagnera au cours des années de nombreux prix pour la qualité de son impression en couleur.

Du même coup, l'ordinateur transforme au point de rendre méconnaissable le métier de typographe: finis le plomb, le marbre, les linotypes. Place au papier, au clavier, à l'écran. Les jours du noble métier de typographe sont comptés et la révolution informatique annonce pour eux des jours tristes.

50 000 exemplaires

C'est dans la décennie de 1970 à 1980, sur un fond de bouleversements technologiques et politiques, que le tirage du *Droit* atteint son apogée. Des pointes de 50 000 copies vendues sont atteintes en 1977 et se maintiendront pendant quelques années.

Dans l'ère spatiale

Le début des années 80 voit *LeDroit* entrer dans l'ère spatiale avec l'acquisition de trois nouvelles unités de presse (en 1981) et une antenne parabolique, qui captera par voie de satellite les pages du *Globe and Mail*, dont l'édition de l'Est du pays sera désormais imprimée rue Nelson.

Ce dernier grand investissement de l'époque des Oblats survient en pleine récession, alors que les taux d'intérêt dépassent 20% et que de nombreuses entreprises ferment leurs portes ou sont absorbées par de plus grandes, tels les magasins A.L. Raymond. Pour augmenter son tirage au kiosque, *LeDroit*, quotidien d'après-midi depuis ses débuts, décide de publier une édition du matin, en février 1981.

Coïncée entre une perte de revenus publicitaires due à la récession et aux dépenses accrues par l'inflation, l'entreprise doit augmenter la productivité et envisager des mises à pied. Sur un fond de renouvellement de conventions collectives, tous les ingrédients d'un conflit de travail étaient assemblés.

Au printemps 1982, pour la première fois depuis sa fondation, les presses du *Droit* arrêtaient de rouler pendant trois semaines. Pour les propriétaires, c'était le coup de grâce...

Machines à rumeurs par excellence, les bureaux du *Droit* bourdonnent de bruits de vente. Les Oblats veulent se départir du quotidien depuis un certain temps, et un mouvement se dessine chez les employés pour s'en porter acquéreur.

Manque de capital et dissensions internes feront échouer le projet. Peu à peu, faute d'acheteurs dans la région, la main sera tendue aux grandes chaînes...



L'ACFO régionale
Ottawa-Carleton
célèbre la francophonie
avec fierté!

AVEC FIERTÉ!

235 chemin
Montréal, Vanier
(Ont.), K1L 6C7

(613) 744-8982



Canadiana Bookbinding Limited
250 Besserer St. Ottawa Ontario K1N 6B3 tél. 238-6631

*Nous sommes fiers de vos
28 ans de loyaux services
au Droit*

Gilbert Robitaille
(613) 238-6631



Hommage au quotidien LeDroit

Richelieu ...

une raison d'être.

Bienvenue aux nouveaux membres!

Devenir Richelieu, c'est être choisi par les personnes impliquées dans son milieu et reconnu comme possédant de grandes qualités. Attiré au début pour des raisons personnelles de désir d'épanouissement et de contacts humains enrichissants, le **membre Richelieu** découvre rapidement les joies de donner plutôt que de recevoir.

Attentif aux projets susceptibles de favoriser la qualité de vie dans son milieu et la promotion de la langue française, il actualise ses aspirations et les idéaux qui le motivent par des gestes concrets et cohérents et participe ainsi à tous les niveaux de la vie du club. **Être membre Richelieu** signifie être prêt à approfondir ses valeurs d'écoute, de partage, de solidarité et prêt à témoigner quotidiennement des valeurs positives de vie en société.

La société s'enrichit de cet apport de personnes conscientes, actives et engagées.

District n° 1	R/ Marcel B. Lanoue administrateur	
Régional :	Horace Viau	
	R/ Germaine Swolfs, Gouverneur	836-2702
	Long-Sault-Carillon	
	R/ Michel Pilon, Gouverneur	1-937-0473
	Nicolas-Gatineau	
	R/ Richard Bégin	684-4275

Les Clubs:

Alfred-Goulet, Champlain, Hélène-de-Champlain, Jeanne-Sauvé, La Source de l'Outaouais, Laporte, Laurier, Longpré, Oriéans, Ottawa, Ottawa*centre-ville, Roger-Saint-Denis, Vanier, Alexandria, Casselman, Cornwall, Embrun, Hawkesbury, Rockland, Aylmer, Buckingham, Gatineau, Gracefield, Hull, La Québécoise de Maniwaki, Maniwaki.

Le Richelieu International

et tous ses membres

souhaitent un bon

80^{ème} anniversaire

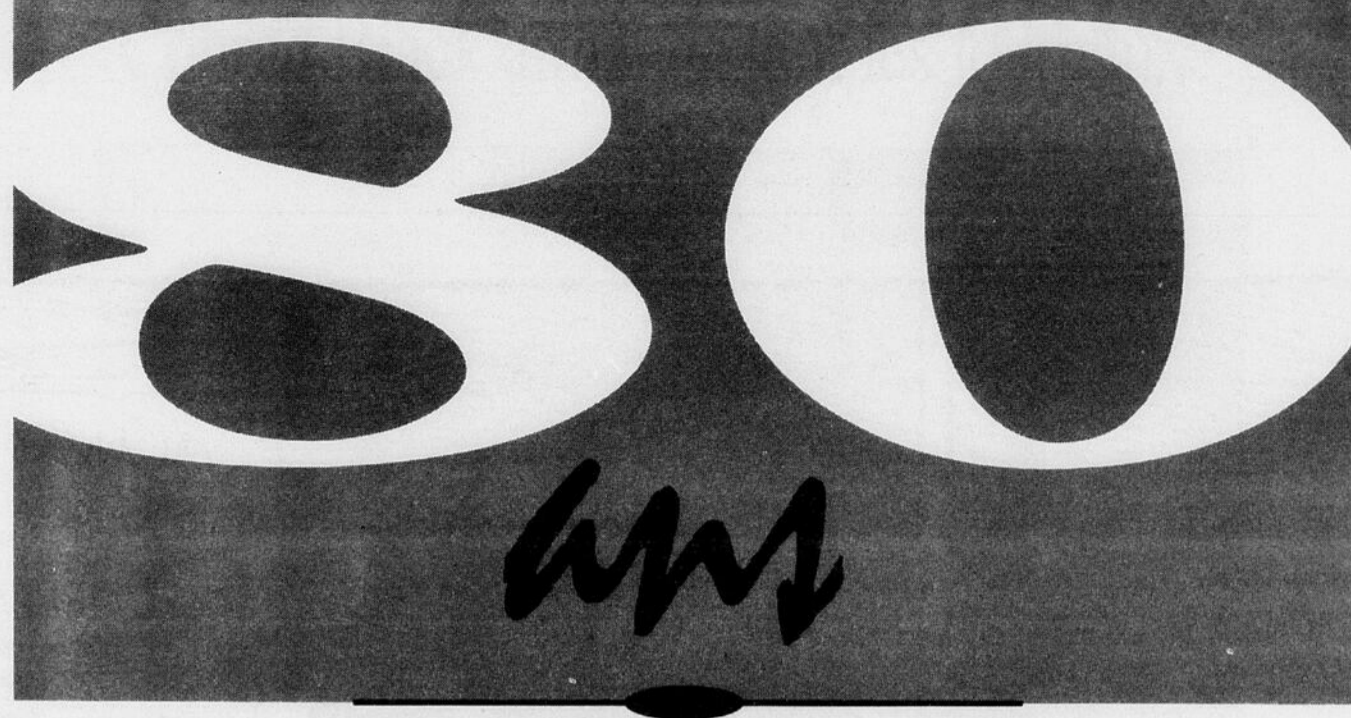
au quotidien LeDroit.

Sa présence enrichit

notre société et contribue

à l'épanouissement

de la francophonie.

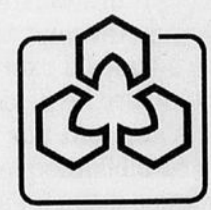


ÇA SE FÊTE !

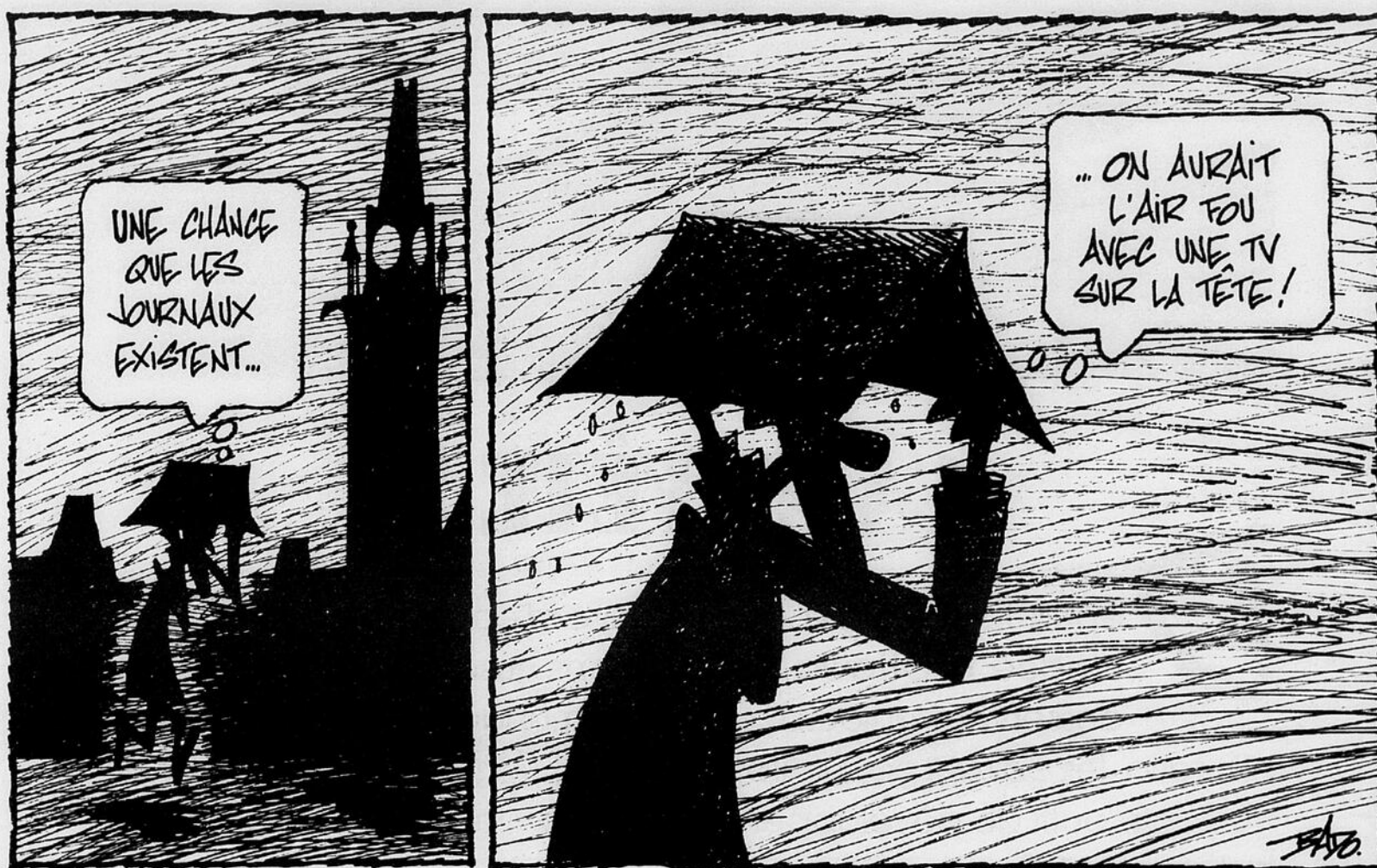
Depuis la première coopérative d'épargne et de crédit, fondée à Ottawa il y a 80 ans, jusqu'au grand réseau desservant aujourd'hui la communauté francophone de l'Ontario, les caisses populaires ont été et vont continuer d'être un véritable outil de développement économique et social pour les individus et les collectivités.

Au nom de ses caisses affiliées, la Fédération des caisses populaires de l'Ontario est heureuse de souligner le 80^e anniversaire du quotidien **Le Droit**, un allié dans le monde de l'information.

Fidèle à sa volonté de desservir la communauté francophone de l'Ontario, la Fédération des caisses populaires de l'Ontario est fière de pouvoir offrir une vaste gamme de produits et de services financiers par l'intermédiaire de son réseau de caisses dynamiques et résolument tournées vers l'avenir.



Fédération des caisses populaires de l'Ontario



L'avenir est à ceux qui lisent

Un journal sur le coin de la table, une odeur de café frais et de rôties. Matin après matin, le rituel des amateurs de journaux se répète avec la même constance. Une bienfaisante routine. Un précieux moment de détente en attendant la course vers le bureau et le stress du travail.

Un rien peut troubler cette quiétude. Un livreur retardé par la neige ou la pluie, et le café n'a soudainement plus le même goût. Pour les mordus, les vrais, le petit déjeuner sans journal se transforme en une basse obligation physiologique.

Et que dire de ces agréables matinées paresseuses du samedi où l'on peut lire à satiété et étirer sa dose de caféine jusque dans la page des mots croisés...

Un journal
qui parle votre
langue et s'offre
à conquérir la
relève

Dans les jeunes familles, le téléviseur des enfants trouble parfois ce havre de paix. Les tortues Ninja ou les Rangers du Risque sont bruyants et coriaces.

Mais ils ne perdent rien pour attendre. Si le journal a continué, pendant toutes ces années, à traîner sur le coin de la table, l'enfant devenu adolescent finit par y succomber. Petit à petit, on le retrouve le nez plongé dans les bandes illustrées et les pages sportives.

À cette étape, prenez gare! Le moindre retard à sortir du lit est fatal: votre journal est à la traîne un peu partout, des sections entières ont disparu, d'autres ont été vandalisées, découpées ou déchirées!

Un jour, votre enfant partira avec tout le journal, votre journal!

Ce jour-là, souriez. Vous aurez mis au monde un nouveau lecteur, un lecteur pour la vie. C'est un bel héritage. Le journal sera son complice du matin, son compagnon de voyage, son guide dans la communauté.

À son tour, ce sera SON journal.

La lecture n'occupe plus la place privilégiée dont elle jouissait avant l'ère de la télévision et des clubs vidéo.

Une étude effectuée l'an dernier par le Centre de recherche sur les services communautaires de l'université Laval a montré que 46 % des étudiants du secondaire consacrent moins d'une heure par semaine à la lecture. 55 % passent de trois à 10 heures devant leur téléviseur.

Journaux et lecture

Les pédagogues s'en inquiètent et blâment ces attitudes pour expliquer la faible qualité du français écrit et parlé chez nos jeunes. Même le discours politique revient à l'importance de la lecture et de l'écriture.

En 1992, le document *Pour une langue belle* publié par le ministère de l'Éducation du Québec nous a rappelé avec justesse qu'une bonne connaissance de la lecture et de l'écriture constitue un apprentissage de base «qui donne accès à l'ensemble des savoirs». En d'autres mots, c'est toute la formation académique de notre jeunesse qui est menacée par la mauvaise maîtrise de la langue.

Après une première consultation en 1987, des efforts ont été déployés de 1988 à 1991 afin de corriger le tir. Mais le français parlé et écrit de nos enfants laisse encore à désirer. On peut tenter d'inculquer les règles de grammaire et d'orthographe à coups d'exercices et de lectures obligatoires, mais c'est peine perdue si la lecture ne devient pas un plaisir.

L'amour de la lecture ne s'apprend pas uniquement dans les écoles ou lors d'une ou deux visites à la bibliothèque municipale. Seuls des contacts répétés de la plus tendre enfance jusqu'à l'adolescence peuvent produire ce résultat. Peu importe ce qu'on lit, à la condition de lire.

Pour l'avenir des vôtres, laissez entrer un journal tous les jours dans votre domicile, un journal qui parle votre langue et s'offre à conquérir la relève.

Le rédacteur en chef
Gilbert Lavoie

Pourquoi Conrad Black aime-t-il tant les journaux?

Lorsque Conrad Black vous dit qu'il aime les journaux, vous vous demandez toujours, comme journaliste, surtout lorsque vous êtes à l'emploi d'une publication qu'il possède, ce qu'il veut dire exactement.

Aime-t-il les journaux parce qu'ils jouent un rôle essentiel dans une société démocratique? Parce qu'ils constituent un trait d'union indispensable entre les



**ADRIEN
CANTIN**

LeDroit

individus d'une même communauté? Parce que pour lui, qui a une formation académique d'historien, ce sont les registres quotidiens de l'histoire au fur et à mesure qu'elle se déroule, tout en constituant pour leurs lecteurs une source de détente?

Ou tout simplement parce les journaux, c'est payant?

M. Black, par le biais de Hollinger, sa société de holding, détient ou contrôle plus de 250 journaux quotidiens (dont *LeDroit*), hebdomadaires, magazines (dont *Saturday Night*) et autres publications, sur quatre des cinq continents. Des titres au Canada (UniMédia, Sterling, 18,5 % de Southam), aux États-Unis (American Publishing) en Australie (Fairfax), en Angleterre (le *Telegraph*) et même en Israël (le *Jerusalem Post*).

Pour 1992, les bénéfices anticipés de Hollinger dépassent 74 millions \$, en pleine récession mondiale, contre 31 millions \$ l'année précédente.

Non, Conrad Black ne cache pas qu'il aime les journaux parce que cela lui rapporte de l'argent, beaucoup d'argent. Mais est-ce la seule raison qui le pousse à parcourir le monde pour en acquérir davantage?

«Il y a trois choses», confiait-il récemment au cours d'une entrevue (qui s'est déroulée entièrement en français) qu'il accordait au *Droit* au siège social de Hollinger.

«D'abord, c'est un bon commerce. Si les actifs sont valables, si la franchise est viable, dirigée de façon intelligente, c'est sans doute un bon commerce.»

«Deuxièmement, les nouvelles, par leur nature, sont intéressantes. Les journaux, c'est ce qui se passe autour de vous, les événements, les personnalités, les réflexions, les perspectives, c'est très intéressant. Si les nouvelles ne sont pas intéressantes, qu'y a-t-il d'intéressant?»

«Et, troisièmement, en toute franchise, cela donne un peu d'influence parfois. Pas le genre d'influence mythologisée par les gauchistes, bien sûr, mais ça peut donner une certaine influence.»

Comment? «Le *Daily Telegraph* (de Londres) est lu par 95%



«Un bon journal? C'est un journal qui s'illustre dans le créneau qu'il choisit.»

des membres des exécutifs des associations de circonscriptions conservatrices du pays; alors quand nous avons suggéré un nom comme prochain chef du parti conservateur, cela a eu son influence», lance-t-il.

Lorsque Conrad Black parle

du *Telegraph*, d'ailleurs, on se demande si son engouement pour les journaux est strictement une question de gros sous. De toute évidence, il existe entre l'homme et ce journal en particulier, des liens qui vont bien au-delà du mercantilisme. Symbole de réussite, oui, et probablement davantage.

«Pour lequel un qui a commencé sa carrière (il y a 27 ans) dans l'édition en amenant huit pages de format demi-tabloid du *Knowlton Advertiser* (dans les Cantons de l'Est) à Granby pour en faire imprimer 2300 exemplaires sur une presse d'une seule unité, je suis très

près de réaliser une expérience vraiment émotionnelle quand dans la salle des presses, à Londres, on commence (à rouler) avec l'enseigne lumineuse qui dit: «Un million d'exemplaires requis»; franchement, c'est formidable».

du lecteur, au niveau strictement commercial ça a été un succès considérable, et c'est une institution nationale.»

Au Canada: pas brillant

S'il possède plusieurs journaux au Canada, M. Black n'est pas impressionné, en général, par la qualité de la presse d'ici.

Selon lui, la plupart des journaux canadiens, même les plus grands, sont relativement fades, à l'image du pays, précise-t-il.

«Ce n'est pas très brillant, franchement, la presse canadienne. Pas tellement. Dans d'autres pays que je connais, aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en Australie (...) même les journaux de basse qualité, qui sont un peu sensationnels, sont quand même talentueusement rédigés.»

C'est quoi un bon journal? C'est un journal qui s'illustre dans

le créneau qu'il choisit, selon M. Black. Le lecteur, explique-t-il, qui veut être bien informé et divertit ne tolère pas l'atteinte à son intelligence, la frivolité et l'irresponsabilité.

«Le *New York Times* n'est pas du tout amusant», dit-il, «mais même avec tous ses billets politiques (ce dont M. Black n'est pas nécessairement très friand), la masse d'information (qu'il véhicule) est impressionnante.»

«*The Sun* (un tabloïd à sensation de Londres), par ailleurs, est un journal brillant à sa façon.

«Je trouve qu'ici, comme beaucoup de choses au Canada, c'est vraiment moyen. Le Canada est un pays moyen. Pas méprisable, mais pas brillant non plus. C'est ça le malaise canadien.»

LeDroit

Mais M. Black soutient que ce n'est pas à lui à intervenir dans ce qui se passe dans ses journaux au jour le jour.

«Comme vous savez, c'est Peter White (président du conseil) et Pierre Des Marais (chef de direction) qui s'occupent de ces journaux-là; ce n'est pas à moi à diriger le bateau comme tel», répond-il, lorsqu'on lui demande où il veut mener le groupe UniMédia, dont font partie les quotidiens *LeDroit*, *Le Soleil* de Québec et le *Quotidien* de Chicoutimi. S'il croit que «il y a beaucoup de progrès encore à faire, sur le plan rédactionnel» au *Soleil*, *LeDroit*, dit-il, «est très satisfaisant, je pense que c'est un très bon journal, très bon; le progrès qu'il a fait depuis cinq ans dans tous les domaines est très satisfaisant.»

Quant aux journaux Southam (dont l'*Ottawa Citizen* fait partie) qu'il contrôle maintenant avec Paul Desmarais de Power Corporation, «on verra», dit-il.

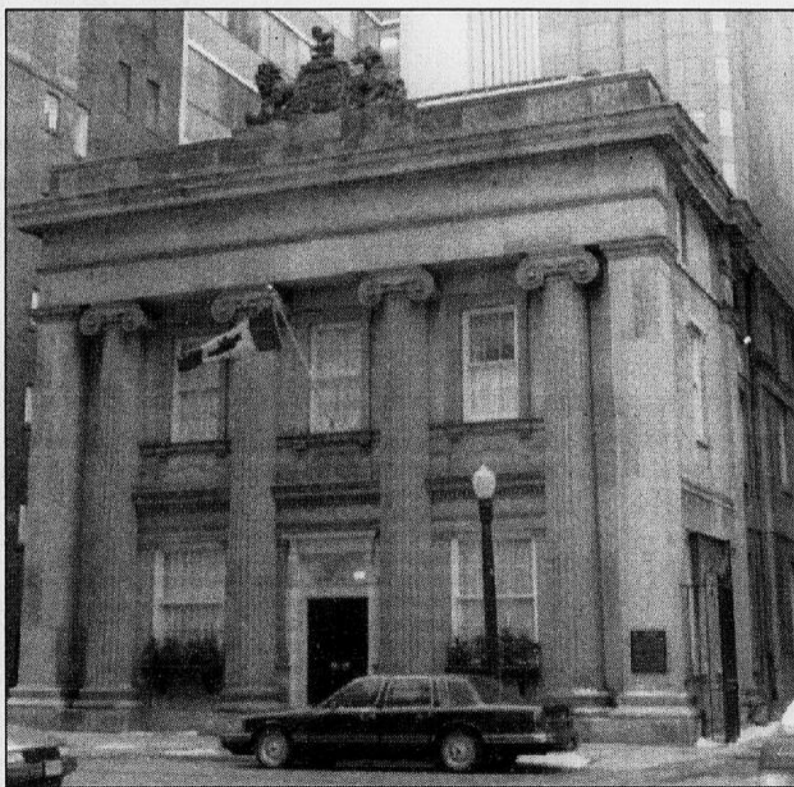
«C'est une grande compagnie, mais sa performance, et rédactionnelle et financière, a été très décevante jusqu'ici et je pense qu'il y a toutes les possibilités de publier des journaux améliorés; je pense que ça ne sera pas facile, ni rapide, mais tout le potentiel est là.»

D'autres acquisitions

On n'a pas fini de voir Conrad Black dans le paysage de la presse écrite.

«On est en train de construire un groupe de presse important selon des normes mondiales, et on peut continuer ainsi. C'est intéressant, les médias sont intéressants, ça me donne une carrière assez agréable.»

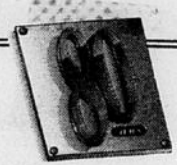
D'autres acquisitions sont possibles, dit-il, selon les opportunités qui se présenteront, même pour UniMédia, une des plus petites cellules du groupe, qu'il achetait il y a cinq ans à peine. «(UniMédia) a une rentabilité croissante maintenant (11 millions \$ de bénéfices avant amortissement, intérêts et impôts en 1991), alors il pourrait y avoir des nouvelles acquisitions.»



Le siège social de la société Hollinger, au 10, rue Toronto, à Toronto. C'est dans cet édifice construit en 1832 qu'a eu lieu l'entrevue avec Conrad Black.

«Le *Telegraph* c'est une très grande institution, un journal de très haute qualité, bien écrit sans être condescendant (...) c'est un très bon journal du point de vue

L'avenir est à ceux qui lisent



Un berceau d'athlètes remarquables

De nombreux athlètes de la région de l'Outaouais se sont signalés tant sur la scène internationale, nationale que locale. Ils ont su faire reconnaître la région comme une pépinière remarquable.

Plusieurs d'entre eux se sont distingués entre les années 30 à 50 alors qu'il fallait toujours batailler avec acharnement pour atteindre le but que l'on s'était fixé. D'autres

ont eu la tâche plus facile à partir des années 60, mais ils ont continué à faire honneur à l'Outaouais.



MARCEL FORTIN

LeDroit

Le plus remarquable d'entre eux, au cours des dernières années, a sans aucun doute été le fameux hockeyeur Guy Lafleur, de Thurso, qui une fois sorti des rangs du hockey mineur (Citadelles, de Québec) a su faire sa marque dans la Ligue nationale de hockey où il a connu la gloire avec les Canadiens de Montréal, les Nordiques de Québec et les Rangers de New York.

D'autres hockeyeurs de la région ont aussi brillé dans les majeures. Ainsi, il ne faudrait pas oublier Léo Gravelle, anciennement d'Aylmer, qui a su faire sa marque avec les Canadiens de Montréal et les Red Wings de Détroit, après une fulgurante carrière avec le collège St. Michael de la Ligue junior de l'Ontario.



Jacques Moussette, étoile des années trente.

contribué à propulser la carrière des athlètes.

Organisateur et entraîneur d'équipe, M. Cholette se souvient encore des belles années du sport local, alors que d'excellentes équipes se livraient année après année des luttes acharnées au hockey, au baseball, à la balle-molle, au football, à la crosse, etc...

Le baseball a fait son apparition sur la scène sportive hulloise en 1870.

Selon M. Cholette, «cette première aventure a été l'oeuvre de mon père, Joseph Victor Cholette», qui d'ailleurs devait devenir par la suite l'un des directeurs du journal *LeDroit* en compagnie de son fondateur, le père Charlebois.

Philippe Cholette se rappelle aussi les exploits réalisés par d'excellents hockeyeurs comme Jacques Moussette et Jules Cholette qui, après avoir connu de remarquables carrières locales, devaient devenir de grandes vedettes avec les Français Volants et le Racing Club de France.

Et les autres

Des journalistes chevronnés tels Gil-O. Julien, Jean-Charles Daoust et Henri Laperrière, du journal *LeDroit*, ne manquaient jamais l'occasion de relater les faits

et gestes de ces athlètes. De l'avis de deux anciens sportifs de la région, Philippe Cholette et Jacques Moussette, la publicité offerte par les journalistes locaux du temps a

Le choix total!
➔ Park Avenue Location
 "Nous profitons de l'occasion pour souhaiter un heureux
80e ANNIVERSAIRE
 au journal *LeDroit*".
 Park Avenue Location, location de véhicules, pour les importants membres de ce quotidien.
 5 000 rue Jean-Talon est (514) 376-7312
 Montréal (Québec) 1-800-376-7312
Le "Choix total" en location d'automobiles



Le groupe de compagnies des Frères CHO

Félicitations au journal LeDroit

Si le passé est garant de l'avenir, le vôtre est prometteur.

L'avenir est à ceux qui lisent!
LeDroit

Félicitations pour votre 80e anniversaire! Bonne chance et longue vie!

Ultralux

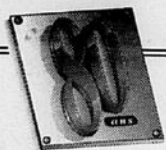
Centre de la décoration

Venez voir nos offres spéciales de peinture et papier peint en magasin...



Les réseaux canadiens de transmission de communiqués de presse aux médias.

1-800-361-8128



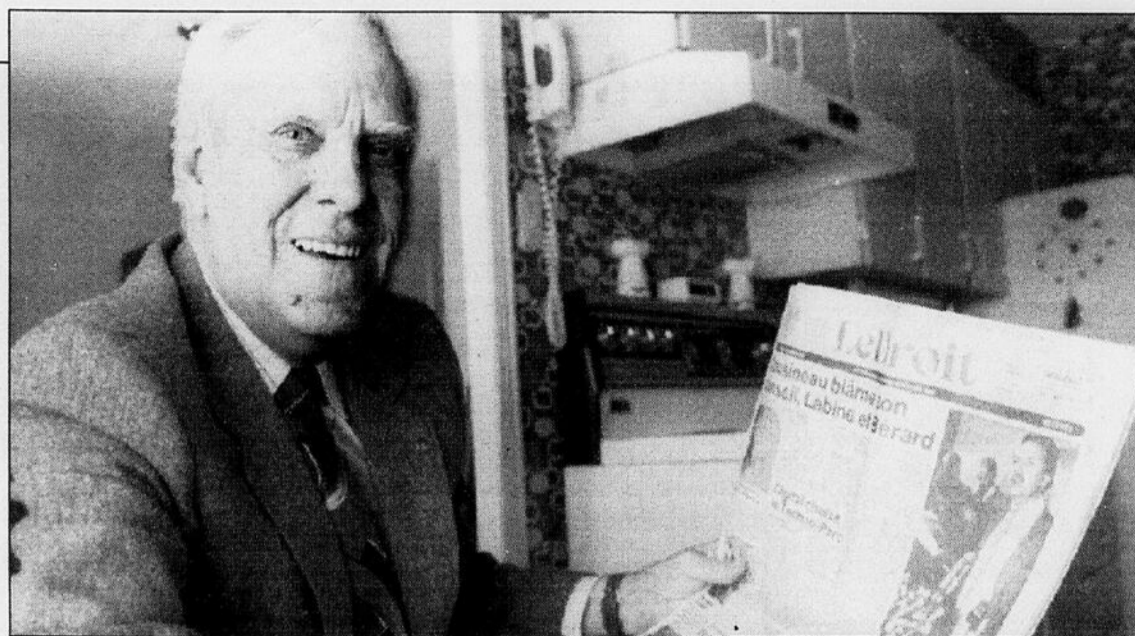
Une équipe à la conquête de la coupe Allen

Marcel Fortin
LeDroit

Avant de quitter le Canada pour l'Europe, Jules Cholette avait écrit une page d'histoire en conduisant l'équipe Froid Mines, de Sudbury, à la conquête de la coupe Allen, emblème de la suprématie du hockey amateur au Canada.

Toujours selon Philippe Cholette, nombreux sont les athlètes canadiens-français de la région qui ont su tirer leur épingle du jeu dans une discipline où souvent il n'était pas facile de percer.

Le regretté Wilfrid Tremblay, malgré sa petite taille, a connu de remarquables succès comme joueur de football avec les Rough Riders d'Ottawa et ceux de la Saskatchewan. «Même s'il travaillait dans un monde de géants, Wilfrid Tremblay s'est rapidement imposé et est devenu l'une des grandes

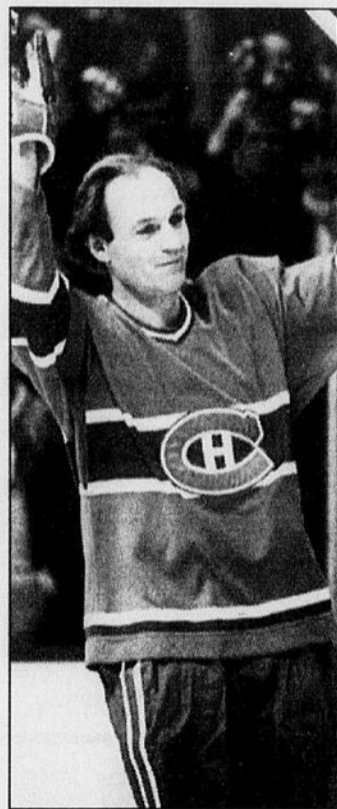


Lecteur assidu du journal LeDroit pendant plus d'une cinquantaine d'années, Philippe Cholette qui a été très actif sur la scène sportive dans la région de l'Outaouais, a toujours suivi avec intérêt les hauts faits et gestes des athlètes de la région qui ont connu de brillantes carrières, tant sur la scène internationale, nationale que locale.

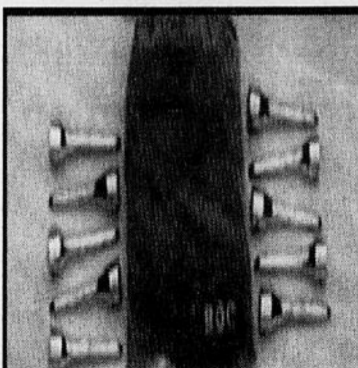
vedettes du football canadien», de dire Philippe Cholette.

Plusieurs autres se sont aussi imposés sur la scène locale tout en connaissant de remarquables carrières.

Ainsi des vedettes comme Robert Guertin, Aldoria «Coco» Jarry, Roméo Gratton, Pierre Desjardins, Gene Décosse, les frères Eugène et Philippe Reinhardt, Hector Benoit, Marcel, Régent, Vincent et Hector Legris, Lucien Laberge, Faldora Tremblay, Armand Grégoire, Lucien Caron, Paul Desabrais, Eugène Sauvageau, Léo «Darky» Fortier, Oscar Corneau, Jean-Paul «Lally» Lalonde et combien d'autres ont contribué à faire de l'Outaouais une région où il faisait bon compétitionner dans une franche camaraderie même si, très souvent, on assistait à des luttes sans lendemain.



Guy Lafleur, l'inoubliable



"T" POUR GOLFEURS

Ensemble de 10 "T" plaqué 24k or livré dans sac en flanelle avec initiales. Prix 8,95 \$ plus 2,05 \$ manu. total 11,00 \$ pas taxe.

G.B. Entreprises enr.

79 Frontenac app. 304, Hull, Québec J8X 4H5

Demandez notre Catalogue gratuit.

Il y a dans notre communauté, des gens qui œuvrent et qui aspirent au développement... LeDroit est un bâtisseur depuis maintenant 80 ans.

LeDroit, une contribution sans

précédent.

Nos meilleures salutations !

Kilbec
AUTOMOBILE INC.







e fête!

tes employés

V.E.S.

PROMOTIONS ET BRODERIES

Peut-être avez-vous déjà vu ces articles avec le logo du Journal LeDroit dessus...



- Balles de golf
- Casquettes
- T-Shirts
- Tasses de café
- Agendas
- Stylos
- Crayons
- Sous-verres...

Ils viennent tous de chez nous !

Pour un service rapide et fiable, demandez pour MARCEL.

141, chemin de la Savane
Gatineau
(819) 243-2252

Aucunes taxes

Jusqu'au 30 avril,
nous payons les taxes pour vous
sur nos puits de lumière.

VELUX®

N.B. : Les commandes doivent être livrées avant le 31 mai.
Ex. : FS 106 Puit de lumière fixe 22" x 60"
ouverture brute

189⁰⁰\$

Seulement taxes incluses !
N.B. : Ne s'applique pas sur les ensembles de solin.

50% de rabais jusqu'au 30 avril

Sur les prix suggérés du manufacturier
pour les portes, fenêtres et porte patio.



N.B. : La commande doit être faite avant le 30 avril
et livrée avant le 31 mai !

De plus, venez nous visiter au
Nouvel entrepôt ouvert au
195 boul. Aéroport à Gatineau
669-7070

Heures d'ouverture :
Lundi au vendredi 7 h 30 à 17 h 00
Samedi 8 h 00 à 13 h 00

QUINCAILLERIE

KELLY-LEDUC LTEE



67, rue Wellington, Hull, Québec J8X 2H4
C.P. 2148, SUCC. "B", Hull Québec J8X 3Z4 778-3030

Une page d'histoire De 1983 à aujourd'hui

En mai 1983, le groupe UniMédia présidé par Jacques Francoeur se porte acquéreur du *Droit*, et annonce immédiatement qu'il s'est engagé «moralelement à conserver l'orientation francophone, l'inspiration chrétienne et le caractère apolitique du *Droit*». Un Oblat, le père Marcel Patry, de l'université Saint-Paul, reste au conseil d'administration.

Le tirage oscille maintenant autour des 45 000 et le nouveau propriétaire lance un appel ultime aux Franco-Ontariens. «Donnez-nous 5 à 10 000 abonnés de plus, et on engage quatre ou cinq journalistes». Il songe même à revenir sur le marché du Nord ontarien, en transportant les copies du journal par avion.

Du même coup, UniMédia annonce la création d'un réseau *Le Soleil-Le Droit - Le Quotidien*, mise en commun des ressources qui vise notamment à rentabiliser des couvertures dispendieuses, comme celle de Queen's Park. Des contraintes d'ordre syndical mettront vite un frein à ce projet.

L'année 1985 marque un point tournant pour les journalistes du *Droit*, qui abandonnent, en septembre, leurs machines à écrire et leurs feuillets pour travailler à l'écran, sur ordinateur.

On envisage déjà la pagination électronique, ce qui n'ira pas sans causer de remous chez les typographes dont l'avenir paraît incertain.

En juin 1987, le groupe

UniMédia lui-même passe aux mains de la multinationale canadienne Hollinger, dirigée par Conrad Black.

En janvier 1987, l'arrivée du nouveau directeur-général, Gilbert Lacasse, signale le début d'une ère de changements majeurs:

- le 15 mai, *Le Droit* publie pour la dernière fois sa «dernière édition», sonnant le glas de la presse d'après-midi au Canada français.

- le 5 octobre, *Le Droit* modifie fondamentalement sa présentation graphique et devient un quotidien du matin, «livré avant 7 h à domicile». *Le Droit* s'appellera par ailleurs *LeDroit*, sans espace entre le «e» et le «D»...

Félicitations

au journal **LeDroit**



GENERAL
BEARING
SERVICE INC.

80

anniversaire

pour leur
ième

490, rue Kent, Ottawa
238-8100

155, boul. Maloney O., Gatineau
643-2128

211, rue William, Hawkesbury
632-9914

Merci, LeDroit, pour vos 80 ans à notre service!

La CS CO-OP est au service des fonctionnaires fédéraux et de leur famille depuis 1908. La caisse de crédit la plus importante et la plus ancienne de l'Ontario, la CS CO-OP compte plus de 125 000 sociétaires et un actif de plus de 800 millions de dollars.

LA COOPÉRATIVE DE CRÉDIT DU SERVICE CIVIL LIMITÉE

CS CO-OP

560-0130

MEMBRE DE
LA SOCIÉTÉ
ONTARIENNE
D'ASSURANCE
DES ACTIONS
ET DÉPÔTS

Une page d'histoire La grande famille du Droit

L'automne 1987 restera celui de la remontée, de l'optimisme, et des projets d'avenir. *LeDroit* s'aventure même à publier une section de sports format tabloïd, excellente d'ailleurs. Le tirage est en hausse. Mais janvier et février amèneront une collision quasi-mortelle entre le quotidien et ses employés membres de l'ITTU (ateliers, presse, expédition et employés de bureau).

Ces derniers débrayent le 19 février et le quotidien cesse de publier pour 11 semaines. Le 11 mai, *LeDroit* reparaitra en format tabloïd, amputé du tiers de son personnel de rédaction par mesure d'économie. En 1989, le quotidien fermera son atelier et ses presses misant sur la technologie de pointe pour rentabiliser l'opération.

Depuis le 29 décembre 1989, *LeDroit* marche en terrain vierge, puisqu'aucun autre quotidien nord-américain n'a jusqu'à maintenant tenté l'aventure d'une fabrication intégrale par voie d'ordinateur. Non seulement les textes des publicités sont-ils créés sur ordinateur, mais les pages entières, incluant photos et couleur, le sont également par des journalistes maniant un « pupitre » électronique à la fine pointe.

Employés et lieux de travail

La « grande famille » du *Droit*. Expression entendue mille et une fois rue George, rue Dalhousie et rue Rideau, de 1913 jusqu'aux années 60. Expression de vérité aussi, car sous la gouverne des Oblats, *LeDroit* vivait dans une atmosphère quasi-familiale.

Encore à Noël 1969, aux employés rassemblés dans la rotonde du quotidien, le directeur-général de l'époque, Aurèle Gratton, était présenté comme le père qui adressait ses vœux du temps des Fêtes à ses enfants du *Droit*. Ainsi sont les liens tissés à travers des dizaines d'années de lutte

pour une cause commune.

Un des premiers employés du *Droit*, Gustave Brault, linotypiste, se rappelait encore, en 1978, les débuts du journal, entre 1913 et 1916: « Nous étions comme une grande famille. Tout le monde s'aimait et s'entraidait. »

Le père Charlebois

La lutte contre le règlement 17 et la personnalité du père Charlebois ont façonné chez les employés, durant les années 10 et 20, une forte loyauté, un attachement presque physique au petit quotidien franco-ontarien. Certains de ces pionniers ont travaillé près de 50 ans au journal, et ont transmis le feu sacré aux générations subséquentes.

80^e

C'est tout un anniversaire ! Bravo !

de

**COMMUNICATION-
QUÉBEC**

Le passe-partout de l'information gouvernementale dans l'Outaouais

772-3232

Aux employé(e)s du journal LeDroit

*Vos voisins
vous
félicitent !*

**Nous apprécions votre
encouragement.**

**Joyeux 80^e anniversaire
et longue vie au quotidien
LeDroit**



Kardish Alimenys
naturels et en vrac

47, rue Clarence
Édifice Time Square
Ottawa 236-6937

Swizzle's Café

Cuisines libanaise et canadienne

- Shawarma
- Shish Taouk
- Kafta Kabab
- Donair
- Fatayer
- Falafel
- Feuilles de vigne
- Hommos
- Kebeh

47 rue Clarence
Édifice Time Square

MISE AU POINT :

Pour Shirley, la photographie c'est sérieux!
(Tout comme pour les photographes du quotidien *LeDroit*)
CUSTOM COLOUR CONNECTION PHOTOLAB INC.
120, rue Parent, Ottawa • 562-1900



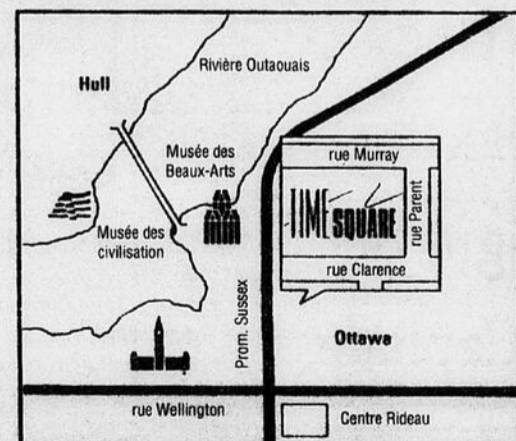
TIME SQUARE

est fière de s'associer au journal

LeDroit

à l'occasion de son

80^{ième} anniversaire



Locaux disponibles pour
commerces aux détails et bureaux.

APPELEZ DÈS AUJOURD'HUI

232-3323

Maqua



EAU DE
SOURCE

Pure et
fraîche

- Livraison gratuite
 - Résidentiel-Commerical
 - 18 litres, 5 litres, 1.5 litres
 - Refroidisseurs d'eau
- Location, vente et service

Gatineau 568-4959
Ottawa 238-6285
Télécopie 568-1943



LeDroit à 80 ans pense plutôt à l'avenir qu'au passé

Puiser dans ses souvenirs, c'est mettre à nu la trame de l'existence qui relie le passé au présent. J'avais quinze ans quand *LeDroit* a vu le jour.



**FULGENCE
CHARPENTIER**

**Collaboration
spéciale**

Quand on garde en mémoire le flot de passion qui balaya alors toute la province, on peut s'imaginer l'effet produit par cet événement sur l'esprit d'un adolescent qui, par sa naissance en terre ontarienne, ses études classiques et l'ambiance, était déjà sensibilisé à tout ce qui pouvait contribuer à la défense et au devenir des nôtres.

À mon arrivée au Collège de Joliette, pour passer mes vacances dans

ma famille, je trouvai Ottawa en pleine ébullition. Sam Genest, le vaillant président de la Commission scolaire de la capitale, parcourait la province en livrant bataille avec éloquence au Règlement 17, cette loi infâme qui voulait priver les nôtres de leur éducation en français.

Il avait réussi non seulement à les mobiliser, mais ses appels avaient trouvé des échos dans toute la presse de langue française du pays. Les institutrices et les enseignants des classes primaires organisaient, par mille subterfuges, la résistance à l'ostracisme provincial. On lisait devant les élèves indignés *La dernière classe de français*, d'Alphonse Daudet. Dans les collèges, nous apprenions par cœur et par enthousiasme la fameuse apostrophe d'Henri Bourassa, le leader nationaliste, en réponse au cardinal Bourne, lors du premier Congrès de la langue française à Montréal. Soulevés par la crise deve-

nue nationale, nous nous répétions les paroles prophétiques prononcées par Mgr P. E. Roy, qui adjurait nos compatriotes de prendre en main leur destinée. Ce qui me frappa également, à l'époque, ce fut le sentiment de solidarité qui s'était emparé de la population, que ce fût parmi les professionnels, les fonctionnaires, les marchands, les plus humbles citoyens ou mères de famille et même les politiciens. Le sénateur (libéral) N.A. Belcourt présidait le comité d'organisation, avec à ses côtés, le sénateur (conservateur) Pascal Poirier, un Acadien. Ce fut la réalisation d'un véritable effort communautaire et patriotique que la création du *Droit*, constitué porte-parole et défenseur de la cause franco-ontarienne. L'appui venu du côté de Hull ne fut ni moins sincère, ni moins ardent.

Si j'insiste quelque peu sur mes premières impressions de jeune étudiant sur la fondation du *Droit*, c'est

non seulement à cause du rôle indispensable qu'il devait avoir sur les nôtres et leur destin, mais aussi à cause de l'influence que cette rencontre devait avoir sur ma propre carrière qui était, d'ores et déjà, de devenir journaliste. Un membre de ma famille se chargea de me faire connaître le premier directeur du journal naissant, le R. P. Lortie, un Oblat de l'Université d'Ottawa, qui a puissamment contribué à mettre la machine en marche.

Il me trouva, sans doute, trop jeune pour m'offrir un poste de reporter, mais me proposa de faire du porte-à-porte dans la Basse-Ville pour recruter des abonnés, ce qui me permit d'entrer en contact avec des gens fort sympathiques qui devaient devenir un jour, à mon insu, mes lecteurs et mes électeurs!

Un autre Oblat lui succéda, le père Charles Charlebois. Avec des fervents collaborateurs, il mit sur pied une

oeuvre qui dut son succès à la nature généreuse et au dévouement complètement désintéressé de plusieurs Canadiens français. Avec le départ du père Charles en 1934, la période héroïque du *Droit* prit fin. Le quotidien pouvait, désormais, voler de ses propres ailes. Après la rue York, *LeDroit* était alors logé dans des locaux plus vastes au 98, rue George, qui devinrent bientôt trop exigus pour une entreprise en pleine expansion, malgré quelques erreurs ou accidents de parcours.

LeDroit recrutait ses collaborateurs parmi de nombreux Canadiens français, Français ou Franco-Américains, qui ont eu, par la suite, des carrières impressionnantes. Des jeunes stagiaires, frais émoulus de l'université ou des collèges classiques, y venaient faire leurs premières armes. Puisque le journalisme mène à tout, dit le proverbe, beaucoup devenaient chefs de cabinet de ministres, agents d'information, traducteurs, et diplomates. Jules Léger commença sa carrière comme journaliste au *Droit* et la termina comme gouverneur général du Canada. Au cours des ans, les progrès technologiques se sont multipliés dans le domaine de la transmission de l'information. *LeDroit* est devenu pionnier de ces améliorations techniques. Les droits du français font maintenant partie de nos lois. Tout danger n'est, cependant, pas disparu. La baisse de la natalité et l'arrivée chez nous de millions d'immigrants comportent certains dangers pour notre devenir. *LeDroit*, fidèle à sa devise, *L'avenir est à ceux qui luttent*, s'oriente vers l'avenir plutôt que le passé.

LeDroit est fier de son titre de seul quotidien de langue française du pays à l'ouest de Montréal.

**Collège
Saint-Alexandre**

En ce 80^e anniversaire du Journal *LeDroit*

Félicitations et hommages à ceux et à celles qui ont contribué au succès de ce quotidien canadien-français.

NT Systèmes de terminaux de télécommunication

Fournisseur national canadien de commutateurs privés et de systèmes de messagerie vocale et de câblage Northern Telecom.

(613) 230-1660

HYS

Une sélection digne de la Capitale

- Biftecks cuits sur charbon de bois
- Fruits de mer préparés par des chefs
- Succulent agneau sur brochette
- Délicieux desserts

à quelques pas du CNA

Stationnement gratuit au sous-sol de l'immeuble après 17h30

170, rue Queen
(Immeuble de la Metropolitan Life)

RÉSERVATIONS SOUHAITABLES 234-4545

La fête du Canada

Célébrons le Canada dans la Capitale

CULTURES CANADA

Bal de Neige Winterlude

FAI LE CANAL À CŒUR CONTRIBUTUEZ S.V.P.!

LA OÙ L'HIVER S'ÉVEILLE!

RÉGION DE LA CAPITALE DU CANADA

La Commission de la Capitale nationale, dont les multiples programmes, événements et activités font connaître le Canada aux Canadiens, est fière d'avoir **LeDroit** comme partenaire depuis tant d'années et lui lève son chapeau en ce 80^e anniversaire!

Mille fois merci!

Commission de la Capitale nationale National Capital Commission

Canada



*F*élicitations à l'équipe du Droit
à l'occasion de son

80^e anniversaire !

Gérard Marcil, directeur général
Pierre Manseau directeur adjoint
et les employé(e)s de



Division de Groupe Unimédia Inc.
130 Adrien-Robert, Parc Industriel Richelieu
Hull (Québec)
J8Y 3S2 (819) 777-6045



Photo Jean-Claude Lalonde


**SPÉCIALISTE DANS
L'ENCARTAGE ET
L'IMPRESSION DE :**

- Journaux
- Circulaires
- Publications tabloïdes

Du nouveau dès juin

- Reproduction à partir du langage "Postscript" sur papier ou film sorti sur lino 300.

Une page d'histoire Donner sa vie au *Droit*



NOVALIS
C.P. 990
Outremont (Québec)
H2V 4C7

*La maison d'édition
NOVALIS
est heureuse
de souligner
le 80^e anniversaire
du journal **Le Droit***


De la race des hommes qui ont donné leur vie au *Droit*, citons Jos Goulet, entré au tout début et devenu plus tard gérant de l'entreprise: «J'ai donné au *Droit* le meilleur de ma vie. Dans ce temps-là, on travaillait jusqu'à la nuit; tout juste pour ne pas y coucher. «J'aimais *LeDroit* comme un père aime son enfant», déclarait-il au père Laurent Tremblay en 1963.

Le père Charlebois ne gagnait que 12,50 \$ par semaine. La moitié des employés recevaient moins de 10 \$ par semaine. Au début des années 20, les revenus publicitaires croissants s'ajoutant aux quêtes et dons, la situation s'améliore et quand Fulgence Charpentier devint courriériste parlementaire, en 1922, le salaire d'un journaliste pouvait atteindre 35 \$ hebdomadairement.

Ceux qui ont laissé des témoignages sur cette époque se perdent en superlatifs sur le père Charles. Victor Barrette écrivait, en 1945, un article à la mémoire «de cet homme extraordinaire dont le labeur se poursuivait jour et nuit». D'autres le croyaient saint et l'ont prié après sa mort.

L'ambiance était telle que la frontière entre famille et travail s'embrouillait. Déjà, dans les années 20, des pique-niques s'organisaient pour les enfants des employés. Rassemblements à Noël, aux grandes fêtes, rapprochaient les familles du personnel.

Ces traditions se sont poursuivies jusqu'aux années 80. Grands sportifs, les employés du *Droit* ont organisé des dizaines de ligues de hockey, de ballon-balai, de baseball, de curling, des tournois de golf, et bien d'autres activités.




Résidence Saint-Louis

“La Résidence Saint-Louis profite de cette occasion pour offrir ses félicitations au journal *LeDroit*. Son implication et son influence lui assure une très longue vie.”

Bon 80^e anniversaire !

879, chemin Parc Hiawatha
Orléans (Ontario) K1C 2Z6 **824-1720**



TRANS-ACTION G.B. & ASS.
COURTIER

425, boul. St-Joseph,
Village Place Cartier,
Hull - 776-5564

CENTRE
ADMINISTRATIF
768, boul. St-Joseph,
Hull - 776-5566


SUCCESSALE GATINEAU
370 boul. Gréber,
Gatineau - 243-5566

«Fiez-vous à nous... nous sommes fiables»

**LeDroit est un rouage important
de notre développement
publicitaire.**

**Merci pour toutes
ces années de service
et bonne chance.**

L'avenir est à ceux qui lisent!
LeDroit



**DU PORTAGE
MERCURY**

**949, boul. St-Joseph, Hull
778-2751**

**Un beau grand journal
pour une belle grande
région.**

Merci et Bonne Fête.

L'avenir est à ceux qui lisent!
LeDroit

CHEZ CARREFOUR
NORMANDIE

les prix sont

IMBATTABLES!

NORDIC LADA



**NORMANDIE
JEEP-EAGLE INC.**



"Venez voir la nouvelle génération LADA"

Votre concessionnaire #1 Jeep Eagle dans l'Outaouais

Merci et Félicitations au quotidien LeDroit pour ses 80 ans de représentation au sein de la population francophone de la région.

LeDroit d'aujourd'hui, c'est un journal jeune, dynamique, rempli d'informations locales et c'est aussi un outil de développement régional essentiel à notre richesse collective.

1992
Samara

3 portières, 1.3l (1300)
En spécial:

5 295\$*



1 AN
D'ENTRETIEN
GRATUIT

Summit DL, 1993

2 portes, 5 vitesses.
Inventaire # 9347

191,57\$*

par mois



(* Basé sur 60 versements mensuel de 191,57 \$ avec kilométrage limité de 120 000 km, prêt personnel achat/rachat Banque Royale, montant financé 10 365,19 \$, taxes et frais adm. inclus, résiduel de 2 000 \$, taux à 9,5%, frais intérêt 3 129,01 \$ obligation totale 11 497,20 \$).

1992
Samara

3 portières, 1.5l (1500)
En spécial:

6 095\$*



1 AN
D'ENTRETIEN
GRATUIT

Summit familiale, DL, 1993

5 vitesses, servodirection, servofreins, dégivreur arrière.
9309

262,86\$*

par mois



(* Basé sur 60 versements mensuels de 262,86 \$ avec kilométrage limité de 120 000 km, prêt personnel achat/rachat Banque Royale, montant financé 14 662,63 \$, taxes et frais adm. inclus, résiduel de 3 450 \$, taux à 9,5%, frais intérêt 4 558,97 \$, obligation totale 15 771,60 \$).

1992
Samara

5 portes, 1.5 L (1500)
En spécial:

6 395\$*



1 AN
D'ENTRETIEN
GRATUIT

Eagle 2000 GTX, 1993

4 portes, 5 vitesses, 4 cylindres, servofreins, dégivreur arrière.
9304

276,77\$*

par mois



(* Basé sur 60 versements mensuels de 276,77 \$ avec kilométrage limité de 120 000 km, prêt personnel achat/rachat Banque Royale, montant financé 15 042,59 \$, taxes et frais adm. inclus, résiduel de 3 575 \$, taux à 9,5%, frais intérêt 4 778,61 \$, obligation totale 16 606,20 \$).

1992
*Niva
Cossack*

4x4, "Choix limité"
En spécial:

8 845\$*



1 AN
D'ENTRETIEN
GRATUIT

Jeep Cherokee, 1992

4x4, 2 portes, 5 vitesses, 2.5 litres, # 9077.

346,61\$*

par mois



(* Basé sur 48 versements mensuels de 346,61 \$ avec kilométrage limité de 96 000 km, prêt personnel achat/rachat Banque Royale, montant financé de 18 261,78 \$, taxes et frais adm. inclus, résiduel de 6 525 \$, taux 9,5% frais d'intérêt 4 900,50 \$, obligation totale 16 637,28 \$).

1 AN
D'ENTRETIEN
GRATUIT

1992
Niva

4x4
En spécial:

7 645\$*



Jeep Grand Cherokee 1993

4x4, 6 cyl., auto., am/fm cassette, etc. (# 9324)

454,15\$*

par mois



(* Basé sur 60 versements mensuels de 454,15 \$ avec kilométrage limité de 120 000 km, prêt/personnel achat/rachat Banque Royal, montant financé 26 899,92 \$, taxes et frais adm. inclus, résiduel 8 475 \$, taux à 9,5%, frais intérêt 8 824,08, obligation totale 27 249 \$).

Garantie complète "Pare-choc à pare choc" 3 ans ou 72 000 kilo.

Votre concessionnaire #1 Jeep Eagle dans l'Outaouais

1241, boul. St-Joseph, Hull

1261 boul. St-Joseph, Hull

770-5232 (*Plus transport, préparation, options (s'il y a lieu), taxes et immatriculation).

777-2611

(* Transport et préparation en sus (899 \$) en acompte ou équivalent en échange). Remise du fabricant inclus

Une page d'histoire Certains y ont fait leurs premières armes pour laisser leur marque ailleurs

À partir des années 40, les employés publient un journal interne, *L'équipe*, et se donnent, en 1950, un club «Quart de siècle»

pour ceux qui ont 25 ans de service ou plus. Même après la retraite, les «anciens» garderont contact avec le journal avec le club

«Quart de siècle».

Une carrière

Dans un milieu de travail si

chaleureux, l'on comprendra que la plupart des travailleurs et travailleuses aient choisi de faire carrière au *Droit*. Certains, ce-

pendant, ont fait leurs premières armes au quotidien pour ensuite laisser leur marque ailleurs.

Mentionnons notamment Jules Léger, devenu par la suite gouverneur-général du Canada, Edmond Cloutier, devenu Imprimeur de la Reine, ou encore Fulgence Charpentier, devenu haut fonctionnaire puis ambassadeur du Canada au Cameroun et au Tchad. Plusieurs anciens journalistes du *Droit* ont accédé à des postes de direction dans les grands quotidiens montréalais et québécois, ou ont choisi de devenir chefs de cabinets de ministres et de premiers ministres: Marcel Pélipin, Marcel Desjardins, Michel Gratton pour n'en nommer que quelques-uns.

À l'image de la société

Les employés du *Droit* ont toujours reflété fidèlement la société canadienne-française, pour le meilleur... et pour le... Aussi ne fallait-il pas se surprendre, à l'époque où les mariages se dissolvent, où fédéralistes et souverainistes s'affrontent, que la «grande famille» du *Droit* en subisse les contrecoups.

Durant les années 70, le quotidien vit ses premières chicanes de «famille». Les journalistes, perçus comme «péquistes», quelquefois à tort, tantôt à raison, deviennent pour leurs collègues une pomme de discorde.

PSW inc.

ACHAT • VENTE • LOCATION

Systemes IBM: AS/400, S/36, 38 dispositifs

Périphériques IBM: Écrans, imprimantes, disques, contrôleurs

Tél.: (514) 956-8000 • Ville Saint-Laurent (Québec)



TRECK-HALL LTÉE

est fier de s'associer au 80e anniversaire du quotidien LeDroit.

Fournitures pour photographes

Treck-Hall Ltée
40 chemin Viceroy
Concord (Ontario)
1-800-387-5776
(416) 738-4255

La Quenelle Lyonnaise

Robert Tuillon
Propriétaire

La Quenelle Lyonnaise est fière de s'associer à un tel événement étant le traiteur officiel du Journal LeDroit.

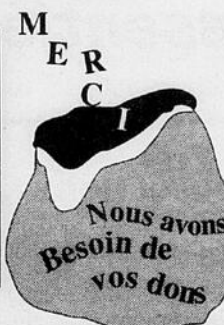
"Heureux 80^e anniversaire!"

35, rue Dumas
Hull (Qué.)

770-5731

Le comptoir St-Vincent de Paul de Hull inc.

Nous profitons de cette occasion pour remercier nos fidèles donateurs. Depuis 28 ans



102 Eddy, Hull 776-1068

WILLIAMS

CHEV - OLDS CADILLAC Ltée.

GEO

950, boul. St-Joseph, Hull
777-2731

Depuis 1913, LeDroit est un exemple de dynamisme pour toutes les entreprises de la région. La direction de Williams s'associe à tous ses employé(e)s pour lui souhaiter un heureux 80e anniversaire.

L'avenir est à ceux qui lisent!
LeDroit

Vite placée, vite enlevée



Royal LePage vend des maisons bien plus vite que ses concurrents. Plus vite nous plaçons notre enseigne, plus vite nous vendons votre maison. Seuls les agents immobiliers de Royal LePage utilisent le système InstaMaison™ pour jumeler les besoins des acheteurs avec les propriétés aux caractéristiques correspondantes.

Alors, qui choisirez-vous?

ROYAL LEPAGE

Services immobiliers Royal LePAGE Itée, courtier

AYLMER 684-2260 HULL 770-9221 GATINEAU 561-0223

La grande famille de Villa Toyota Inc.

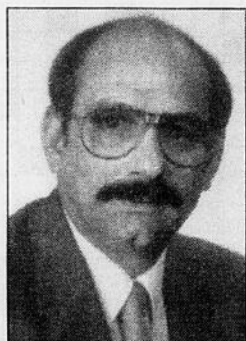
souhaite au quotidien
LeDroit un heureux
anniversaire.



Carmen Lajoie
Directrice générale



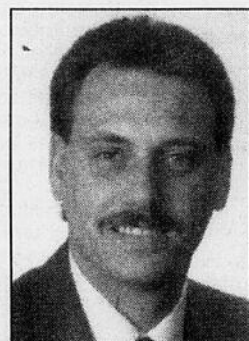
Paul Shimon
Directeur des ventes



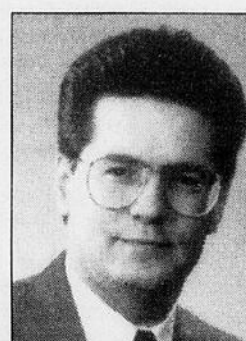
Raymond Cartier
Représentant
du ventes



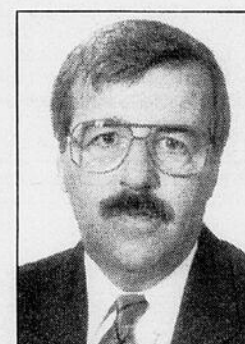
Pierre Bernard
Représentant
des ventes



Marc Fauvelle
Représentant
des ventes



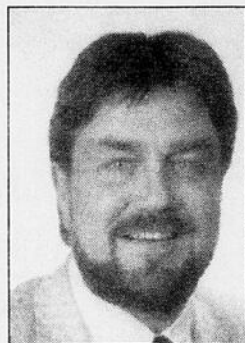
Gérald Cloutier
Directeur
commercial



Alain Bédard
Directeur de location
long terme et flotte



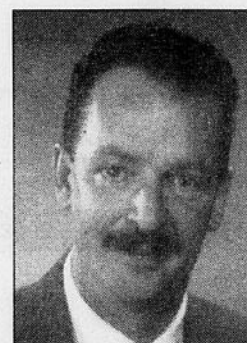
Jean-Paul St-Louis
Directeur-adjoint
des ventes



Jacques Mongrain
Représentant
des ventes



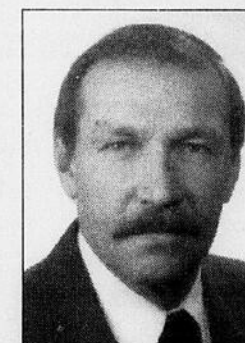
Luc Laroche
Représentant
des ventes



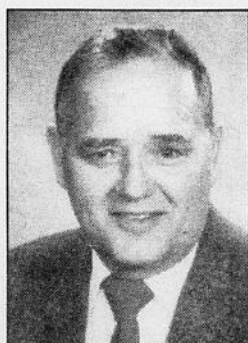
Réjean L'Écuyer
Représentant
des ventes



Robert Lebel
Représentant
des ventes



Henry Pharand
Directeur de service



Placide Carpentier
Directeur véhicule
d'occasion

• **Service de vente:**

Véhicules neufs
Véhicules usagés avec
garantie un an ou plus
Véhicules de flotte
commerciale

• **Service de location:**

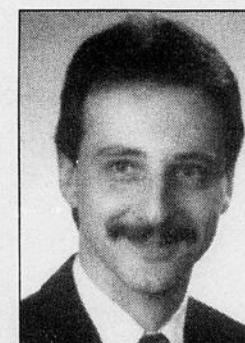
Solution long-terme Toyota
Plan Royal
Plan G.E.

• **Service d'entretien et
réparation de qualité.**

• Service de carrosserie
• Service de navette -
À votre domicile ou emploi
chaque matin à 8h30 am.

• **Service de financement:**

- 1- Tout arrangement de financement est fait sur les lieux pour vous.
Choix de (5) cinq institutions financières ou financement Toyota.
- 2- Assurance vie
- 3- Assurance invalidité
- 4- Assurance de franchise et valeur à neuf en cas de collision



Jean Parisien
Directeur des pièces

 **TOYOTA**
La promesse du mieux-faire.

965, boul. St-Joseph, Hull - 776-0077

La famille Demers cumule 80 ans de service

Edgard Demers

Le hasard a voulu que mon père Lorenzo et ma mère Lucienne soient embauchés au journal *Le Droit* (alors écrit avec un espace) la même journée, soit un 13 janvier du début des années 40, en pleine Deuxième Guerre mondiale.

À cause de la date, le paternel avait hésité à se présenter chez le gérant d'alors, Roméo Quéry, le père de Jean-Paul, mon grand ami du primaire à l'école Brébeuf de la paroisse Sainte-Anne. Ma mère l'incita à passer outre ses superstitions. Il est certain que mon amitié pour le fils du grand patron n'a pas nuit à l'embauche de mes parents. Mais comme mon père est demeuré à l'emploi du *Droit* durant près d'un quart de siècle — jusqu'à ce qu'une thrombose mette fin à ses activités — et ma mère plus de quinze ans, il faut croire que M. Quéry avait deviné juste quant à leurs aptitudes.

Ma mère fut affectée à l'expédition où ma tante Rollande (Lacroix) travaillait déjà. Quant à mon père, il fut préposé à la comptabilité, secteurs des comptes en souffrance.

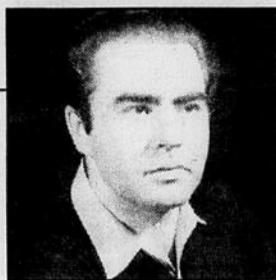
À cette époque, il m'arrivait souvent de visiter ma mère au sous-sol de l'édifice du *Droit*, angle des rues Dalhousie et George. Il

était intéressant, même fascinant pour l'enfant que j'étais, de voir les pressiers et l'équipe de l'expédition à l'oeuvre.

Au cours des années 40, les visages de Lucien Blouin, le patron à l'expédition, de son bras droit Ida Gariépy, de Roma Gascon et Cécile Roy, pour ne nommer que ces gens, me devinrent très familiers, tout comme les noms, pour une raison ou une autre, des Paul Valiquette, Dorius Barsalou, Paul Glaude, Eugène Beaudry, les frères Dalpé, H. Emond Lemieux et le légendaire oncle Jean, Victor Barrette à l'état civil.

Ce dernier représentait un attrait particulier, car il professait le merveilleux métier de journaliste. En plus, il rendait service à la jeunesse par ses écrits comme ses oeuvres, dont celle du Camp Saint-Louis, des abbés Arsène et Joseph Hébert.

Il va sans dire que dès le premier été de ma mère au *Droit*, je devins campeurs drant une couple de semaines, et ceci pour quelques années. En grandissant, quoique en Ontario, en partie à cause du journal, mon quotidien se déroulait entièrement en français. Au début des années 50, ce fut au tour d'un troisième Demers de faire son entrée au *Droit*. Parce qu'il s'agissait de ma propre initiative — mes parents n'en savaient absolument



Edgard Demers, il y a... quelques années.

rien — et de mes faits et gestes au football, je signalais mes textes d'un pseudonyme — Victor Vicq. Adolescent, je m'étais présenté à la salle des nouvelles du quotidien. Bruno Comeau, un homme aussi rond que jovial, m'y avait reçu. Je désirais écrire. Ayant l'air plus vieux que mon âge, il me fit confiance.

Un film avec Suzanne Cloutier

Ma première tentative en journalisme fut la critique d'un film français vu au cinéma de Paris de Hull avec nulle autre que la très belle Suzanne Cloutier, d'Ottawa, parmi les vedettes. Bruno Comeau décida de publier mon appréciation. Quoique, à l'époque, pourvu d'une abondante chevelure, ce n'est pas le front qui me manquait, non monsieur. En effet, peu importe le sujet proposé, je me lançais dans l'aventure sous le nom de Victor Vicq ou le mien, encouragé par un journaliste chevronné comme Charlie Daoust, qui donnait aussi de bons conseils à un jeune

Marcel Fortin, et l'appui du directeur de la salle des nouvelles Gérard Bernier, appelé à devenir en quelque sorte mon parrain dans le métier.

Le déménagement de 1954

En parlant d'aventure, le déménagement du *Droit* au 375, rue Rideau, en 1954, fut un événement mêlé autant de regrets nostalgiques que de grandes joies à la perspective de travailler dans un nouvel édifice.

De par l'architecture de l'édifice, même le directeur général Aurèle Gratton, en fonction depuis 1946, devenait plus accessible... en passant par Raymond Accolas, une efficace et humaine secrétaire exécutive pendant près de trente ans. Elle a aussi servi sous le mandat du pdg Jean-Robert Bélanger.

Mon monde ne se trouvait pas dans les bureaux de la haute direction, mais dans la salle des nouvelles. Tout en poursuivant mes études à l'Université d'Ottawa, je parvenais à signer nombre de textes de mon nom ou encore de celui de Victor Vicq. Ceci m'assurait des revenus intéressants pour un étudiant.

Puis, un jour, le nouveau patron de la boîte, Charles Bruyère, le meilleur imitateur du maire Charlotte Whitton à ce jour, me convoqua dans son bureau. C'en

était fini, pensais-je, et de mes pîges et de mon emploi d'été.

Mais non ! D'un seul coup Charles Bruyère faisait passer mes nombreuses chroniques de 3 \$ chacune à 5 \$. Vous en connaissez des journalistes qui obtiennent une augmentation de 40 pour cent tout de go ! C'était les années 50... Et ma meilleure décennie était encore à venir.

Cette longue association avec *LeDroit* perdure jusqu'à aujourd'hui, n'en déplaise à ceux et celles qui me croient mort depuis la fin de janvier 1989, alors que paraissait la dernière de milliers de chroniques sous forme d'un au revoir ou d'un adieu. Non, je n'ai pas quitté le journal, seulement réorienté ma carrière pour devenir pupitreux. Eh oui, Virginie, on peut enseigner de nouveaux trucs à un vieux chien.

Les 80 ans du *Droit*, le 27 mars, qui est aussi la Journée mondiale du théâtre, me semblaient une occasion propice à certains nostalgiques souvenirs et à un bilan. En effet, si l'on compte les années de service de mon père Lorenzo, de ma mère Lucienne et de leur rejeton, le total égale... 80 ans.

Bonne fête, *LeDroit*, en attendant un centenaire prospère!

Félicitations

au journal **LeDroit**
à l'occasion de son
80^{ième} Anniversaire



M. Roland Lavoie

Maintenant à la tête d'un empire, c'est à force de travail et de persévérance que ce hullois a atteint son but.

Roland Lavoie gravit les échelons. À 25 ans, il acquit ses premières actions de l'entreprise et, après 34 ans de service soit en 1976, il fit parti de la "famille" Pilon en devenant actionnaire principal. À partir de



cette date, il devint le président-directeur-général. Il trôna à ce titre jusqu'au 17 juillet 1990 où il devint alors l'unique actionnaire de l'entreprise. Miracle, confie-t-il. Il faut travailler et se fier sur sa bonne étoile.

Roland Lavoie ne cache pas avoir été chanceux dans son cheminement vers la réussite. C'est un concours de circonstance qui m'a permis d'entrer au service des frères Pilon mais c'est également le travail que j'y ai mis qui m'a permis d'y rester".

Cette philosophie, Roland Lavoie l'a transmise à ses proches. Tant ses fils que ses collaborateurs. Pour ce qui

est de ses fils, c'est dans la cour à bois qu'ils ont fait leur apprentissage. Il n'était pas question qu'ils sautent des étapes. "Pour diriger, il faut connaître à fond son entreprise, de confier monsieur Lavoie. Et pour diriger une centaine d'hommes, il faut connaître leur métier".

M. Roland Lavoie
P.D.G.



- Fondée en 1958
- 16 centres de distribution
- Plus de 145 magasins dans 5 provinces



PILON LTÉE

Roland Lavoie, P.D.G.

Yvon, Gilles, Sylvain Lavoie

LA PLUS GROSSE COUR À BOIS DE LA RÉGION

95 ANNÉES AU SERVICE
DES GENS DE L'OUTAOUAIS
5, boul. Montclair
771-5841

Une page d'histoire Un journal catholique, franco-ontarien et québécois

La campagne électorale québécoise de 1973 déclenche un véritable orage au *Droit*: un éditorial trop souverainiste au goût de plusieurs, et voilà que 250 em-

ployés de bureaux et d'ateliers quittent leur travail et manifestent devant l'édifice de la rue Rideau.
Le personnel plus mobile et

plus jeune de la salle de rédaction boude les activités plus «sociales» de l'entreprise, ce qui accentue les ressentiments dans les autres départements.

Malgré de solides amitiés qui durent toujours, le «schisme» s'est maintenu, au point où même sur le plan syndical, il devint difficile de forger une communauté d'intérêts entre la rédaction (CSN) et les autres employés (passés en majorité à l'ITU).

Au crépuscule du 20^e siècle, les moins de 40 ans peuvent difficilement accepter, voire com-

prendre, la vocation catholique d'un quotidien. Rien n'était plus naturel en 1913 alors que foi et langue allaient de pair.

Dans une province où le pouvoir politique et économique des francophones était quasi-nul, la vie entière des Canadiens français — de la naissance à la mort — gravitait autour de l'église paroissiale.

Devenir propriétaire

pour aussi peu que

Garantie à vie contre la corrosion.
3 ans service routier, 24 hrs.
3 ans sur 72 000 Km
pare-chocs à pare-chocs.



740\$
par jour
pendant
seulement 36 mois

**HOMMAGE AU JOURNAL LeDroit!
EN ROUTE POUR UN AUTRE 80 ANS!**

Fringante et d'allure sportive, cette voiture à hayon et à traction avant est idéale pour les gens qui bougent! Elle est équipée d'un moteur 1.3 litre (standard) ou 1.5 litre (option), à arbre à cames en tête et à injection électronique. La suspension avant sur la grand-route. La Samara est offerte en modèles 3 et 5 portes. Elle loge confortablement 5 adultes, et l'espace de chargement triple lorsque la banquette arrière est rabattue.

McPherson et la direction à crémaillère assurent un maniement sûr et un contrôle précis. Elle ne consomme que 5.8 litres/100 km ou 49 milles/gallon.

*Acompte équivalent aux taxes requises.
Sur approbation du service de crédit aux taux bancaires actuels.

Hél les enfants! Le lapin de Pâques sera parmi nous le samedi 10 avril et distribuera oeufs et ballons.

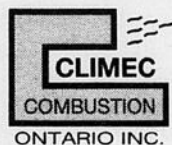
Frank's Auto Centre
439, rue Preston
234-5925

CONSULTANTS EN ENTRETIEN D'IMMEUBLES

- **ENTRETIEN**
- ÉDIFICES
- ÉCOLES
- BUREAUX
- MAGASINS
- HÔPITAUX
- **NETTOYAGE**
- TAPIS
- SOFAS
- MURS
- PLANCHERS
- NETTOYAGE APRÈS INCENDIE

778-9640

Félicitations au Droit.



Spécialiste en chauffage
Commercial-Industriel

Bernard Benoit

1773 ch. Woodward
Ottawa, Ontario
K2C 0P9

Tél. : (613) 723-0111

FÉLICITATIONS
au journal **LeDroit**
pour ses 80 années au service
de la francophonie ontarienne



SECTION CATHOLIQUE
CONSEIL SCOLAIRE DE LANGUE FRANÇAISE
D'OTTAWA-CARLETON

Avec plus de 14 000 élèves et 45 établissements scolaires, la Section catholique est le plus important réseau d'écoles de langue française en Ontario



TÉLÉPHONE (613) 747-1210

Dolco Printing

Louise A. Rivington

2340 boul. St-Laurent, box 8620, Ottawa, Ontario K1G 3M5
Téléphone (613) 738-9181 Télécopieur (613) 738-4655



Le conseil municipal de la ville de Masson-Angers offre ses plus sincères félicitations à toute l'équipe du journal *LeDroit* pour les 80 années de présence dans le milieu.

Robert Rochon
maire.

Sabourin et Normandin: des pionniers dans le journalisme sportif



Selon l'ex-photographe du Droit, Pierre Normandin, le gala sportif Julien-Daoust LeDroit fut le fleuron sportif de ce quotidien. De gauche à droite, lors du gala 1977: Henri Laperrière, Mme Bédard qui remplaçait Sylvie Fortier, Jean Belleau, Mme Jean-Robert Gauthier, le père Marcel de la Sablonnière (conférencier et président d'honneur), Jean-Bernard Rainville (maître de cérémonie), Lynda Bédard, Jean-Robert Bélanger, Mme Jean Belleau, Jacques Beauchamp, Fernand Cléroux et le patineur de vitesse Gaétan Boucher. Ces agapes se déroulaient dans la grande salle de bal du Château Laurier.

Pendant la Deuxième Guerre mondiale, la force journalistique du *Droit* fut sérieusement amputée: la plupart des journalistes servaient sous le drapeau canadien, outre-mer.

Le service des sports du quotidien dut se tourner vers des plus jeunes. Roland «Sab» Sabourin, un Hullois d'origine, chroniqueur sportif au *Soleil* de



JEAN-BERNARD RAINVILLE

Collaboration spéciale

Québec depuis près d'un demi-siècle, fut l'une de ces recrues. Il en garde des souvenirs très agréables.

«Ah! Jean-Bernard, tu me ramènes très loin en arrière. J'allais encore à la «p'tite école» et je signais une chronique dans les pages sportives sur les activités athlétiques estudiantines. J'allais chercher mes «scoops» à vélo. J'avais 13 ou 14 ans environ. C'est le regretté Henri Laperrière qui m'avait offert cette «jobine» pour la somme de 10 \$ par semaine. C'était tout un salaire

pour l'étudiant que j'étais! J'ai été chroniqueur sportif au *Droit* pendant trois ans. J'ai très bien connu le regretté Charlie Daoust. *LeDroit* avait de quoi pour faire d'excellents articles dans la colonne des sports, il y avait de bons athlètes et d'excellents clubs de hockey et de baseball dans les années 40. Je suis fier de dire que, dans ma paroisse natale, «le vieux Saint-Rédempteur», on ne se «traînait pas les pieds» quand il fallait former des équipes. Dans ce temps-là, *LeDroit* était le reflet de nos activités. Les vieux sportifs me rappellent toujours le Hull-Volant et le calibre extraor-

inaire des équipes de hockey de ce temps-là. L'Outaouais a produit des «géants». On n'a qu'à penser aux Bob Guertin et à quelques autres. Au baseball, je me souviens des Montagnards de Wrightville avec les deux fils de Pit Desjardins, Jean-Louis Garneau, Marcel et Bob Fortin. Que dire des Méo Gratton.

Le fleuron du *Droit* fut le grand Gala sportif Julien-Daoust. Pierre Normandin, longtemps photographe au journal, fut l'un de ses premiers artisans.

«Le premier trophée Julien fut décerné en 1950. Ce gala a été le joujou d'Enée Bordeleau et Charlie Daoust. Moi j'ai fait par-

tie du comité organisateur en 1953 en compagnie de Michel Gratton, Jean Cadieux, Henri Laperrière, etc. Enée et Charlie ont présenté les premiers trophées dans les studios de CKCH, dans le cadre du Forum sportif Bra-

Le fleuron du Droit

Un fleuron pour *LeDroit*? Sincèrement, je crois que oui. Nous honorions les athlètes canadiens-français au Canada. Notre rival, le *ACT Dinner* d'Ottawa, ne couronnait que les athlètes locaux.

Il faut dire que le Gala *LeDroit* coûtait très cher au journal. La vente des billets ne couvrait pas les dépenses encourues. C'était cependant tout un spectacle, surtout à la salle de bal du Château Laurier, où nous avons présenté ce gala pendant plus d'une dizaine d'années.



"Si vous pensez auto... Pensez Baillot"
Baillot
 et fils
 1916-1991
 960, boul. St-Joseph
 Hull 777-5261



Nous avons grandi ensemble

La maison J. Baillot et fils Itée célèbre cette année son 77^e anniversaire de fondation.

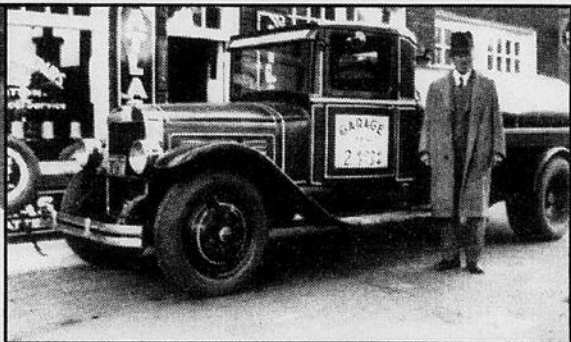
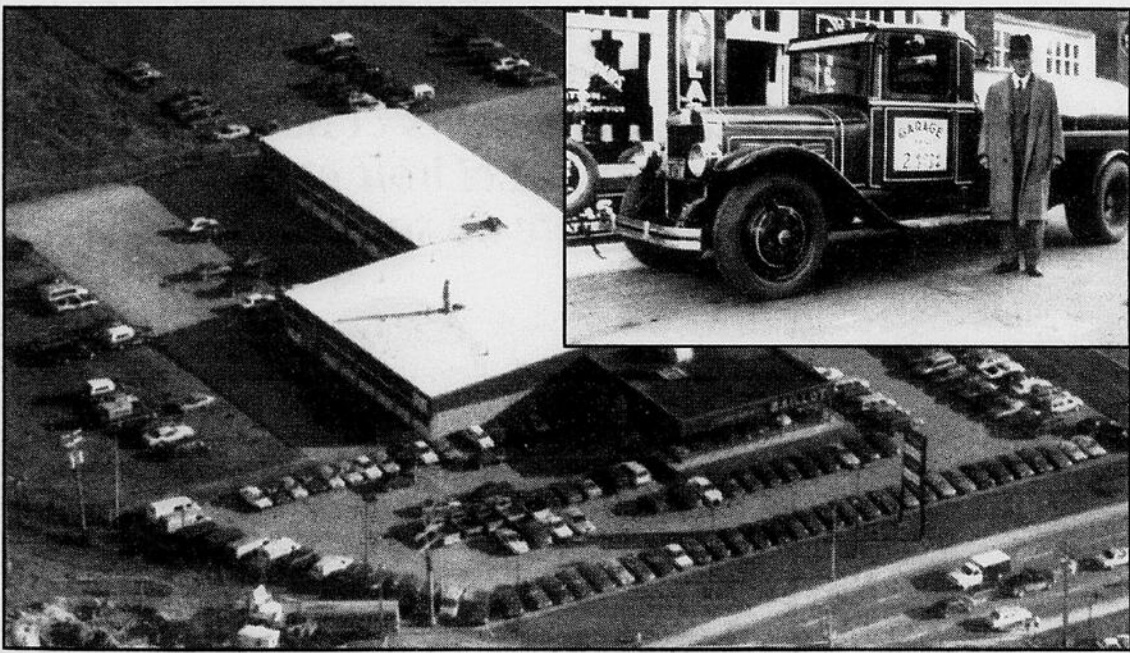
C'est en 1916 que M. Jules Baillot ouvrit son premier garage sur la rue Baillot à Hull.

Depuis, l'entreprise n'a cessé de progresser et est située au 960 boul. St-Joseph.

Notre entreprise a été et demeure un partenaire actif de l'évolution et du développement de notre belle région et des gens qui y habitent.

Aujourd'hui nous voulons souligner l'anniversaire d'une autre entreprise de chez-nous qui a elle aussi contribué à l'épanouissement économique et culturelle de l'Outaouais.

À l'occasion de son 80^e anniversaire de fondation, il nous fait plaisir de souhaiter au quotidien *LeDroit* succès et prospérité pour de nombreuses années à venir.



FÉLICITATIONS

EN L'HONNEUR

de Votre

80 ième

ANNIVERSAIRE

THE OTTAWA
SUN



Des pages sportives bien illustrées

Jean-Bernard Rainville
collaboration spéciale

Les pages sportives du Droit de ce temps-là étaient bien illustrées.

Pierre Normandin, maintenant âgé de 68 ans et originaire de la Côte-de-Sable, était responsable de la photographie...
«C'est Aurèle Gratton et Gaston

Quessy qui m'ont embauché. J'étais photographe pour les nouvelles et les pages sportives dont le directeur était Gérard Renaud. Ses rédacteurs sportifs

étaient Marcel Fortin et Jean-Charles Daoust qui, lui, signait une colonne intitulée «Et le spectacle continue»...
Il y avait aussi Henri Laperrière,

qui était un employé du gouvernement fédéral, et signait à l'occasion un billet sportif à titre de pigiste. Il faut se rappeler que c'était en 1949. Je gagnais 38 \$ par semaine. Je me souviens que c'est Raymond Harper qui distribuait la paie dans des enveloppes. Il mettait la paie dans une petite boîte de carton et faisait le tour des bureaux. C'était les Oblats de Marie-Immaculée qui étaient les propriétaires du Droit!»

Le journaliste sportif Jean-Charles «Charlie» Daoust a toujours impressionné Pierre Normandin. Il en parle avec amour... «Ce gars-là était extraordinaire. Sa chronique comportait toujours une cinquantaine de noms qu'il avait rencontrés un peu partout. Sans calepin, il retenait les noms de sportifs qu'il rencontrait dans les tramways, au snack bar Bowl's Lunch et, le lendemain, tu retrouvais tous ces noms dans sa colonne et ce dont il avait parlé avec chacun d'eux. Incroyable comme individu!»

«C'est épouvantable comme le temps passe! J'ai quitté le journal LeDroit en même temps que le chef d'équipes aux sports, Gérard Renaud. Lui est parti pour Radio-Canada télé à Montréal et fut celui qui a littéralement «pondu» la Soirée du Hockey telle que nous la connaissons encore aujourd'hui. Que de souvenirs... », de conclure Pierre Normandin.

B.P. 116, R.R. 2, Navan,
Ont. K4B 1H9
Tél.: 824-1664

Prop.: Jean Sicard
Pagette : 238-2491
code 114



EXPERT
WINDOW
CLEANING LTD.

Commercial et résidentiel
Devantures de magasin - Travail sur échafaudage volant
Tarifs raisonnables
Assurance complète

Félicitations à toute l'équipe !

Bergeron, Gaudreau
Avocats

Le bâtonnier Viateur Bergeron, LL.D., C.R.
Richard Gaudreau, B.A., LL.L., LL.M.

167, rue Notre-Dame
Hull, Québec, J8X 3T3
Téléphone : (819) 770-7928
Télécopieur : (819) 770-1424

OMNIPLAST INC.



OMNIPLAST

FOURNISSEUR DES SACS DE PLASTIQUE
ENVELOPPANT VOTRE JOURNAL LeDroit
À TOUS LES JOURS À VOTRE PORTE !



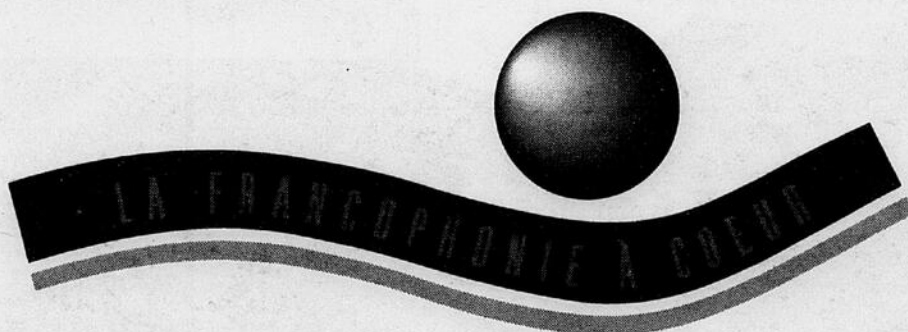
Institut canadien-français d'Ottawa
316 rue Dalhousie
Ottawa, Ontario
K1N 7E7
Téléphone: 234-3367
234-1288

FÉLICITATIONS
au journal LeDroit
pour leur 80 années d'informations
aux Canadiens-français.



L'Université d'Ottawa et le quotidien LeDroit : au service des francophones ... avec fierté !

L'Université d'Ottawa s'allie aux milliers de lecteurs et de lectrices pour célébrer 80 ans d'information au journal LeDroit et lui souhaiter beaucoup de succès dans la poursuite de sa mission.



Les grands gagnants des galas Julien-Daoust

Trophée Gilbert-Ovila Julien:

1950 - Jacques Varaleau
 1951 - Claude Richer
 1952 - Réal Chevretils
 1953 - Jean Valiquette
 1954 - Léo Gravelle
 1955 - Gilles Mayer
 1956 - Jacques Bélec
 1957 - Orval Tessier

1958 - Mariette Laframboise
 1959 - Gilles Archambault
 1960 - Gilles Tremblay
 1961 - Gérard «Gerry» Gravelle
 1961 - Maurice «Moe» Racine
 1963 - André Despars
 1964 - Jacques Laperrière
 1965 - Paul Desjardins

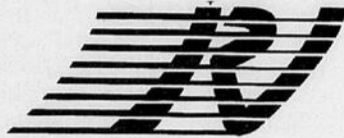
1966 - Robert «Bob» Brousseau
 1967 - Jean «Gros Bill» Béliveau
 1968 - Hervé Filion
 1969 - Guy Trottier
 1970 - Gilbert Perreault
 1971 - Gilbert Perreault
 1972 - Hervé Filion
 1973 - Jocelyne Bourassa

1974 - Bernard Parent
 1975 - Guy Lafleur
 1976 - Claude Ferragne
 1977 - Gaétan Boucher
 1978 - Marcel Jobin
 1979 - Gilles Villeneuve
 1980 - Gaétan Boucher
 1981 - Marie-Claude Asselin
 1982 - Gaétan Boucher
 1983 - Sylvie Daigle

1984 - Gaétan Boucher
 1985 - Sylvie Bernier
 1986 - André Viger
 1987 - Pierre Harvey
 1988 - Aucune remise

Trophée Jean-Charles Daoust:
 (institué au décès de Charlie en 1964). Décerné à l'athlète amateur francophone dans la région desservie par LeDroit

1964 - André Nézan
 1965 - Gérard Gravelle
 1966 - Gérard Cassan
 1967 - Pierre Jarry
 1968 - Gérard Cassan
 1969 - Hélène Grégoire
 1970 - Guy Lafleur
 1971 - Guy Lafleur
 1972 - Michel «Bunny» Larocque
 1973 - Denis Potvin
 1974 - Claude Pilon
 1975 - Denis Pomerleau
 1976 - Louise Leblanc
 1977 - François Tremblay
 1978 - Hélène Grégoire
 1979 - Daniel Lamontagne
 1980 - Paul Pageau
 1981 - Jacques Pilon
 1982 - Paul Gratton
 1983 - Paul Gratton
 1984 - Paul Turpin
 1985 - Carol-Ann Alie
 1986 - Alain Marion
 1987 - Michel Dessureault
 1988 - Il n'y a eu aucune remise de ce trophée.



**IMPRIMERIE
 ROGER VINCENT**

120 Jean-Proulx, Hull, Qué. J8Z 1V3
 (819)777-1407 Fax (819)777-7645

Le recteur et le Conseil d'administration
 de l'Université Saint-Paul s'associent à tous
 les lecteurs et toutes les lectrices du
 quotidien LeDroit pour lui souhaiter
 bon anniversaire à l'occasion de la
 80^e année de sa fondation.

**LONGUE VIE
 AU JOURNAL
 LeDroit !**



Université Saint-Paul

THE OTTAWA CITIZEN

Félicitations
 très sincères
 pour votre 80^e
 anniversaire.

THE OTTAWA
Citizen

ALL YOU WANT US TO BE



**Nous souhaitons à la direction,
 aux employé(e)s et
 aux lecteurs du journal
 LeDroit
 un heureux 80^e anniversaire.**

**Fonçons ensemble
 vers l'an 2 000**



Mont-Bleu

HULL, QUÉBEC



22 boul. Mont-Bleu
 Hull 776-1571

Une page d'histoire Sans les dons du clergé et des paroisses, le journal n'aurait pas survécu

Sans les dons du clergé et des paroisses, *LeDroit* n'aurait pas survécu aux premières années de publication. Le 1er août 1919, pour ne citer qu'un exemple, le curé Vital Pilon, de Saint-Albert, Ontario, envoyait un chèque de

1127 \$ au *Droit* en précisant: «Mes paroissiens avaient ramassé cette somme pour élever un monument au Sacré-Coeur. Mais à la dernière minute, ils ont changé d'avis et décidé de l'attribuer à votre journal; car c'est un

monument qui prêche non seulement aux fidèles d'une paroisse, mais aux milliers de lecteurs de partout.» Il va sans dire que *LeDroit* a toujours accordé une place de choix aux informations religieuses et couvert abondamment les actualités religieuses de la région. Les causes de l'Église sont celles du *Droit*. Les encycliques sont publiées in extenso. Les grands rassemblements, comme le Congrès marial de 1947, à Ottawa, font la Une.

Sur le plan politique, cela a occasionnellement amené *LeDroit* en terrain glissant: Franco devient un héros, Mussolini est vu avec sympathie. Sur le plan journalistique, les nouvelles défavorables à l'Église, tel cet abbé Delorme accusé de meurtre en 1922, sont réduites à une maigre colonne. Avec le recul du temps, on juge négativement ces prati-

ques. A l'époque, les dissidents étaient rares.

Même aujourd'hui, dans un monde pluraliste à l'extrême, *LeDroit* demeure d'inspiration chrétienne dans ses pages éditoriales. En cela, il reste le reflet fidèle de sa communauté.

LeDroit s'est d'abord enraciné en Ontario français. La lutte contre le Règlement 17 a monopolisé toutes ses énergies pendant les premières années, au point où, raconte le père Tremblay dans *Entre deux livraisons*, «le public a longtemps l'impression que *LeDroit* et l'Association (L'ACFO de l'époque) sont une seule et même chose».

Le Droit

Celui du citoyen.
Libre d'agir
et de parler.

La conviction

D'informer
pour un meilleur
avenir.

La réussite

80 ans de lucidité
et de présence active.
Longue vie au Droit!

 **BANQUE
NATIONALE
DU CANADA**

Capital Parking Inc.

MONTRÉAL
TORONTO
OTTAWA

Tony Kue Shahrsebi (P.Eng.)
Président

5 - 110 rue Clarence • Ottawa, Ontario • K1N 5P5
Tél.: (613) 562-2447 • Télécopieur (613) 562-2543



La ville de Buckingham

*félicite LeDroit
pour son 80^e anniversaire d'existence
et lui souhaite*

UN AVENIR PROSPÈRE
auprès de ses fidèles lecteurs.

Le maire,
Réginald W. Scullion
et son conseil municipal.



**ONTARIO MEDICAL
SUPPLY LTD.**

118 rue Clarence, Ottawa
Tél.: 237-2970 • Fax: 232-7698

*Le Groupe Desjardins
rend hommage au
Journal Le Droit
à l'occasion de son
80^e anniversaire*



DESJARDINS PHARMACIE LTÉE
298 rue Dalhousie, Ottawa
Tél.: 235-1871

Une page d'histoire Le déplacement du combat ontarien vers le Québec

Les amitiés les plus solides se forment dans la lutte, comme celle du *Droit* et des Franco-Ontariens. Les locaux du quotidien du marché By servaient de lieu de rencontre, de quartier-général, de ruche d'idées et de stratégies pour abattre les adversaires des droits des francophones. Les liens «concrets, intimes et puissants» qui en sont issus marquent encore le quotidien aujourd'hui.

En matière d'Ontario français, *LeDroit* a toujours été journal de combat. En 1921, les Canadiens français de Pembroke, majoritaires dans leur ville, n'ont pas droit à un mot de français dans leurs écoles. En désespoir de cause, le commissaire Alfred Longpré engage une institutrice, Jeanne Lajoie, et fonde une école libre. Harcelé, poursuivi, Longpré y engouffrit toutes ses épargnes.

LeDroit ne se contente pas de publier articles, lettres et photos. Il lance un appel à l'aide et alerte le Québec tout entier. Les conseils municipaux de Montréal, Québec et Trois-Rivières envoient des fonds. Les 600 élèves du Séminaire de Chicoutimi donnent l'argent qu'ils s'approprièrent à dépenser pour leur réveillon de Noël. On amasse enfin assez de sous pour construire une nouvelle école.

Plus récemment, à compter des années 60, *LeDroit* a appuyé fortement les revendications franco-ontariennes pour un réseau scolaire complet en langue fran-

çaise. Les conflits scolaires de Penetanguishene, Sturgeon Falls, et bien d'autres ont fait les manchettes dans les années 70 et 80.

En matière journalistique, il est difficile d'imaginer une entreprise plus audacieuse que le périple de six mois du chroniqueur Michel Gratton, qui, en 1978, sillonna l'Ontario des Franco-Ontariens de Hearst à Windsor, de Welland à Ottawa. Une quarantaine de grands reportages furent publiés à cette occasion.

En 1990, à Sault-Sainte-Marie cette fois, alors que la municipalité se déclarait unilingue anglaise, *LeDroit* a dépêché une équipe de journalistes sur les lieux, et préparé, en collaboration avec le *Sault Star*, un cahier spécial unique en son genre dans les annales

de la presse canadienne.

Malgré cette implication et cette lutte incessante, l'assimilation continue de gruger les forces vives de l'Ontario francophone, et les abonnés ontariens du *Droit* ne forment plus que 28 % du total. À ce chapitre, les espoirs sont toujours permis, mais les interrogations sont nombreuses.

Un journal québécois

Si le cœur du *Droit* a d'abord battu en Ontario, l'entreprise a pris pied en sol québécois très rapidement. Déjà, en 1914, *LeDroit* avait sa page de Hull.

Le père Charlebois lui-même vivait à Hull, dans la paroisse Notre-Dame, et se rendait au travail à Ottawa, à pied, trop pauvre pour payer les 5 sous de tramway.

Son successeur, le père Sarrazin, vivait lui aussi à Hull.

Dès le début des années 20, le journal ouvre un bureau sur la rue Principale, à Hull, et s'attaquera dès lors aux principaux dossiers de l'Outaouais québécois et du Québec tout entier. Avec l'acquisition de la station radiophonique CKCH, en 1941, la présence du *Droit* dans l'ouest du Québec s'accroît.

Côté abonnement, la clientèle outaouaise augmente rapidement et dépasse, au milieu des années 40, le cap des 50 % du tirage total du *Droit*. Une combinaison de l'assimilation et des déménagements à Hull, Aylmer et Gatineau confirmera cette tendance dans les décennies suivantes. Aujourd'hui, 72 % des abonnés du *Droit*

demeurent en Outaouais.

Ce déplacement vers le Québec se reflétera aussi chez le personnel du journal, qui depuis longtemps se recrute majoritairement du côté du Québec.

Le bureau des journalistes du *Droit* à Hull a été fermé pour des raisons d'économie en 1988, après la grève, mais le journal a recruté plusieurs correspondants dans le Pontiac, en Haute-Gatineau, dans la vallée de la Lièvre et en Petite-Nation, tout en assurant la couverture de la région métropolitaine à partir de la salle des nouvelles d'Ottawa.

Depuis la fin de 1989, *LeDroit* est imprimé à Hull chez Qualimax et a ouvert un bureau (les abonnements) aux Promenades de l'Outaouais, à Gatineau, en 1990.

Le Permanent

Désigné le 1er choix des consommateurs pour vendre ou acheter sa propriété.



"CONFIEZ-NOUS LA VÔTRE" 776-3332

Radio-Canada félicite Le Droit pour ses 80 ans...

d'engagement
de professionnalisme journalistique
de détermination
et pour avoir constamment visé l'épanouissement
de la communauté francophone.
Un objectif auquel la **SRC** a toujours souscrit.

Pour souligner cet anniversaire,
l'émission **CE SOIR** présente
une série de 3 reportages
sur **Le Droit**,
à 18h, les 29, 30 et 31 mars.

LeDroit

Il y a quatre-vingts ans que
l'Ontario français a
LeDroit

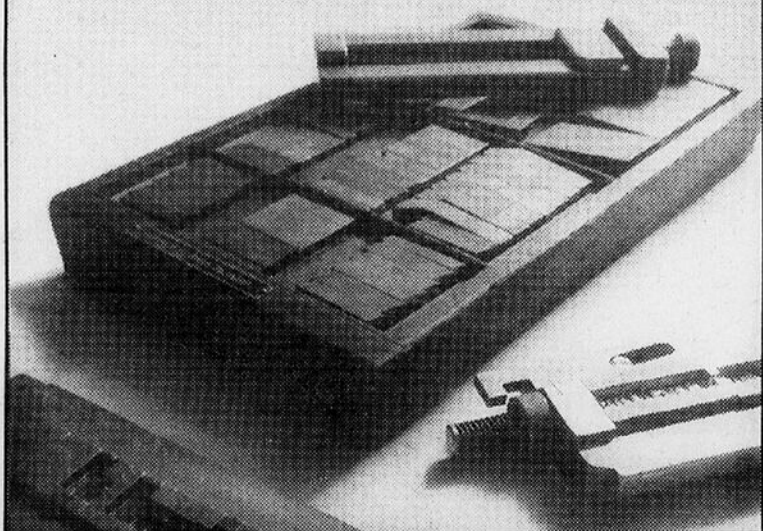
L'Association canadienne-française de
l'Ontario vous souhaite un futur prospère.



le **QUOTIDIEN**
du Saguenay-Lac-Saint-Jean

Salue les
80 ans du journal
Le Droit et partage
la fierté des
bâisseurs d'hier
et d'aujourd'hui
qui croient toujours
que l'avenir est
à ceux qui luttent
... et qui lisent!

Pierre Bergeron
et toute l'équipe du Progrès du Saguenay



Une page d'histoire
L'impact du *Droit* dans la communauté

Aucune institution n'aura eu, au 20e siècle, plus d'impact que *LeDroit* sur la communauté canadienne-française de l'Est ontarien et de l'Ouest québécois.

Ses premières 15 années, jusqu'à 1927, ont fait du quotidien un carrefour d'idées, un quartier-général, un mobilisateur des forces vives et un leader d'opinion en Ontario français, et au Québec. Les talents oratoires du député Aurélien Bélanger, jumelés à la plume du courriériste parlementaire du *Droit*, ont finalement abattu le Règlement 17.

Les enquêtes de ses journalistes ont ébranlé, et dans certains cas fait tomber des administrations municipales, notamment à Hull. Ses éditoriaux ont contribué

à façonner l'opinion publique et ses centaines d'employés ont rayonné aux quatre coins de la grande région d'Ottawa-Hull.

Enraciné dans sa communauté, il en a toujours été le fidèle reflet. Tout conflit, tout coup dur susceptible d'ébranler le quotidien a été vivement ressenti par les lecteurs des deux rives. Au début, *LeDroit* a survécu grâce aux quêtes et aux milliers de dons de lecteurs anonymes.

Certains tenaient presque du miracle, comme cette journée où le père Charlebois avait besoin de 3000 \$ en une heure pour éloigner le huissier. Un vieillard se présenta tout bonnement et insista pour voir le directeur qui, visiblement, n'était pas d'humeur à

recevoir des visiteurs.

Tenace, le vieux monsieur finit par se rendre à la chambrette du père Charlebois pour lui dire qu'il avait renoncé à construire une galerie à sa maison et qu'il offrirait de placer cet argent au *Droit*. Combien? 3000 \$, qu'il avait sur lui...

Des exemples semblables se comptent par centaines, par milliers. De pauvres gens, des fortunés aussi, qui ont permis à «leur» journal de survivre, puis de croître. Pour des milliers de résidents ontariens et outaouais, *LeDroit* est de la famille. On n'y est jamais indifférent.

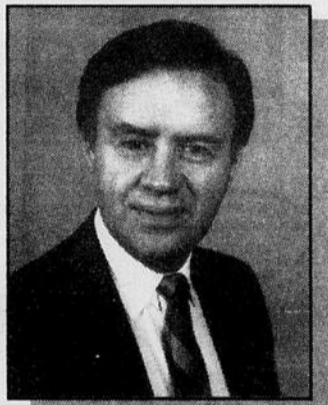
Les abonnés de longue date ont plus qu'un sentiment d'appartenance au quotidien, ils s'en considèrent presque propriétaires. C'est là un compliment lourd de conséquences.

Surtout lorsqu'une société vit une crise d'identité nationale, Franco-Ontariens et Québécois y voient chacun «leur» journal, et cela donne depuis 25 ans un débat passionnant sur l'orientation du quotidien. Trop ontarien pour certains, trop québécois pour d'autres, *LeDroit* a marché sur la corde raide, cherchant le juste milieu entre sa mission franco-ontarienne et son devenir québécois.

Le ton a parfois monté, notamment en novembre 1978 lorsque le Parti québécois de Hull a réclamé une page éditoriale plus québécoise, provoquant un échange de propos aigre-doux entre la direction du *Droit* et les milieux péquistes. Aiguillonné à l'Assemblée nationale par le député Michel Gratton (fils de l'ancien d.g. du *Droit*), le premier ministre Lévesque a été amené à intervenir à deux reprises lors de l'incident.

Mais quand, en 1982 et en 1988, des conflits de travail ont paralysé le journal, la population québécoise comme ontarienne manquait «son» quotidien. Des pétitions ont circulé, de nombreux témoignages ont afflué, des deux rives de l'Outaouais.

Pierre Allard

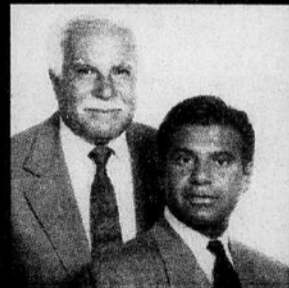


Félicitations
et remerciements
à tous ceux et celles
qui, depuis 80 ans déjà,
ont contribué au
succès du journal
LeDroit.

Je tiens à souligner la contribution remarquable de ce quotidien qui a toujours réussi à se démarquer par son information, son action et son impact dans le milieu.

Meilleurs vœux de longue vie !

Mark Assad, député
Gatineau - La Lièvre



Le Steak House original d'Ottawa...
et toujours le meilleur.

**VEenez DÉGUSTER NOS
MERVEILLEUX STEAKS
ET FRUITS DE MER !**

*Nous tenons à saluer
LeDroit
à l'occasion de son
80^e anniversaire!*

327, rue Elgin 233-7111
Installation pour handicapés
Bells Corners 828-8349

Stationnement gratuit sur
place pour les clients des
deux succursales

IN MEMORIAM

TEL-JEUNES

à l'écoute
des 5-20 ans

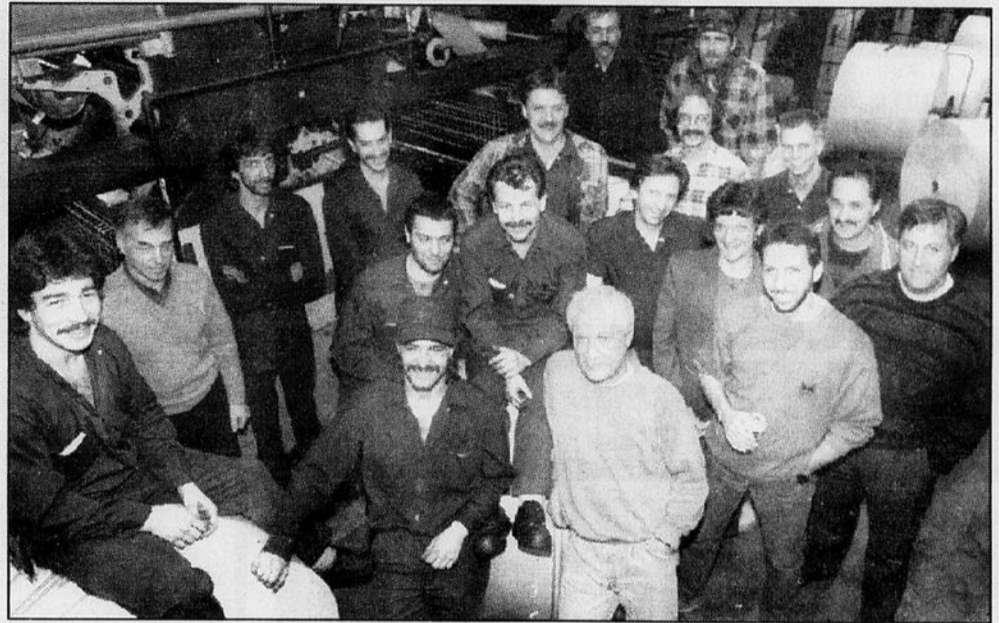
Un don
peut faire
toute
la différence.

C.P. 186, succ. place d'Armes
Montréal, Québec H2Y 3G7



Imprimé chez Qualimax

À tous les soirs, il faut une équipe d'une vingtaine de personnes pour produire les quelque 42 000 exemplaires du journal LeDroit qui sortent des presses à raison de 20 000 exemplaires à l'heure. L'impression du journal se fait dans le parc industriel de Hull, sur les presses de Qualimax, une propriété d'UniMédia dirigée par Gérard Marciel et Pierre Manseau. Qualimax imprime également des journaux hebdomadaires et des circulaires.



Présence renforcée en Outaouais

La présence des employés et partenaires du Droit en sol québécois a été considérablement renforcée depuis l'arrivée du service du tirage aux Promenades de l'Outaouais en 1990. Situé en plein cœur de l'un des plus importants centres commerciaux de la région, le service du tirage, dirigé par Carroll Legault et Robert Schiffo, reçoit à tous les jours la visite d'une centaine de personnes.

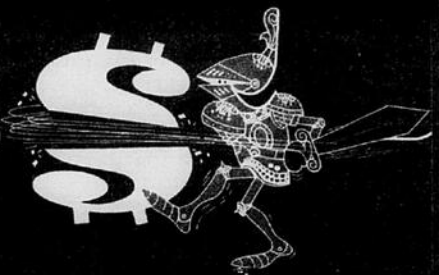
80
ans ça se fête!

L'Industrielle-Alliance,
une compagnie centenaire, est plus que consciente de la portée historique et culturelle d'un tel événement et est heureuse de s'associer au journal Le Droit pour son 80^e anniversaire.



**L'INDUSTRIELLE
ALLIANCE**
COMPAGNIE D'ASSURANCE SUR LA VIE

**NOUS
COUPONS
LES PRIX DES
VOITURES
NEUVES.**



**HAUTE
ALLOCATION
D'ÉCHANGE**



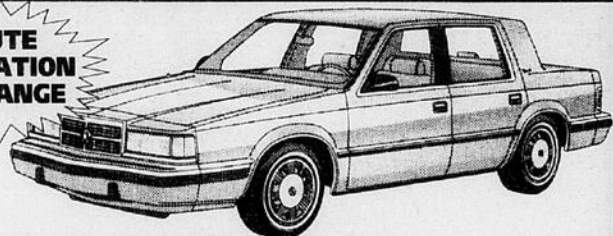
1993 COLT
2 portes, 1,5 litres, 5 passagers
À partir de **8 888\$***

**HAUTE
ALLOCATION
D'ÉCHANGE**



1993 ACCLAIM
4 portes, 2,5 litres, automatique, servofreins, servodirection, coussin de sécurité gonflable.
À partir de **12 582\$***

**HAUTE
ALLOCATION
D'ÉCHANGE**



1993 DYNASTY
4 portes, toute équipée, coussin de sécurité gonflable, 3.3 litres, V-6, automatique, climatiseur
3 au choix **16 387\$***

**HAUTE
ALLOCATION
D'ÉCHANGE**



1992 LE BARON
Automatique, climatiseur, coussin de sécurité gonflable, toute équipée, démonstrateur
no 20183. **15 499\$***



**La toute nouvelle INTREPID
est arrivée. 5 au choix**



Grville
CHRYSLER PLYMOUTH LTÉE

**900 boul. St-Laurent
745-7051**

** Frais de transport, immatriculation et taxes en sus.
Rabais au concessionnaire.*



**IMPRIMERIE DU
PROGRÈS®**

est fière de s'associer au succès qu'a connu le quotidien LeDroit depuis 80 ans.

L'IMPRIMERIE DU PROGRÈS vous offre la gamme complète en imprimerie, de la carte d'affaire jusqu'à l'impression en quatre couleurs.

Notre clientèle reconnaît le SERVICE et la QUALITÉ TOTALE qui ont fait notre RÉPUTATION.

183, rue Deveault, HULL Tél. : 778-2122

Dites-nous que vous avez vu cette annonce dans ce cahier, et obtenez 10% de rabais sur vos faire-part de mariage.



SINCERES FÉLICITATIONS
de la part de la Ville d'Ottawa

Jacquelin Holzman
Jacquelin Holzman
le maire



City of
Ville d'**Ottawa**

**TRUST PRÊT ET REVENU
POUR VOS PLACEMENTS**



J.U. René Pitre
Vice-président adjoint
et direction

Vous avez de
l'argent à investir,
vous recherchez la
sécurité et le
rendement ! Alors
n'hésitez plus,
confiez-nous la
diversification de
vos placements.

**Fonds
d'hypothèques**

9,02%
1 an

10,45%
5 ans

10,92%
10 ans

Les taux de rendement indiqués constituent le rendement total annuel composé réel au 28 février 1993, compte tenu des variations dans la valeur des parts et du réinvestissement de tous les revenus. Le rendement passé ne garantit pas les résultats à venir et toute offre doit être faite par prospectus.



**TRUST
PRÊT ET REVENU**

325, rue Dalhousie, pièce 700, Ottawa 238-1221

**Le miroir
d'un peuple**

Pierre-Louis Lapointe

LeDroit est octogénaire. Mais son format tabloïd, sa mise en page par ordinateur et son usage de la couleur masquent bien son âge et les cicatrices d'un passé consacré à la défense des intérêts canadiens-français.

La clientèle du *Droit* se répartit sur les deux rives de l'Outaouais, mais de façon très inégale. Les Franco-Ontariens ne comptent plus que pour 28 % de ses lecteurs, ce qui complique sa tâche. Comment répondre aux intérêts et aux besoins divergents de deux populations de langue française, l'une majoritaire sur son territoire, l'autre, minoritaire et menacée de disparition.

Les Canadiens français des deux rives de l'Outaouais n'ont pas toujours été divisés. Avant la création du diocèse de Hull, en 1963, et la laïcisation de la société québécoise, amorcée au cours des années 1960, c'est l'interdépendance des deux rives et des deux francophonies qui dominait. La vie catholique et française des deux rives était centrée sur Ottawa. Tous les organismes et toutes les institutions qui se greffaient sur un évêché s'installaient à Ottawa pour desservir une population dont la moitié habitait la rive québécoise. L'Hôpital général d'Ottawa, l'Université d'Ottawa, l'hospice Saint-Charles, les petit et grand séminaires, l'orphelinat Saint-Joseph, s'installèrent donc à l'ombre de l'évêché. Les communautés religieuses majeures, les Dominicains, les Capucins, les Franciscains adoptèrent la prestigieuse rive ontarienne. La rive québécoise, parent pauvre, avait peu à offrir, si ce n'est la Maison des retraites fermées, boulevard Sacré-Coeur, et CKCH, seul poste de radio de langue française.

L'après-guerre a ramené la prospérité et la croissance économique au Québec et au Canada. Le régime duplessiste en a profité pour effectuer un important rattrapage dans presque tous les secteurs d'activité. L'électrification rurale va permettre la modernisation de l'agriculture québécoise, l'amélioration de la productivité et, surtout, la pénétration du «petit écran» jusque dans les campagnes les plus reculées.

L'Église catholique avait été jusque là un guide et un rempart contre les menaces extérieures. Elle abandonne son rôle traditionnel et cède ses responsabilités sociales à l'État-providence.

Dans l'Outaouais comme ailleurs, tout changeait. La création du diocèse de Hull, les transformations radicales du Vieux Hull et des anciens quartiers francophones d'Ottawa, le déplacement de milliers de Franco-Ontariens sur la rive québécoise, l'étalement urbain et la mise en place d'infrastructures administratives collégiales vont contribuer à la différenciation des deux communautés francophones.

L'histoire du *Droit* reflète bien la crise d'identité qui secoue encore l'ensemble du Canada français. Pour survivre, le journal a dû relever un défi énorme: refléter les deux francophonies et les deux rives de l'Outaouais tout en jouant un rôle d'intermédiaire entre les deux communautés.

545

C'EST AVEC FIERTÉ QUE NOUS VOUS SOUHAITONS UN BON QUATRE-VINGTIÈME ANNIVERSAIRE

SHL systemhouse a été chargée de la conception et de la mise en service d'un système d'édition sur micro-ordinateurs pour LeDroit. Aujourd'hui, ce résultat continue à fournir un système informatisé unique dans toute l'industrie nord-américaine de l'édition.

Nous félicitons LeDroit et nous remercions sincèrement les employés de leur bon appui.



Pour de plus amples renseignements au sujet de nos services d'intégration de systèmes et des talents multiples de nos 4000 employés à travers le Canada, les États-Unis et l'Europe, veuillez vous adresser à;

M. Stan Kurylowicz

Vice-président exécutif et directeur général

SHL SYSTEMHOUSE INC.

bureau 501, 50, rue O'Connor, Ottawa (Ontario)

K1P 6L2

Tél. : (613) 236-9734

Télécopieur : (613) 236-2043

Lien francophone important
entre les deux rives
de l'Outaouais, LeDroit a su
au fil des ans jouer un rôle
de premier plan
en matière d'information.

En ce 80^e anniversaire,
la Ville de Gatineau
salue l'apport de l'équipe
du journal LeDroit
dans la croissance
de la région.

ville de
Gatineau 

Les éditeurs de l'APF
saluent le quotidien
LeDroit et ses employés.

BRAVO!

Félicitations 80
Les 80 ans
du journal LeDroit

APE
Association de la presse francophone
900-325, rue Dalhousie
Ottawa, Ontario K1N 7G2
Renseignements : 613/ 237-1017

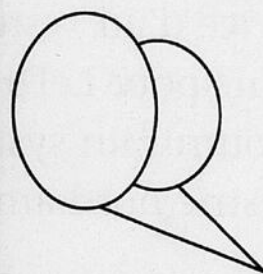
Le seul réseau national de presse écrite
francophone à l'extérieur du Québec

Pour vos placements publicitaires,
appelez Marcel Laurin ou
Marie-Lyne Renaud
613-234-6735 **OPSCOM**

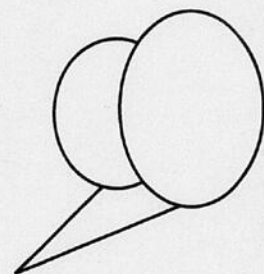
L'équipe du cahier souvenir du *Droit*

Guy Badeaux, Lynne Bazynet, Joël-Denis Bellavance, Gilles Bernier, René Binet, Sylvie Bouchard, Adrien Cantin, Fulgence Charpentier, Edgard Demers, Alfred Dupuy, Marcel Fortin, Jean-Guy Gauthier, Jean-Pierre Gervais, Michel Gratton, Marc-André Joannis, Gilbert Lacasse, Michel Lafleur, Manon Lajoie, Gilles Lamadeleine, Pierre-Louis Lapointe, Gilbert Lavoie, Claude-Sylvie Lemery, Robert Maisonneuve, Murray Maltais, Étienne Morin, Michel Normand, Marc Ouellette, Jean-Bernard Rainville, François Roy, Martin Roy, Charles Thériault. Les infographistes du service de la publicité, l'équipe de transmission et les représentants du service de la publicité.

L'ASSOCIATION DE L'EXPOSITION DU CANADA CENTRAL

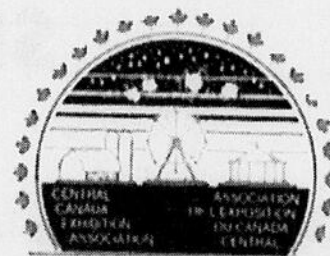


*tient à féliciter LeDroit
à l'occasion de son
80^e anniversaire!*



Nous sommes fiers d'être de fidèles 'supporters' depuis votre fondation
le 27 mars 1913

*L'exposition du Canada central
19-29 août
AGRIFEST DE LA CAPITALE 12-17 octobre*



DÉCOUVREZ LA DIFFÉRENCE!

92-93-092

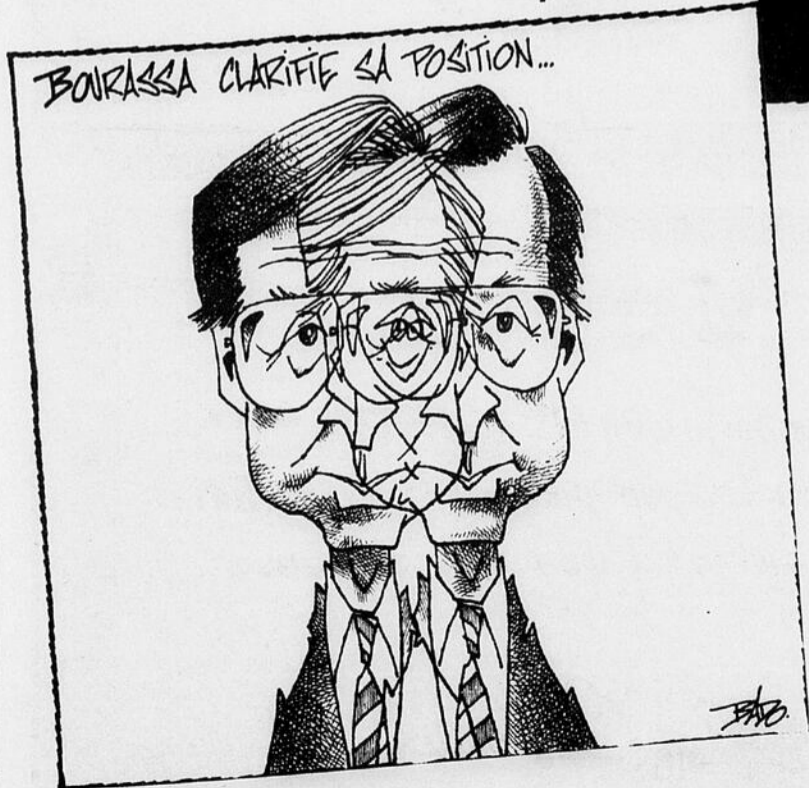
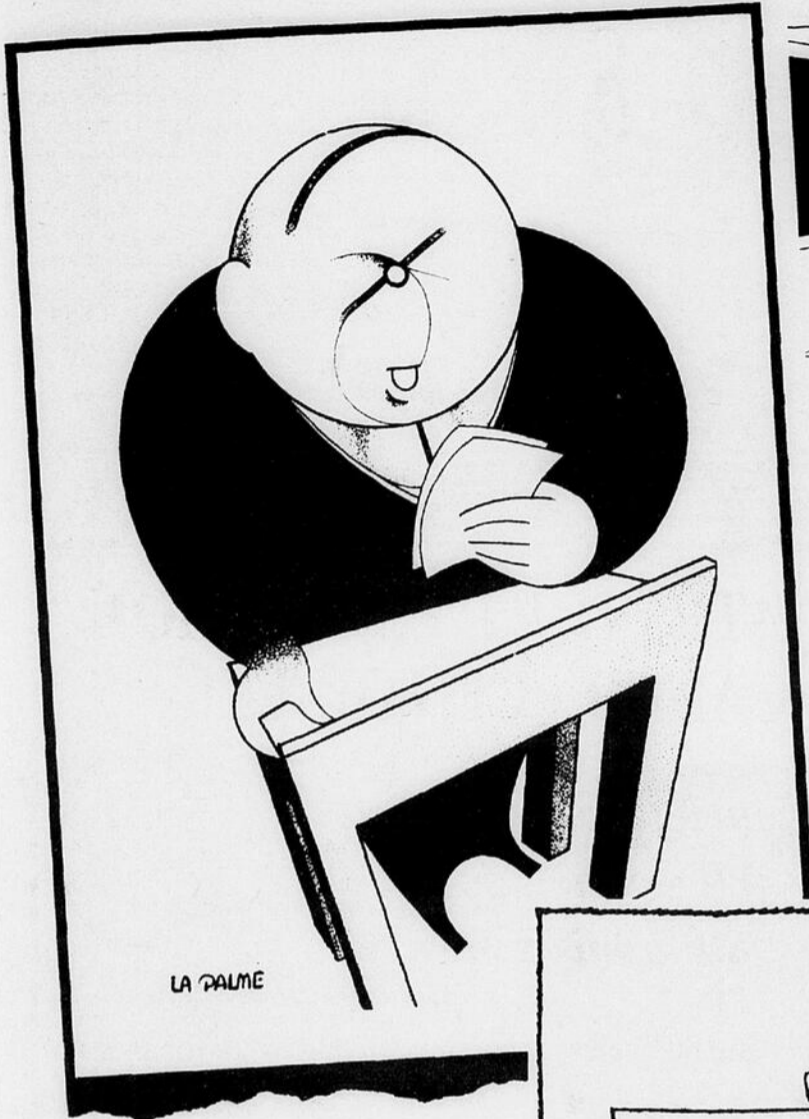
L'Université du Québec à Hull félicite le journal «LeDroit»
à l'occasion de son 80^e anniversaire et trouve en lui un partenaire de choix
dans le développement socio-économique et culturel de notre région.

 **Université
du Québec
à Hull**

L'Université en Outaouais

80

La caricature au journal *LeDroit* De Robert Lapalme... à Bado





ans d'excellence en ressources humaines
Years of Excellence in Human Resources



ans d'excellence auprès
de notre clientèle est un
événement en soi !



ans au sein de la commu-
nauté est une réalité his-
torique jusqu'à ce jour
inégalé!



Au nom de toute l'équipe
et en mon nom person-
nel nous souhaitons
"Longue vie" à
cet **ARTISAN**
du 21^{ème} siècle!

Barbara Cloutier
Présidente

**20 ans d'excellence
en ressources humaines**

PROFITEZ DE NOTRE OFFRE !
Pour souligner notre 20^{ème},
BARBARA PERSONNEL INC.
vous offre gratuitement
4 heures de services d'aide
temporaire.

Temps minimum 37,50 heures/semaine
Expiration : le 28 mai 1993